

Numéro 135 du 25 octobre 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

POLOGNE

Une nouvelle
épreuve de
force est
engagée



Manifestation de la section d'Euskadi de la LCR. (DR)

ETAT ESPAGNOL

A la veille
du succès
électoral
du PSOE

Résolution du S. U. de la IVe Internationale

La guerre du Liban :
un tournant de la situation au Moyen Orient

Sommaire du numéro 135 du 25 octobre 1982

3	POLOGNE	La loi « syndicale » de Jaruzelski : un nouveau coup de force contre Solidarité	Cyril SMUGA
4	—	Appel de la direction clandestine de « Solidarnosc »	DOCUMENT
6	POLOGNE/YOUGOSLAVIE	Solidarité, une affaire intérieure yougoslave	Catherine VERLA
DOSSIER EUROPE CAPITALISTE			
8	ITALIE	Attaque patronale contre l'échelle mobile	Elettra DEIANA
11	RFA	La fin d'une coalition gouvernementale qui dura 13 ans	Winfried WOLF
16	GRANDE-BRETAGNE	Luttes syndicales et congrès du Parti travailliste	Brian HERON
19	—	« Maggie, Maggie, Maggie, out ! out ! out ! », interview de Steve Potter, dirigeant de l'International Marxist Group sur la grève générale du 22 septembre 1982	Propos recueillis par F. SLEGGERS
20	ETAT ESPAGNOL	A la veille du succès électoral du PSOE, entretien avec Jaime Pastor, dirigeant de la Liga Comunista Revolucionaria	Propos recueillis par Vincent KERMEL
25	DOCUMENT IVe INTERNATIONALE	La guerre du Liban : un tournant dans la situation au Moyen-Orient	Résolution du SU de la IVe Internationale
32		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE ZAIRE : Le « Tribunal permanent des peuples » condamne Mobutu. USA : Défaite de l'ERA. RFA : La jeunesse contre l'austérité. NOUVELLE-CALEDONIE : Séjour d'une délégation de militants de la IVe Internationale. KURDISTAN : En soutien à la lutte du peuple kurde. PEROU : Une étrange minute de silence. CEYLAN : Vie sauve pour Kuttimati et Jegan.	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La loi "syndicale" de Jaruzelski : un nouveau coup de force contre Solidarité

Cyril SMUGA

En introduisant, le vendredi 8 octobre, la nouvelle loi syndicale, la junte du général Jaruzelski s'est livrée à une provocation sans précédent depuis le coup de force du dimanche 13 décembre 1981. « Les syndicats, proclamait ce même jour le vice-Premier ministre Mieczyslaw Rakowski, qui n'étaient que suspendus en vertu de l'état de guerre, cessent d'exister. » Il serait plus juste de dire : cessent d'avoir une existence légale, car il y a un abîme entre les vœux des bureaucrates et la réalité. Mais cette déclaration n'en résume pas moins correctement la voie sur laquelle le Conseil militaire de salut national (WRON) s'est engagé.

Les nouveaux « syndicats » qui pourront être créés en vertu de la loi du 8 octobre ne pourront être que des organismes de façade. Qu'on en juge :

1) Jusqu'en décembre 1983, ces « syndicats » ne pourront regrouper que des travailleurs d'une seule entreprise. Un seul « syndicat » sera autorisé dans chaque entreprise et il lui suffira de regrouper 50 personnes : dans la plupart des grandes usines, il sera ainsi possible de créer un « syndicat » avec pour seuls adhérents la maîtrise, les cadres du parti et la direction. Ce n'est qu'en janvier 1984 que les organismes ainsi créés pourront fusionner en « syndicats » de branche ou de corps de métier, tout regroupement sur une base géographique étant interdit. Enfin, en 1985, lorsque la bureaucratie sera assurée que ces structures n'ont aucune velléité combative, elles pourront fusionner en une confédération nationale. Ce n'est qu'alors — au cas où les bureaucrates des fédérations de branche n'arriveraient pas à se mettre d'accord sur le partage des fauteils confédéraux — que la loi autorisera la création de plusieurs confédérations...

2) Bien que le texte de la loi insiste lourdement sur le caractère « indépendant » et « autogéré » des nouveaux « syndicats », les dispositions qu'il contient rendent ces termes vides de sens. Non seulement pour avoir une existence légale les syndicats doivent être « enregistrés » par un tribunal, non seulement ce dernier peut à tout moment annuler cet « enregistrement », mais de plus, il peut destituer les dirigeants élus par leur base, et ce à tous les niveaux. Et chacun sait que les postes de juges sont dans la *nomenklatura*, c'est-à-dire qu'ils ne sont ac-

cessibles qu'à ceux que les autorités estiment « aptes », dévoués à leur cause et prêts à prendre les décisions qu'on exige d'eux.

Si cela n'était pas une garantie suffisante, la loi précise par ailleurs que les « syndicats » doivent œuvrer à la construction du socialisme en « reconnaissant le rôle dirigeant du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) dans l'édification » de ce « socialisme »-là. Au cas où ils auraient une quelconque divergence sur ladite « édification » avec le POUP, ce dernier pourrait les dissoudre.

3) Le droit de grève, que la loi du 8 octobre reconnaît, reste formel. Avant de déclencher une grève, il faut en effet mettre en place une « commission de conciliation ». Lorsque celle-ci aura mis fin à ses travaux, il faut dresser « un constat de divergences ». Ces divergences seront examinées par un tribunal dont les décisions — à moins qu'une des parties ne les conteste *a priori* — sont exécutoires. Si le syndicat a réussi à passer par toutes ces formalités — ce qui peut durer —, il devra encore déposer un préavis d'une semaine. La grève pourra alors avoir lieu, à condition qu'elle ne soit pas « politique » et qu'elle ne porte pas atteinte « aux intérêts de la défense et de la sécurité de l'Etat ».

Par ailleurs, la loi interdit la grève aux employés des ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et de l'Enseignement, ainsi qu'à ceux qui travaillent dans l'industrie alimentaire, à la radio et à la télévision, dans les banques et les transports internationaux, dans les hôpitaux et à ceux qui sont chargés de l'entretien des gazoducs et des oléoducs...

LA FUITE EN AVANT DE LA JUNTE

Le vote de cette loi survient alors que la bureaucratie a de plus en plus conscience de l'échec de l'opération politique engagée à la suite du coup de force du 13 décembre dernier. Il sanctionne tout d'abord l'incapacité du WRON à s'assurer la collaboration ne serait-ce que de quelques leaders de Solidarité — reconnus comme tels —, afin de « normaliser » ce syndicat qui regroupait, à la veille du coup de force, 90 % des travailleurs. Cela fait maintenant plus de dix mois que le général Jaruzelski annonce le retour à la « normalité », en prenant soin de préciser à chaque fois : « ... Si les changements vers le mieux se poursuivent, si aucune

tension nouvelle n'apparaît et si le retour à une situation normale se poursuit favorablement... »

Cela fait dix mois que la résistance de la classe ouvrière et de l'ensemble de la société lui donne tort. Depuis dix mois, aucune des tentatives de mise en place des « organisations sociales » susceptibles de bénéficier, sinon du soutien, du moins de la passivité des travailleurs, n'a réussi. Plus même, les effets sociaux de la réforme économique — au premier plan desquels il faut mentionner la baisse de 44 % en un an (de mai 1981 à mai 1982) selon les chiffres officiels, du salaire moyen réel dans l'industrie et une augmentation criante des inégalités de revenus régionales et entre branches d'activité — ont poussé vers l'opposition la majeure partie de ceux qui, par manque de perspectives, lassitude, ou parce qu'ils espéraient qu'une politique plus « musclée » aboutirait au moins à une amélioration de leur vie quotidienne, s'étaient résignés à subir la loi du WRON.

La crise économique s'est en effet considérablement aggravée en dix mois : baisse de la production dans toute l'industrie de transformation, allant jusqu'à 40 %, voire plus, en un an dans certaines branches ; crise agricole sans précédent, car les relations entre les prix et les coûts de production, en particulier en ce qui concerne l'élevage, sont plus désavantageuses pour les paysans qu'elles ne l'ont jamais été depuis 1956 ; écart croissant entre les marchandises disponibles sur le marché et les disponibilités financières de la population, malgré une hausse des prix de plus de 200 % du fait de la baisse, voire de l'arrêt de la fabrication de nombre de biens de consommation...

Les données statistiques officielles elles-mêmes ne laissent pas espérer d'amélioration dans ce domaine dans des délais qui pourraient parler à l'imagination de la population.

Ce sombre tableau des « réalisations » du régime Jaruzelski n'est pas non plus sans effet sur la cohésion de l'équipe au pouvoir. Le vote de la loi syndicale a fourni une nouvelle preuve des défections qui commencent à apparaître en son sein. Ainsi, une douzaine de députés a voté contre la nouvelle loi syndicale, et plusieurs autres se sont abstenus. Parmi eux, plusieurs députés des partis satellites du POUP et des non-inscrits, qui avaient pourtant approuvé l'instauration de l'état de guerre. Il faut en particulier noter la défection du sociologue sans

parti Jan Szczepanski, membre du Conseil d'Etat et à ce titre directement responsable du coup du 13 décembre. Placé par la junte à la tête du Conseil social consultatif — organisme chargé de racoler pour la junte des intellectuels et censé représenter la continuité du « nouveau » — il était un des rares intellectuels de renom à soutenir Jaruzelski. Sa défection — connue avant le vote — avait même fait courir dans Varsovie la rumeur que le vote de la Diète serait reporté ...

De même, comme en témoigne le récent remaniement ministériel, des voix se sont élevées, jusqu'au sein du gouvernement, contre l'opportunité d'une telle loi. Et au sommet de la bureaucratie, une nouvelle fois, les dauphins désireux de prendre la place de Jaruzelski se préparent, en escomptant que le régime sera cette fois obligé de reculer devant le mécontentement populaire.

Car c'est bien une fuite en avant dans la spirale de la répression qu'a choisi la direction bureaucratique. Mais elle le fait alors que le moral de ses troupes est au plus bas. La déclaration faite par un commandant de garnison à un réserviste mobilisé, et que rapporte un bulletin clandestin de Solidarité, en témoigne : « Dans une conversation avec un simple soldat, le commandant a dit que si les ouvriers tenaient le coup comme ils l'ont fait jusqu'à présent, ils gagneraient, car "la direction, chez nous, n'a pas la moindre idée de ce qu'il faut faire". » L'amertume de ce milicien, interviewé par l'organe du POU de Silésie, *Trybuna Robotnicza*, est un autre signe de cette démoralisation qui ronge les corps répressifs du pouvoir : « Ce que les gens disent de nous est brutal et injuste. (...) Tous ces racontars font leur chemin, et il est difficile de les démentir. Nous avons une famille, des enfants, des fiancées, et ils veulent pouvoir vivre en harmonie avec la société sans ce fardeau psychique. » Dans cette situation, les adresses de Solidarité aux soldats et aux miliciens — qui se généralisent depuis plusieurs mois — rencontrent un terrain favorable, et plus d'un, au sein de l'appareil répressif, se pose la question de savoir si le moment de tourner casaque ne s'approcherait pas.

SOLIDARITÉ A LA VEILLE DU VOTE DE LA LOI ANTISYNDICALE

La délégalisation de Solidarité a eu lieu alors que le syndicat clandestin était durement touché par la répression. Wladyslaw Frasyuniuk, dirigeant du Comité régional de Basse-Silésie (Wroclaw), et l'un des plus prestigieux dirigeants nationaux de la résistance, venait d'être arrêté avec plusieurs autres militants de sa région. La répression qui a suivi les manifestations du 31 août avait déjà fait tomber, ou obligé à se réfugier dans une clandestinité plus profonde, nombre de dirigeants intermédiaires du mouvement, désorganisant ainsi ses structures. De plus, la direction nationale et certaines directions régionales, divisées sur le bilan du 31 août, n'ont pas été capables de tracer des perspectives claires pour l'action. Ainsi,

dans une déclaration du 6 septembre, la Commission provisoire de coordination de Solidarité (TKK) écrivait : « *Malgré l'abîme profond que le pouvoir a creusé entre lui et la société, l'entente reste notre but et reste l'unique chance pour sortir de la crise.* » Cela, alors que dans la population le sentiment qu'on ne pourra jamais aboutir à une « entente » avec le pouvoir gagnait du terrain. Dans aucun des documents adoptés par la TKK autour de cette date, la perspective de la préparation de la grève générale n'était mentionnée, ce qui était en recul avec un certain nombre de déclarations précédentes. *Time* rapporte pour sa part qu'au cours d'une réunion de la TKK qui a précédé de quelques jours l'arrestation de Wladyslaw Frasy-

niuk, ce dernier aurait été le seul à proposer d'autres formes de lutte que le simple boycottage des nouveaux « syndicats », s'opposant sur ce point aux autres membres. Des débats similaires ont eu lieu au sein de la direction régionale de Solidarité de Varsovie, à laquelle deux groupes d'experts ont proposé d'adopter une résolution prônant l'« entrisme » au sein des nouveaux « syndicats », ce qui s'est heurté au veto des représentants des grandes entreprises, qui voyaient là un enterrement de première classe pour Solidarité et une capitulation. Cette proposition a été rejetée.

L'ensemble de ces discussions témoigne du désarroi et du manque de perspectives, qui rendaient difficile une ripos-

Appel de la direction clandestine de Solidarité à la grève pour le 10 novembre

Nous publions ci-dessous le texte intégral de la déclaration de la Commission provisoire (TKK) de Solidarité (direction clandestine), datée du 9 octobre et parvenue dimanche à la presse occidentale. Cette déclaration est signée par Zbigniew Bujak (Varsovie), Bodgan Lis (Gdansk), Hardek (Cracovie) et Bednorz (Wroclaw), qui a remplacé M. Frasyuniuk, arrêté le 5 octobre dernier.

La dissolution de tous les syndicats en Pologne est un acte sans précédent dans les annales des sociétés civilisées. Par cet acte, le Conseil militaire de salut national (WRON) a reconnu qu'il avait subi une défaite.

Le WRON n'a pas réussi à faire éclater le mouvement syndical, et ses tentatives visant à corrompre les dirigeants syndicaux jouissant d'une certaine notoriété ont été infructueuses.

Pendant dix mois d'état de siège, les travailleurs ont démontré solidairement leur opposition au régime du général-matras.

La Diète, nommée d'office, celle-là même qui a accepté, sans protestation, la création du WRON, dont l'existence est en contradiction avec la Constitution de la Pologne populaire, et qui a entériné le décret illégal du Conseil d'Etat instaurant l'état de siège, a osé, contre la volonté de ses électeurs, dissoudre les syndicats qui regroupent 90 % des citoyens majeurs de la Pologne. Elle s'est ainsi privée elle-même de son mandat social.

Le syndicat indépendant et auto-géré Solidarité ne peut être dissous que par la volonté de ses membres. Notre organisation existe et poursuivra ses activités pour créer une République autogérée.

La Commission provisoire de coordination de Solidarité appelle tous les membres du syndicat, tous les travailleurs et tous les syndicats à

boycotter les nouveaux syndicats de façade. Le fait de ne pas adhérer à ces syndicats constituera une sorte de référendum national par lequel la nation se prononcera contre la politique de répression, contre l'asservissement du peuple, contre l'approfondissement de la misère sociale, contre trente-sept années d'une politique sociale et économique catastrophique.

Ne pas boycotter les nouveaux syndicats équivaudrait à une trahison des idéaux du mouvement syndical indépendant. Ce référendum sera le premier dans les annales de la Pologne populaire, et les gouvernants ne seront pas en mesure d'en falsifier les résultats.

Que le mercredi 10 novembre, date du second anniversaire de l'enregistrement de Solidarité, soit une journée de protestation. Nous lançons un appel à tous les travailleurs, indépendamment de leur affiliation syndicale, à protester massivement à l'échelle nationale contre la violation de la loi et la misère.

Le mercredi 10 novembre, nous déclencherons une grève de protestation de quatre heures, à partir de 10 heures du matin. La grève doit être organisée de façon à ce que ses dirigeants soient inconnus. Dans toutes les entreprises, dans tous les ateliers et dans toutes les sections, il est nécessaire de mettre sur pied un comité secret pour la préparation de la protestation du mercredi 10 novembre. Le déroulement de cette protestation tracera la voie de la stratégie future du syndicat.

« Solidarité est et sera, que cela plaise ou non ! » (Lech Walesa au 1er Congrès national de Solidarité).

Commission provisoire
de Coordination (TKK) de Solidarité
Samedi 9 octobre 1982.

te d'ensemble au moment du vote de la loi. Celà d'autant que la majorité des militants étaient conscients que seule une grève générale pouvait être une riposte à la hauteur, et qu'une telle grève ne pouvait réussir qu'à la condition d'être préparée à l'avance. C'est parce qu'il n'était pas possible de la préparer en quelques jours que la TKK, dans un appel du samedi 9 octobre (cf. encart), a fixé la date du mercredi 10 novembre comme échéance pour une grève nationale de quatre heures. Sa réussite sera, à n'en pas douter, un premier pas vers une grève générale reconductible jusqu'à la satisfaction des principales revendications de Solidarité, grève qui seule permettra de construire un rapport de forces favorable aux travailleurs et permettra de faire reculer la bureaucratie.

GDANSK, LUNDI 11 OCTOBRE, 6 HEURES : GREVE

Mais l'exaspération des travailleurs était trop grande pour qu'ils décident d'eux-mêmes, là où la grève semblait possible immédiatement, d'attendre pour la déclencher. A Gdansk, dès dimanche, des tracts appelaient à la grève immédiate. Il semble par ailleurs que l'appel de la TKK pour la grève du 10 novembre n'était pas encore connu dans la ville. Le lundi 11 octobre à 6 heures du matin, la première équipe se met en grève au chantier naval « Lénine » de Gdansk. Il semble que c'est dès cette heure le cas également dans une dizaine d'autres grandes entreprises de la région Gdansk-Gdynia-Sopot : le chantier naval « Commune de Paris », la raffinerie de Gdansk, les deux ports, Elmor, le chantier naval du Nord, Unimor, Hydroster, le chantier de réparation navale de Gdansk ... Un comité de grève inter-entreprises, clandestin, est formé. Dans un tract diffusé ce lundi, il précise les revendications : « 1) La libération de Lech Walesa et de tous les internés. 2) La levée de la loi martiale. 3) La reprise des activités de Solidarité et des autres syndicats dans leurs structures actuelles. »

Il donne des informations sur le déroulement de la grève : « La grève a commencé le lundi 11 octobre à 6 heures et se terminera à 14 heures. La seconde équipe ne se mettra pas au travail. Demain mardi et les jours suivants, grève de 6 heures à 14 heures. La seconde équipe se regroupe avec la première. Si le chantier naval est fermé, on se rassemblera autour du monument (près des grilles de l'entrée), et s'il y a d'autres difficultés, on se mettra le plus près possible des grilles. Au cas où il y aurait des tentatives pour embaucher d'autres ouvriers pour remplacer ceux qui ont été licenciés, nous continuerons la grève sous la forme mentionnée plus haut. Il doit y avoir un boycottage actif des nouveaux syndicats. Le travail ne reprendra pas tant que Lech Walesa n'apparaîtra pas au chantier naval. »

A 14 heures, les travailleurs quittent le chantier en cortège. Très vite, d'autres manifestants se joignent à eux. Les ZOMO (réserves motorisées de la milice, po-



Solidarité vit et résiste. (DR)

lice anti-émeute) attaquent. Jusqu'à tard dans la soirée, les bagarres de rue, au cours desquelles les manifestants construisent des barricades et brûlent plusieurs véhicules blindés de la milice, se poursuivent.

Des informations font état d'autres grèves dans les entreprises du littoral de la Baltique : à Elblag, Koszalin et Szczecin notamment. Le lendemain, mardi 12 octobre, les grèves et les manifestations se poursuivent. La police arrête plusieurs centaines de personnes : dans la seule ville de Gdansk, il y aurait 148 arrestations. Des grèves sont signalées dans d'autres villes : à l'entreprise « Giegelski » de Poznan, à « Ursus » de Gorzow.

Le comité de grève rend public un appel à la grève générale dans la région de Gdansk. Le soir, la radio annonce la militarisation des chantiers navals : désormais, tous les travailleurs sont assimilés à des soldats et passibles de la juridiction militaire : la grève « vaut » de cinq ans de prison jusqu'à la peine de mort ...

A Gdansk, ville occupée par plusieurs milliers de ZOMO, l'appel à la généralisation de la grève ne sera pas suivi. Les chantiers « Lénine » eux-mêmes reprennent le travail dans la journée du mercredi. Des tracts signés du comité régional de Solidarité appellent à préparer la grève pour le 10 novembre : « Le temps n'est pas encore venu pour une grève générale. Le comité de coordination régional appelle à la préparer pour le 10 novembre. La lutte pour Solidarité se poursuivra jusqu'à la victoire. » Echec de la grève ? Sans doute, mais les travailleurs ne plient pas. Les journalistes présents rapportent quelques-uns de leurs propos : « Pour l'immédiat c'est fini. Nous reprenons notre souffle », disait l'un. « Cela ne signifie pas que c'est fini pour Solidarité. Il peut se passer quelque chose plus tard, ce mois-ci ou bien le mois prochain », ajoutait un autre.

VERS LA GREVE GÉNÉRALE

Mais le même jour, mercredi 13, des manifestations de soutien ont lieu dans d'autres villes. A Nowa Huta, aciérie de 40 000 travailleurs à Cracovie, plus de 12 000 manifestants s'affrontent à la police. Les flics attrapés par la foule sont désarmés, deshabillés et giflés. L'un d'entre eux tire : Bogdan Wloski, jeune ouvrier de Huta s'écroule, mortellement touché. Les travailleurs de Huta avaient décidé de préparer la grève pour le 10 novembre, mais de manifester leur solidarité

avec Gdansk dans la rue. Mais après l'assassinat du jeune ouvrier, des manifestations et des combats de rue très violents continueront pendant plusieurs jours. D'autres manifestations ont eu lieu à Wroclaw, Poznan, Elblag, sans qu'il soit possible d'en établir une liste complète.

Après le 13 octobre, des grèves perlées continuent : à la mine Jankowice près de Rybnik (Silésie) ; à « Polar » de Wroclaw, à « Ursus » de Varsovie, où un tract signé par Zbigniew Bujak, l'un des cinq membres de la TKK, appelait à la généralisation de la grève ; à Poznan ...

En même temps, les nouveaux « syndicats » sont boycottés partout : 11 adhésions à l'imprimerie « Révolution d'Octobre » de Varsovie, qui emploie plusieurs milliers d'ouvriers, 90 à « Ursus » de Gorzow sur 5 000, 33 sur près de 10 000 à la fabrique de camions FSC de Lublin, 20 sur 9 000 à WSK de Swidnik, 100 sur 40 000 à Nowa Huta, où le nouveau « syndicat » dispose désormais de la radio d'entreprise et de locaux.

Dans tout le pays, les préparatifs pour la grève générale du 10 novembre vont bon train. Ils se manifestent par la mise sur pied des comités clandestins préparatoires de la grève, par des débrayages et des ralentissements de cadences, par des manifestations. L'épreuve de force, dont la grève de Gdansk était le premier signe, continue en Pologne. Car les travailleurs sont de plus en plus nombreux à penser — comme l'ont affirmé dans une déclaration neuf dirigeants de Solidarité internés au camp de Bialoleka — qu'il faut « conquérir l'entente sociale par la force » et que la grève générale, à condition qu'elle soit préparée tant sur le plan matériel que politique, est la seule perspective stratégique qui s'offre à Solidarité.

Dans cette nouvelle étape de leur lutte, les travailleurs polonais auront plus que jamais besoin du soutien actif du mouvement ouvrier international. C'est ce soutien que nous devons accroître et développer aujourd'hui. Car l'enjeu est de taille et dépasse les seules frontières de la Pologne : leur lutte pour les droits démocratiques, pour les libertés syndicales, pour une République autogérée fondée sur la socialisation des moyens de production et leur gestion par les conseils ouvriers, est une lutte pour le socialisme, et c'est notre lutte. Leur victoire sera un formidable encouragement pour d'autres victoires, mais leur échec serait aussi le nôtre. ■

Cyril SMUGA
Paris, 17 octobre 1982.

La lutte de Solidarité , une "affaire intérieure" yougoslave

Catherine VERLA

« Par notre présence au Congrès de Solidarité et par notre intervention à la tribune, nous avons manifesté notre solidarité avec toutes les forces socialistes et progressistes de Pologne qui luttent pour surmonter les difficultés actuelles du pays. » Voilà comment la délégation de la Confédération des syndicats yougoslaves (CSY) rendait compte de sa participation à la première session du Congrès de Solidarité (1). Présence remarquable, en comparaison avec l'absence de tous les « syndicats » d'Europe de l'Est également invi-



tés. Il faut dire que la population yougoslave avait été relativement bien informée des événements de Pologne dès août 1980. Dans une période où tout ne va pas pour le mieux en Yougoslavie, autant souligner que la situation est pire à côté et mettre au passage en valeur certains droits acquis ici et durement conquis par Solidarité : le droit de grève par exemple. Certes, ce dernier n'a pas été légalisé par le régime titiste mais, depuis les années 1970, l'opinion dominante parmi les autorités yougoslaves est que les grèves doivent être acceptées comme soupape de sécurité, exprimant les blocages de l'autogestion et la non-réalisation des droits autogestionnaires-des travailleurs. Dans un système extrêmement décentralisé, les grèves dont les cibles restent locales sont tolérées, car elles n'ont pas la même dynamique politique que dans les sociétés à planification bureaucratiquement centralisée. Les syndicats yougoslaves eux-mêmes ont été incités à les étudier et à les prendre en compte quand ce n'est pas à les soutenir parfois (2).

Il ne faut pas s'imaginer pour autant que les syndicats yougoslaves sont de réels instruments de défense des travailleurs. Ils ont eu tendance — à la fin des années 1960 qui ont vu une extension des lois du marché — à s'émanciper de la tutelle du parti et de l'Etat. Mais les années 1970 ont été celles d'une reprise

en main où les syndicats se sont vu confirmer leur rôle de courroie de transmission des orientations de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY). C'est dire que le soutien à Solidarité a été marqué à la fois par l'orientation diplomatique des dirigeants de la Yougoslavie, et par la crainte que l'exemple polonais ne donne des idées aux citoyens et travailleurs yougoslaves.

L'Appel aux travailleurs des pays de l'Est pour qu'ils créent des syndicats indépendants de l'Etat, lancé par le 1er Congrès national de délégués de Solidarité, ne pouvait être que rejeté, pour cette double raison de politique internationale et de risque de contagion interne. Voici comment la délégation syndicale commentait cet Appel dans l'interview mentionnée plus haut : « Il est connu que la CSY a toujours et durement défendu le droit de la classe ouvrière de chaque peuple à définir elle-même, sans ingérence extérieure, la physionomie, le rôle et les tâches du mouvement syndical dudit pays. (...) Nous sommes contre toute ingérence et donc contre celle-là également. »

IMPACT DES LUTTES EN POLOGNE SUR LA POPULATION YOUGOSLAVE

La sympathie de la population pour les luttes des travailleurs polonais a été encouragée par les médias. Les reportages sur Solidarité au lendemain du Congrès passaient à des heures de grande écoute à la télé et lui étaient nettement favorables.



Cette sympathie était néanmoins pondérée sur plusieurs plans : la défiance à l'égard de l'Eglise et de son influence dans Solidarité ; la crainte que les luttes en Pologne ne conduisent à une remise en cause des équilibres internationaux et ne mettent en danger la position de la Yougoslavie elle-même. A cet égard, on peut penser que l'Appel aux travailleurs des



pays de l'Est a souvent été perçu avec sympathie mais aussi comme irresponsable ...

RÉACTIONS AU COUP DE FORCE DU GÉNÉRAL JARUZELSKI

L'état de guerre, les arrestations et les violences contre les travailleurs ont été condamnées par les autorités yougoslaves. Les médias ont reproduit des déclarations de dirigeants de la LCY qui refusaient très explicitement les justifications données par le général Jaruzelski et les accusations de « contre-révolutionnaires » portées contre les activités de Solidarité. Voici, par exemple, comment Franc Seting, secrétaire du présidium du Comité central de Slovénie a caractérisé les événements de Pologne dans une interview au principal journal de Belgrade, *Nin*, dès après le coup de force des généraux polonais (3) : « La classe ouvrière de Pologne s'est violemment révoltée trois fois : en 1956, en 1970 et aujourd'hui. (...) Dans les deux premiers cas, la classe ouvrière de Pologne avait accepté le programme de son parti comme moyen de sortir de la crise. Pour sa part, le parti faisait autocritique de son propre passé et promettait des changements fondamentaux dans la société. Mais le parti a trahi ses promesses. La déformation bureaucratique et la perversion du socialisme et des normes socialistes se sont rétablies. Tel est le point de départ des événements actuels. Dans ce troisième cas, c'est la classe ouvrière elle-même qui a pris l'initiative. »

Et un éditorial de *Nin* quelques jours plus tard (4) ajoutait, dans le même

1. Journal des syndicats yougoslaves, septembre-octobre 1981, édition en français, interview de la délégation, p. 7.

2. Cf. Catherine Verla, « Les grèves en Yougoslavie », dans un important dossier sur ce pays, *Inprecor* numéro 75, du 17 avril 1980.

3. *Nin*, Belgrade, 20 décembre 1981.

4. *Nin*, 27 décembre 1981.

sens : « De quelle sorte de modèle de socialisme s'agit-il, où il y a tant à défendre par la force et la coercition contre les travailleurs ? » L'organe du parti à Belgrade, *Komunist*, de son côté, n'avait pas craint d'affirmer (5) que « l'action militaire a toujours signifié la faillite d'une politique donnée ». Certes, les « extrémistes » de Solidarité ont pu être critiqués, mais sans que cela ne remette en cause la caractérisation globale du mouvement, ni ne serve à justifier l'état de guerre.

Mais, si telle a été la position officielle, les autorités yougoslaves n'ont pas pour autant toléré qu'elle soit activement reprise par des mouvements spontanés de solidarité avec Solidarité, provenant de citoyens yougoslaves. L'affaire polonaise est dès lors devenue un enjeu de politique intérieure. Certes, les milieux d'où sont venues des protestations militantes contre l'état de guerre sont pour l'instant uniquement intellectuels. Mais des rebondissements ne sont pas à écarter. En voici les premiers jalons :

— En décembre 1981, plusieurs pétitions dénoncent l'état de guerre et s'adressent au général Jaruzelski pour exiger la libération des prisonniers politiques. Des manifestations d'étudiants sont interdites et réprimées. Des perquisitions ont lieu chez certains pétitionnaires qui sont interpellés. Beaucoup d'entre eux reçoivent des mises en garde : « Le gouvernement yougoslave a donné son point de vue sur les événements polonais. Aussi, aucune autre action des citoyens ne sera tolérée. (6) »

— Un groupe de 25 intellectuels adresse une lettre de protestation contre ces harcèlements à l'Assemblée nationale de Serbie, bientôt soutenue par 112 intellectuels de Ljubljana (Slovénie) et 199 autres signataires de Zagreb en Croatie : « Est-ce que l'expression des opinions est



Et si le bouchon polonais sautait ? (DR)

interdite dans la République socialiste de Serbie ? Si tel est le cas, sur la base de quelle législation, par qui et quand ? Qui a le droit et quel est ce droit, d'opérer des sélections dans cette ville, parmi les centaines de signataires de différentes lettres, adressées au général Jaruzelski et au syndicat Solidarité et de les soumettre à la répression ? (...) Nous exigeons en conséquence que les personnes responsables de la répression mentionnée ci-dessus soient trouvées et désignées nommément ainsi que poursuivies pour avoir violé les droits

de l'homme, de l'autogestion et les droits politiques des citoyens. Nous exigeons que l'Assemblée nationale empêche à l'avenir toute action similaire. (7) » D'autres protestations de même type sont adressées à diverses instances de l'Etat en y adjoignant les pétitions incriminées.

— L'affaire rebondit en juillet 1982 : lors d'un meeting de solidarité avec le peuple palestinien, une banderole est déployée en soutien à Solidarité. La police arrête brutalement huit étudiants qui sont condamnés à 40 et 50 jours de prison.

— Le journal *Student* publie un dossier reproduisant les débats internes de Solidarité (lettres de Jacek Kuron, Zbigniew Bujak, Kulerski) et un mémorandum sur l'arrestation des étudiants lors du meeting de soutien de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il souligne que le Congrès de la LCY, qui s'est tenu en juin 1982, s'est opposé à l'état de siège en Pologne ...

— Début août, au même endroit, se tient une manifestation de soutien à Solidarité demandant aussi la libération des étudiants yougoslaves emprisonnés. Nouvelles arrestations et emprisonnements, de moins longue durée, dont celui du fils d'un des philosophes marxistes de la revue interdite *Praxis*, Tadic, et d'un autre collaborateur de la revue, Nebojsa Popov.

— Les incidents et les protestations vont croissant. Le fait que les dernières arrestations aient eu lieu à l'occasion d'un meeting de solidarité avec le peuple palestinien renforce évidemment les arguments des contestataires : comment se fait-il, disent-ils, que dans un pays officiellement « non aligné », il soit possible de protester contre une répression militaire dans un bloc (contre les Palestiniens) et d'être condamnés pour avoir fait la même chose à l'égard de l'autre bloc ? Des lettres ouvertes sont envoyées à la presse sur ce thème.

Dans une période de crise économique sérieuse, après un Congrès de la LCY qui n'a rien résolu, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour mettre en cause l'absence de démocratie politique, dans la LCY et dans la société yougoslave, comme la cause majeure des dysfonctionnements de l'autogestion. Il est maintenant de notoriété publique que c'est l'enjeu de débats très tendus au sein même de la LCY. L'attitude par rapport aux événements de Pologne est donc un test pour les premières batailles sur les libertés démocratiques depuis la mort de Tito (4 mai 1980). Ce qui effraie une partie de l'appareil d'Etat, c'est qu'elles puissent entrer en résonance avec un mécontentement social alimenté par le chômage et une austérité qui a vu, pour la première fois depuis des dizaines d'années, le niveau de vie réel baisser en Yougoslavie. ■

Catherine VERLA
Septembre 1982.



librairie diffusion

LA BRECHE

5 % de réduction sur tous les livres

*** * ***

Horaires d'ouverture :

— le lundi de 14 h à 20 h

— du mardi au samedi de 12 h à 20 h

9, rue de Tunis,
75011 PARIS. Tél : 367 63 57

5. *Komunist*, Belgrade, 18 décembre 1981.

6. Cité par *Nasa Rec*, mars 1982.

7. *Ibid.*

L'attaque patronale contre l'échelle mobile

Un point culminant de l'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière

LA décision du patronat italien — aussi bien public que privé — de dénoncer l'accord de 1975 sur l'échelle mobile représente le point culminant d'une offensive de grande envergure engagée contre la classe ouvrière depuis deux ans avec une grande détermination par la bourgeoisie. La position du patronat a été réaffirmée dans les semaines qui ont suivi le retour des vacances : dans les principaux secteurs de l'indus-

trie, les contrats nationaux arrivés à terme ne seront pas renouvelés si les organisations syndicales n'acceptent pas une remise en cause importante du mécanisme d'indexation automatique qui a protégé les salaires contre l'inflation jusqu'à aujourd'hui (principalement les bas et moyens salaires, les salaires élevés ne bénéficiant que d'une indexation partielle).

Elettra DEIANA

Il s'agit d'une attaque d'une portée politique sans précédent dans l'histoire des luttes de classe de ces quinze dernières années, d'une gravité identique et prenant le même caractère de défi lancé au mouvement ouvrier que l'attaque déclenchée par Agnelli à l'automne 1980 contre les travailleurs de la FIAT à Turin.

Il s'agit, cette fois-ci, d'une attaque beaucoup plus dangereuse : elle n'est pas dirigée contre un seul secteur de la classe ouvrière — serait-il numériquement et politiquement aussi important que celui de la FIAT —, mais d'une attaque contre le mouvement ouvrier et syndical pris dans son ensemble. Les patrons veulent revenir sur une conquête essentielle des années 1970, une conquête devenue un peu le symbole de la force contractuelle et de la puissante poussée égalitaire qui a caractérisé la montée des luttes entre la fin des années 1960 et la première moitié des années 1970.

Le mécanisme actuel d'échelle mobile est le fruit d'une négociation inter-catégorielle engagée par la fédération unitaire CGIL-CISL-UIL en septembre 1974 et terminée entre janvier et février 1975.

Cette négociation est intervenue après un an de discussions intenses à l'intérieur du mouvement syndical et après que la base ait longtemps exigé des directions syndicales qu'elles prennent une initiative pour s'opposer à la dégradation du pouvoir d'achat. Le gouvernement de l'époque, dirigé par le démocrate-chrétien Rumor, qui avait succédé à un autre démocrate-chrétien, Andreotti, tombé à la suite des luttes ouvrières de 1973 pour le renouvellement des contrats, avait décrété un blocage des prix démagogique et entièrement fictif. Les prix avaient continué à augmenter alors que les bureaucraties syndicales, avec l'alibi du blocage des prix décrété par le gouvernement, s'employaient à contenir les revendications salariales des travailleurs. Mais la pression des travailleurs avait fini par imposer sur tous les lieux de travail une discussion intense sur le problème de l'échelle mobile.

Les revendications avancées par la base et qui ont reçu, dans un premier temps, l'appui des dirigeants syndicaux, étaient beaucoup plus avancées que celles figurant dans la plate-forme retenue par la direction nationale de chacune des confédérations CGIL, CISL et UIL. Outre l'unification du niveau de l'indexation (jusque

plus grande masse des travailleurs, et en particulier pour les couches les moins bien protégées sur le plan salarial, qui bénéficièrent largement de l'unification de l'indexation, ainsi que les travailleurs du secteur public qui obtinrent le déclenchement, tous les trimestres (en plus de l'unification), du mécanisme de l'échelle



Banderoles de la LCR italienne pour le retrait du PS du gouvernement Spadolini, l'unité PCI-PSI, et une alternative ouvrière de gouvernement. (DR)

là fortement hiérarchisé selon les catégories), il y avait l'exigence d'un réajustement rétroactif pour les années 1970 à 1974, ce qui aurait supposé une augmentation de 40 000 à 45 000 lires pour les catégories les plus basses. De plus, les travailleurs souhaitaient vivement une refonte de l'indice des prix pour l'adapter à la consommation réelle des travailleurs (l'essence, par exemple, en était exclue), et une rétroactivité des augmentations de salaires qui ne faisaient que suivre, avec un certain décalage, les augmentations de prix constatées.

Les dirigeants syndicaux renoncèrent à tout cela : ils se contentèrent de revendiquer l'unification du mécanisme d'indexation, en se déclarant favorables à une application progressive de cette revendication.

Malgré toutes ces limites, la négociation eut des résultats très positifs pour la

mobile, qui ne se déclenchait jusqu'alors que tous les six mois.

Le patronat opposa une résistance importante, mais finit par céder devant les puissantes manifestations des travailleurs et la grande grève générale du 23 janvier 1975. L'accord représenta une importante victoire de la classe ouvrière, victoire perçue par les travailleurs comme une démonstration de force et d'unité dans la défense de leurs salaires. Il est donc logique que les patrons remettent aujourd'hui gravement en cause l'accord de 1975, au moment où ils s'efforcent de faire reculer le mouvement syndical.

LES OBJECTIFS PATRONAUX

En déclenchant cette offensive, les patrons italiens se fixent principalement trois objectifs : remettre en cause un mécanisme important de défense des salaires

et rendre ainsi plus précaire la situation économique des travailleurs ; modifier le système de rémunération pour mieux tenir compte des qualifications et de la productivité de chacun ; modifier le rapport de force entre le mouvement ouvrier et les forces bourgeoises au profit de ces dernières, pour avoir les coudées franches dans le processus de restructuration et d'extension du chômage engagé par le capitalisme italien dans la période actuelle.

La rentrée sociale de fin août 1982 a coïncidé avec une exacerbation des attaques contre l'emploi : partout, et principalement dans les grands centres industriels, les mises au chômage technique se multiplient, et on parle désormais de crise profonde dans la sidérurgie, secteur relativement préservé jusqu'alors (1).

Selon les données fournies en août par le centre de recherches statistiques ISTAT, le chômage (partiel et complet) atteint désormais des records historiques (les chômeurs sont environ 2,5 millions), alors que le chômage partiel atteint le niveau de 320 millions d'heures pour les six premiers mois de l'année. Le patronat souhaite cependant aller bien au-delà : la mise en chômage technique (*cassa integrazione*) s'étend dans les entreprises qui y ont déjà eu recours précédemment, alors que les patrons, Agnelli en tête, déclarent en toutes circonstances que les travailleurs qui en sont victimes ne seront pas réembauchés. Le gouvernement prépare en même temps une attaque importante contre les travailleurs mis au chômage technique, par le biais d'un décret-loi qui prévoit l'abaissement progressif (- 10 % tous les deux mois) de la couverture salariale garantie aujourd'hui par le régime du chômage technique (80 % du salaire jusqu'à 600 000 lires).

Dans ce contexte, une victoire du patronat sur la question de l'échelle mobile constituerait un élément de division et de démoralisation des travailleurs qui pourrait ouvrir la voie à d'autres initiatives anti-ouvrières, en rendant de plus en plus difficile la lutte pour la défense de l'emploi. Le front patronal apparaît uni et dédoublé, au-delà des différenciations tactiques secondaires entre le patronat public et le patronat privé (ce dernier étant plus disposé à reprendre la discussion avec le mouvement syndical par la médiation du gouvernement), et bénéficie du soutien du gouvernement et de l'ensemble de la bourgeoisie.

Le gouvernement Spadolini, à peine ressuscité, après avoir été renversé en août, a préparé le terrain à l'attaque patronale contre l'échelle mobile en adoptant la ligne anti-ouvrière de réduction du coût du travail et en amputant le budget des services publics. Ce gouvernement engage aujourd'hui une bataille frontale en annonçant que les travailleurs du secteur public ne bénéficieront cette année que d'augmentations prédéterminées de 38 points d'indice. Cela est destiné à faciliter la manœuvre patronale contre les travailleurs de l'industrie et à rogner les salaires des travailleurs du secteur public au bénéfice des profits patronaux.

Les axes de lutte de la Lega comunista rivoluzionaria

La réunion de l'organisme dirigeant de la Lega comunista rivoluzionaria (LCR), début septembre, a défini les axes autour desquels se mobilisera la section italienne de la IVe Internationale dans les prochains mois. Ceux-ci ont été rendus publics dans *Bandiera Rossa* du 19 septembre 1982.

1) L'attaque de l'organisation patronale italienne Confindustria contre l'échelle mobile, et la disposition des confédérations syndicales à reculer sur ce terrain mettent au centre des initiatives des militants syndicaux de la LCR et de l'ensemble de l'organisation la campagne pour la défense de l'accord de 1975 et du mécanisme de rattrapage des salaires.

Les comités de défense de l'échelle mobile doivent dès maintenant se fixer comme tâche principale que soient reprises en compte, lors d'une éventuelle négociation, les quatre propositions concernant ce problème (celles des trois confédérations et celle des travailleurs). Si les directions syndicales tentent de l'empêcher, il reviendra aux comités de prendre en charge eux-mêmes ces revendications.

2) Le secteur jeune est plus particulièrement engagé dans l'initiative contre le réarmement, mais tous les militants sont appelés à ne pas négliger ce thème d'intervention. La LCR propose d'étendre à tout le pays l'initiative du Parti communiste italien (PCI), qui a rassemblé en Sicile un million de signatures pour bloquer l'installation de *Cruise Missiles* à Comiso. Si toutes les forces politiques qui prétendent s'opposer à l'installation de ces missiles s'y engageaient, il y aurait alors un véritable référendum national qui, bien que non institutionnel, n'en serait pas moins significatif. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le PCI se garde bien d'étendre cette initiative au niveau national.

3) Les groupes de travailleurs au chômage technique (bénéficiant de la *cassa integrazione*) de la FIAT et de l'Alfa Romeo militent pour donner une perspective à la lutte des travailleurs qui se trouvent dans cette situation. Mais si le recours à la justice peut donner certains résultats, il ne peut constituer une alternative au chômage technique, au moment où il y a des licenciements et des expulsions, par dizaines de milliers, de travailleurs à travers tout le pays. Dès maintenant, la LCR s'engage à soutenir les initiatives et les propositions des *cassintegrati* et à investir ses forces dans le combat pour le soutien à leurs mobilisations, et à augmenter encore l'intervention en ce sens lorsque le problème de l'échelle mobile sera réglé.

4) La situation internationale exige de mener des mobilisations et des débats sur les situations qui étaient déjà au centre des préoccupations des révolutionnaires ces derniers mois : la lutte du peuple palestinien, la résistance antibureaucratique en Pologne et l'agression impérialiste en Amérique centrale.

Malgré l'ampleur de cette attaque, et malgré la campagne de presse hystérique s'efforçant de démontrer que la crise économique découle principalement du coût excessif du travail, les travailleurs pourraient gagner la bataille de l'échelle mobile. La preuve en est faite par les imposantes manifestations du printemps dernier, et en particulier par le succès de la grève générale du 25 juin contre l'offensive patronale, qui a vu la participation de 500 000 travailleurs à la manifestation de Rome. En atteste aussi l'acharnement à défendre l'accord de 1975 que les travailleurs démontrent en de nombreuses occasions, au point que le mot d'ordre « *Bas les pattes devant l'échelle mobile !* » était devenu, de manière démagogique, dans le courant de l'année dernière, le mot de passe pour les dirigeants syndicaux qui souhaitaient s'attirer la sympathie des travailleurs.

LA PÉTITION DES 50 000

Tout de suite après la dénonciation de l'accord concernant l'échelle mobile

par la confédération patronale italienne Confindustria, des délégués de l'Alfa Romeo de Milan, de la Breda de Brescia, de la coordination des travailleurs en chômage technique de la FLM de Turin, principalement militants de la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), ont lancé une initiative de masse dont les premiers résultats donnent la mesure de la volonté de lutte et de la disponibilité des travailleurs. En un peu plus d'une semaine, et avec des forces initialement très limitées, 50 000 signatures de travailleurs ont été recueillies sur un appel direct aux confédérations CGIL, CISL et UIL, dans lequel, sous le mot d'ordre « *Pas de remise en*

1. Le gouvernement italien a annoncé, le 1er octobre dernier, la mise en chômage technique de 12 000 salariés du groupe Finsider, société à participation d'Etat pour la sidérurgie. Le centre sidérurgique de Bagnoli à Naples est le plus touché par cette décision. Sur 7 500 salariés, 5 400 viennent en effet d'y être mis en chômage technique. (*Le Monde*, 6 octobre 1982.)

cause de l'échelle mobile, ni aujourd'hui ni demain ! », il est demandé « la continuation de la mobilisation générale, afin que le patronat revienne sur sa décision inconditionnellement, en refusant le chantage : ou les contrats ou l'échelle mobile », et dans lequel « tous les dirigeants syndicaux sont invités à s'abstenir de toute ouverture dans les négociations avec le patronat sur l'échelle mobile » ... L'impact de cet appel a été très important : là où il a circulé, non seulement les travailleurs l'ont signé en masse mais, en de nombreuses occasions, les conseils d'usine l'ont adopté ou ont exprimé des positions très semblables.

De plus, cette pétition a rencontré la plus large audience, dans la presse bourgeoise comme dans la presse de gauche, signe que cette initiative, déclenchée au meilleur moment, a servi de catalyseur aux fortes tensions qui se font jour ces derniers temps dans le mouvement syndical sur cette question. Les principaux quotidiens nationaux ont fait une large place aux conférences de presse locales et nationales par lesquelles les promoteurs de cette initiative ont présenté aux directions syndicales les résultats de la pétition. De nombreux journaux ont souligné le caractère « spontané » de cette initiative, en l'attribuant directement aux conseils d'usine dont sont membres les initiateurs, ou à la FIOM (la fédération de la métallurgie de la CGIL), sans susciter de véritables démentis de la part de ces instances.

Dans un communiqué de presse du 7 juillet, la fédération unitaire de la métallurgie FLM (CGIL-CISL-UIL) du Piémont, à qui les initiateurs de la pétition avaient remis les signatures recueillies, affirme qu'« une telle initiative est utile pour sensibiliser les travailleurs à des questions décisives pour le mouvement syndical » et rappelle son engagement dans la bataille « pour la reconquête des contrats, l'abandon du projet de dénonciation de l'accord sur l'échelle mobile, et la création de nouveaux postes de travail ».

La position et la volonté des travailleurs sont donc très claires : le succès de la pétition ne s'explique que si l'on prend en compte la très forte sensibilisation des travailleurs à la question de l'échelle mobile, et l'attachement à la défense de celle-ci dont témoignent les dernières consultations de la base syndicale. Il faut rappeler que la propagande contre l'échelle mobile a commencé, au printemps 1981, avec le lancement d'une campagne de presse forcenée contre l'actuel mécanisme d'indexation, rendu responsable d'une « trop forte » augmentation du coût du travail, et d'une tendance à l'égalisation des salaires au détriment d'une « juste » rémunération des qualifications. Mais, si l'écrasante majorité des travailleurs s'est exprimée de manière non équivoque pour le maintien de l'accord de 1975, on ne peut pas en dire autant des trois confédérations syndicales dont les dirigeants ont rivalisé, tout au long de l'année passée, et principalement depuis le début de la nouvelle offensive patronale, pour démolir,

aux yeux des travailleurs, le « tabou » de l'échelle mobile (2).

Après les premières réactions des directions syndicales, réactions dictées principalement par le souci de contrôler et de contenir le mécontentement ouvrier apparu dans les usines au lendemain de l'offensive patronale, les trois secrétariats confédéraux ont donné le feu vert pour les concessions. La grève générale du 25 juin, officiellement déclenchée pour défendre l'échelle mobile, a servi en fait à ouvrir la phase de remise en cause de cette dernière, phase dans laquelle, « objectivement », il ne restait plus qu'à négocier. Le fait que cette négociation doive aboutir à une remise en cause du mécanisme actuel d'échelle mobile est considéré comme acquis, même si politiquement cette remise en cause prend des formes différentes à la CGIL, à la CISL et à l'UIL, la première rencontrant de nombreux problèmes, notamment avec sa base ouvrière, la deuxième et la troisième ayant déjà fait connaître les propositions qu'elles avanceront pour arriver à un accord et à une position unique des trois confédérations.

La volonté de la direction de la CGIL de parvenir à une modification du système d'échelle mobile défavorable aux travailleurs ne fait cependant aucun doute. Les hypothèses qui circulent officiellement ces derniers temps dans les bureaux d'études de la CGIL, et qui sont soumises aux organismes dirigeants qui doivent faire des propositions aux autres confédérations, l'attestent. Comme cela se produit de plus en plus souvent, la direction de la CGIL utilisera le chantage à l'unité syndicale pour faire passer sa ligne à l'intérieur de la confédération, et pour mettre en garde les secteurs critiques présents à l'intérieur de l'appareil, mais peu aguerris à de véritables batailles d'opposition contre la bureaucratie syndicale.

Au-delà de la pétition des 50 000 signatures, aucune véritable voix d'opposition ne s'est élevée contre cette orientation de capitulation, et le refus des secteurs traditionnellement les plus critiques et les plus combattifs des syndicats à s'engager sur ce terrain a trouvé confirmation dans l'assemblée générale des trois conseils nationaux conjoints de la FLM (FIOM, FIM, UILM), qui a pratiquement avalisé l'abandon de l'échelle mobile, en déclarant que le mouvement syndical « ne doit pas avoir de "tabou" », et que le seul élément intangible est constitué par les contrats. On peut d'ailleurs remarquer à ce sujet que les plates-formes contractuelles des syndicats respectent le plafond de 16 % d'augmentation des salaires amplement dépassé par l'inflation, mais imposé par le patronat et le gouvernement. Ces plates-formes ont aussi comme principale caractéristique d'introduire des formes de mobilité de la main-d'œuvre et de promouvoir des hauts niveaux de productivité. Il est évident qu'avec de telles caractéristiques, ces plates-formes ne soulèvent pas l'enthousiasme des travailleurs.

Malgré cette situation négative, la bataille pour la défense de l'échelle mobile

seuls nationaux conjoints de la FLM (FIOM, FIM, UILM), qui ont pratiquement avalisé l'abandon de l'échelle mobile, en déclarant que le mouvement syndical « ne doit pas avoir de "tabou" », et que le seul élément intangible est constitué par les contrats. On peut d'ailleurs remarquer à ce sujet que les plates-formes contractuelles des syndicats respectent le plafond de 16 %, amplement dépassé par l'inflation mais imposé par le patronat et le gouvernement. Ces plates-formes ont aussi comme principale caractéristique d'introduire des formes de mobilité de la main-d'œuvre et de promouvoir des hauts niveaux de productivité. Il est évident qu'avec de telles caractéristiques, ces plates-formes ne soulèvent pas l'enthousiasme des travailleurs.

Malgré cette situation négative, la bataille pour la défense de l'échelle mobile peut encore être gagnée, ou tout au moins donner des résultats politiques importants à l'intérieur du mouvement syndical, pour rassembler les secteurs les plus combattifs, et pour avancer vers la construction d'une véritable tendance de gauche. La disponibilité de la base, il faut insister là-dessus, est très grande. Il s'agit aujourd'hui de l'organiser et de lui donner des objectifs. Par ailleurs, une bonne partie des conseils d'usine, ou tout au moins des délégués, sont conscients des enjeux, tant dans le rapport de force entre les classes que dans leurs propres rapports avec les travailleurs.

Si les directions syndicales parviennent à se mettre d'accord, elles proposeront très probablement à la base la discussion d'un document long et général, évitant de centrer la discussion sur les aspects « techniques » (indexation limitée à une partie du salaire, le restant faisant l'objet des négociations contractuelles, etc.) ; ce n'est qu'ainsi qu'elles peuvent espérer tromper les travailleurs. Le problème est donc de faire émerger la proposition qui est sûrement celle de la très grande majorité des travailleurs, exprimée à l'occasion de très nombreux débats et prises de position : « On ne touche pas à l'accord de 1975. La seule chose que nous voulons, c'est la détaxation du point d'indice, pour éviter que le fisc n'ampute la partie supérieure du salaire. » La bataille pour convaincre les délégués et les travailleurs combattifs de s'engager dans cette voie, sans tomber dans le piège des amendements au texte syndical, et en travaillant à la centralisation de ce combat, verra au premier rang les militants de la LCR, section italienne de la IVe Internationale, et tous ceux qui, au cours des mois derniers, ont mené avec eux les initiatives de défense de l'échelle mobile. ■

Elettra DEIANA
Milan, septembre 1982

2. Dès le 24 janvier 1978 dans une interview au quotidien la *Repubblica*, Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, déclarait : « Jusqu'à présent, nous fixions un certain niveau de salaire et d'emploi en demandant à l'économie de s'y adapter. Il faut être intellectuellement honnête, c'était une sottise dans une économie ouverte, toutes les variables sont dépendantes les unes des autres. »

La fin d'une "petite coalition" gouvernementale qui dura treize ans

LE résultat des élections du Land de Hesse (cf. *Inprecor* numéro 134 du 11 octobre 1982), qui ont eu lieu le 27 septembre dernier, montre que de nouveaux développements sont intervenus en Allemagne de l'Ouest, après la rupture de la coalition social-démocrate - libérale (SPD-FDP), qui était au pouvoir à Bonn jusqu'à la mi-septembre.

La période précédant cette rupture n'avait pas connu de déclin des luttes mais, au contraire, une montée de ces dernières en RFA. Cette montée avait débuté avec l'essor du puissant mouvement contre l'implantation de missiles et contre les armements nucléaires. Ce mouvement avait mobilisé 500 000 personnes contre la visite de Ronald Reagan en Allemagne. Ce qui est en train de naître cet automne, c'est une opposition également au sein des syndicats. Pour la première fois, les directions syndicales ont été contraintes d'appeler à des manifestations contre la politique d'austérité du gouvernement SPD-FDP.

La direction du SPD, sous Helmut Schmidt, s'était totalement engagée dans une politique d'austérité et menait une lutte acharnée contre la gauche du SPD sur la question des missiles. Le résultat en a été une baisse radicale de la confiance dans le SPD dans les sondages d'opinion et lors des élections dans les différents Länder (Etats). Cette baisse se chiffrait autour de 10 %. Cependant, tandis qu'une partie de ces votes sont allés vers la Démocratie chrétienne (CDU-CSU), une autre partie, importante, s'est tournée vers la gauche. C'est là qu'il faut trouver l'explication de la progression spectaculaire des listes écologiques, dites « vertes » ou « alternatives » (les premières se voulant purement écologistes, « apolitiques », les secondes engagées à gauche). Ces listes ont spectaculairement passé la barrière des 5 % leur donnant accès au Parlement dans certains Etats.

C'est cette situation de montée de l'opposition ouvrière à la politique économique du gouvernement, les divisions dans le SPD et la progression d'une force électorale à gauche qui ont conduit le FDP à former un nouveau gouvernement avec la CDU.

Pendant, une fois le SPD retourné dans l'opposition, le processus qui avait mené à son déclin électoral a été renversé.

Winfried WOLF

« Je suis très fier de nos réalisations communes, et je reste fidèle à tout ce que nous nous étions promis de faire ensemble », c'est en ces termes que le chancelier Helmut Schmidt a annoncé, le 17 septembre dernier au Bundestag, le Parlement de la République fédérale d'Allemagne, la rupture de la coalition social-démocrate et libérale. Cette rupture de la coalition gouvernementale à Bonn marque la fin de toute une époque. Pendant treize ans, le Parti social-démocrate (SPD) a été le parti dirigeant à Bonn, gouvernant en coalition avec le petit Parti libéral-démocrate (FDP). Bien plus, c'est en fait pendant seize ans que le SPD a été au pouvoir : entre 1966 et 1969, il avait en effet constitué un gouvernement dit de « grande coalition » avec le principal parti bour-

geois, l'Union chrétienne-démocrate - Union chrétienne-sociale (CDU-CSU). C'est, de toute l'histoire de la social-démocratie allemande, la plus longue période pendant laquelle celle-ci a détenu les rênes du pouvoir bourgeois.

La rupture de cette coalition SPD-FDP s'est déroulée de manière spectaculaire. Paradoxalement, c'est le SPD qui en a pris l'initiative, alors même que, depuis 1980, il se trouvait sur la défensive et subissait revers sur revers lors de chaque élection régionale. Ainsi, le chancelier Helmut Schmidt s'est-il saisi de l'occasion fournie par la présentation d'un rapport de son ministre de l'Economie, le comte Otto von Lambsdorff, membre du FDP, qui développait le projet d'une sévère politique d'austérité, pour exclure le FDP du gouvernement, alors que, des années durant le chancelier Helmut Schmidt s'é-

Les élections de Hesse ont vu une remontée réelle du nombre de votes pour le SPD, qui est passé d'environ 35 % des voix obtenus lors de précédentes élections dans d'autres Etats à 42,8 %, ce qui n'est inférieur que de 1,5 % à son score électoral lors des dernières élections. La CDU, qui s'attendait à l'emporter à une écrasante majorité, n'a obtenu que 45,6 % des voix.

Pendant ce temps, les votes de gauche pour les écologistes ont continué d'augmenter, et leurs listes ont obtenu 8 % des votes. Les libéraux du FDP, quant à eux, ont été écrasés et le nombre de voix en leur faveur est tombé de 6,6 % à 3,1 %. Ils ont ainsi perdu tous leurs sièges au Parlement régional.

Aujourd'hui, en Allemagne de l'Ouest, la coalition CDU-FDP est en nette minorité par rapport à l'ensemble SPD, « verts » et « alternatifs ». C'est pourquoi le nouveau gouvernement refuse des élections immédiates et les repousse jusqu'à mars 1983, se réservant même la possibilité d'un délai supplémentaire s'il ne pense pas pouvoir obtenir la majorité à ce moment-là.

La direction du SPD et l'ensemble des écologistes agissent d'une façon qui ne leur permet pas de tirer parti de la situation. La direction du SPD continue à défendre la politique d'austérité qu'elle a mise en œuvre quand elle était au gouvernement. L'aile droite de la direction des « verts » essaie d'empêcher toute action ou toute liste commune avec les socialistes de gauche ou avec le SPD et les syndicats. Dans ces conditions, la CDU et le FDP pourraient voir s'ouvrir la perspective d'une victoire électorale.

Mais, sur le plan social, la formidable réponse donnée par les élections de Hesse montre toute la faiblesse potentielle du nouveau gouvernement CDU-FDP. Ce dernier s'est éblé manifesté en décrétant un blocage des salaires de six mois dans le secteur public, suivi d'une augmentation des salaires limitée à 2 %. La première épreuve de force sera la manifestation contre l'austérité convoquée pour cet automne, et la lutte antimissiles en 1983.

L'article que nous publions ci-dessous analyse le cadre social et politique de la situation qui se développe actuellement en Allemagne de l'Ouest.

tait présenté comme prisonnier des libéraux. Il est certain que le Parti libéral avait le projet, à court terme, de passer de l'alliance avec le SPD à une alliance avec la CDU-CSU, et de provoquer ainsi la chute du gouvernement Schmidt. Mais le FDP avait prévu cette rupture pour une échéance moins rapprochée. Or il s'est trouvé devancé par Schmidt et la direction du SPD qui, du même coup, ont repris l'initiative.

Tous les détails et les particularités de cette rupture de coalition gouvernementale sont largement discutés ces derniers temps en République fédérale allemande, et largement commentés par les médias. Le *Handesblatt*, qui reflète l'opinion du grand capital ouest-allemand, qualifie la manœuvre de Helmut Schmidt de « chef-d'œuvre de raffinement politique ». Rolf Augstein, rédacteur en chef

du *Spiegel*, le plus grand hebdomadaire politique allemand, insiste : « *Le dernier discours de Helmut Schmidt au Parlement a montré ce que perd la RFA en perdant ce chancelier.* »

Cette manière anecdotique de relater cet événement rend bien compte du ton en général superficiel de la presse bourgeoise. La signification réelle de ce changement n'apparaît jamais, et encore moins les raisons profondes de cette rupture de coalition gouvernementale. Par contre, le quotidien français *le Monde* a une approche plus sérieuse, lorsqu'il s'interroge, dans son édition du 20 septembre 1982 : « *La crise économique rendrait-elle les démocraties ingouvernables ? On peut se poser la question en voyant M. Helmut Schmidt et son gouvernement payer leur tribut à cette vague de mécontentement latent qui, un peu partout en Europe, tend à faire "sortir les sortants", toutes étiquettes politiques confondues. Le cas de la RFA est d'autant plus spectaculaire que ce pays a mieux et plus longtemps résisté à la récession que la plupart des autres.* »

Traitant des raisons de cette rupture de coalition, le *Financial Times* de Londres du 20 septembre 1982 constate avec justesse : « *La perspective de la croissance économique en 1983, et du chômage qui dépasserait les 2 millions de personnes en RFA, a engagé les deux hommes, Helmut Schmidt du SPD et Hans Dietrich Genscher du FDP, dans des directions opposées.* »

LA RECONSTRUCTION CAPITALISTE SOUS ADENAUER

La RFA, deuxième puissance impérialiste du monde et leader de la Communauté économique européenne (CEE), a connu jusqu'à récemment une stabilité économique et politique qu'aucun autre pays comparable n'a connue. Cette situation est diamétralement opposée à celle de la période de l'entre-deux-guerres, où le développement de la lutte des classes a débouché plusieurs fois sur des crises révolutionnaires (1918, 1923, 1930-1933). C'est aussi dans cette même période historique que l'on peut trouver l'origine profonde de l'ère de stabilité politique qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. La défaite subie par la classe ouvrière lors de ces situations révolutionnaires, le fascisme avec la destruction de toutes les organisations du mouvement ouvrier, la Deuxième Guerre mondiale elle-même, et enfin la défaite des luttes démocratiques entre 1945 et 1952, ont porté un coup de grâce au mouvement ouvrier allemand, et l'ont laissé complètement désarmé politiquement. Cette accumulation de lourdes défaites est unique dans l'histoire du mouvement ouvrier moderne. Si l'on pense que toute une génération de jeunes travailleurs révolutionnaires ont subi toutes ces défaites en seulement trente ans (1918-1948), on mesure mieux l'ampleur de ce phénomène. La conscience de classe révolutionnaire au sein des masses n'a pas seulement subi un recul, elle a été brisée.



Le nouveau chancelier : Helmut Kohl. (DR)

Cette dégénérescence a été l'un des fondements essentiels du nouvel Etat capitaliste construit en 1949 sous l'égide des alliés impérialistes, dans les anciennes zones d'occupation militaire américaine, française et britannique. Malgré le violent désaveu qu'a subi la bourgeoisie de la part des masses après la période du fascisme et de la Deuxième Guerre mondiale, aux premières élections parlementaires en 1949, un cartel de partis bourgeois, sous la direction du nouveau parti Union chrétienne-démocrate (CDU), réussissait à obtenir la majorité des suffrages et à former un premier gouvernement dirigé par le conservateur catholique Konrad Adenauer (1).

Les élections de 1952 se soldèrent à nouveau par une lourde défaite de l'opposition social-démocrate du SPD et par une victoire de la CDU : la restauration bourgeoise et ses conséquences avaient encore une fois produit leurs effets de démoralisation sur le mouvement ouvrier. En poursuivant l'intégration du nouvel Etat ouest-allemand dans le bloc impérialiste, Konrad Adenauer avait définitivement consolidé la division de l'Allemagne ; sa réforme monétaire a correspondu à une brutale dépossession des petits épargnants et a eu pour conséquence de faire payer le prix de la guerre à la grande masse des salariés. Une loi qui fixait le régime des entreprises sur un mode de fonctionnement de type capitaliste, la *Betriebsverfassungsgesetz* (le règlement des entreprises), est venue à bout des grèves ouvrières de masse en 1951-1952. Avec la guerre de Corée en 1951-1952, l'Etat ouest-allemand allait connaître le début de son « miracle économique ».

Ces développements devaient également avoir des effets à l'intérieur même du SPD. De toutes les façons, après la Deuxième Guerre mondiale, la reconstruction (1918-1948), on mesure mieux l'étendue sée de façon artificielle, par le haut, et grâce à une aide importante des alliés. La restauration capitaliste et les défaites électorales de 1949-1952 entraînent un glissement à droite à l'intérieur même du Parti social-démocrate, impulsé notamment par trois hommes qui, durant les années 1960 et 1970, ont formé la « triïka » dirigeante du SPD : Herbert Wehner,

Willy Brandt et Helmut Schmidt. Ce cours droitier a débouché sur le Congrès tenu à Godesberg en 1959, où a été adopté le *Programme de Godesberg* du SPD, texte qui reste jusqu'à aujourd'hui le fondement programmatique officiel du Parti social-démocrate. Ce document se prononce pour une économie de marché « sociale », ne se référant plus que de manière très vague aux traditions du mouvement ouvrier allemand. Il n'offre quasiment plus de perspective socialiste, seules quelques formulations vagues sur un socialisme démocratique y faisant allusion.

La reconnaissance de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) par le SPD suivit ce Congrès de très près, constituant la dernière étape de l'intégration politique dans la société allemande restaurée. Lors des dernières grandes mobilisations de masse précédant la participation gouvernementale du SPD — le « mouvement de Pâques » qui luttait contre l'armement atomique —, pour la première fois, contrairement à ce qui s'était passé lors de mobilisations comparables dans les années 1950 (telles le mouvement contre le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest ou la lutte contre l'équipement nucléaire de la nouvelle armée ouest-allemande), le SPD s'est tenu presque complètement en dehors du mouvement.

La fonction et le développement du SPD pendant les années 1950 et jusqu'au milieu des années 1960 peuvent donc être résumés ainsi : d'un côté, il est resté le principal parti des salariés, et même sur le plan électoral, il a connu un soutien croissant des travailleurs ; d'un autre côté, politiquement, il s'est situé de plus en plus à droite et a perdu nombre des caractéristiques d'un parti réformiste classique tout en conservant cependant sa nature de parti ouvrier bourgeois. En outre, l'évolution de la conscience de classe a coïncidé avec une intégration très poussée du SPD au système et à l'idéologie bourgeoises, ce qui est compréhensible compte tenu du contexte historique. Au milieu des années 1960, ce parti est allé tellement loin dans l'alignement sur une ligne bourgeoise que même la bourgeoisie ouest-allemande, pourtant extrêmement méfiante, a estimé le SPD « capable de gouverner ».

LA RÉPÉTITION GÉNÉRALE : LA GRANDE COALITION SPD-CDU-CSU DE 1966-1969

Au milieu des années 1960, le panorama politique de la RFA connut quel-

1. Il faut cependant savoir qu'à cette époque, la bourgeoisie ne pouvait ouvertement se réclamer d'une idéologie bourgeoise. Le programme de la CDU, par exemple, se prononçait alors contre la société capitaliste (et contre les sociétés de l'Est comme la RDA). Le jeune politicien Franz Josef Strauss, de la CSU, expliquait à cette époque : « *Jamais plus des mains allemandes ne toucheront une arme.* » De même, le patron de la plus grosse industrie d'armement, Krupp, s'engageait-il publiquement à ne plus produire d'armes. Pour sa part, Konrad Adenauer n'avait jamais été lié au national-socialisme. En définitive, la bourgeoisie de 1949 affichait un certain populisme.

ques changements. Il y eut la première petite récession (2) depuis le boom de 1966-1967, même si elle fut minuscule en comparaison avec ce qui se passe aujourd'hui. En même temps, les licenciements massifs dans les mines de charbon provoquèrent des luttes. Enfin, il y eut la naissance du mouvement étudiant, qui devait déboucher rapidement sur des révoltes étudiantes et l'apparition de l'opposition extraparlamentaire (APO). CDU-CSU et FDP (libéraux) (3) s'étaient usés au cours d'interminables coalitions. Ce cartel bourgeois ne présentait plus la souplesse et la flexibilité nécessaires dans le domaine de la politique économique et de la mise en œuvre d'une redéfinition des rapports avec la République démocratique allemande (RDA) et les autres pays de l'Est. On en vint donc à une « grande coalition » entre la CDU-CSU et le SPD, qui se constitua en décembre 1966. On peut noter ici une certaine contradiction de la part de la direction du SPD : en effet, à ce moment-là, cette « grande coalition » se mit en place de la même manière que la coalition CDU-CSU et FDP en 1982, et c'est cela même que critique violemment aujourd'hui la direction du SPD. Les deux fois, le changement a eu lieu sans nouvelles élections, uniquement au niveau parlementaire à travers un retournement d'alliances entre les formations politiques. Un document officiel du parti résume très bien la fonction de cette politique de « grande coalition », en affirmant : « Dans cette situation, le SPD s'est trouvé encore une fois en situation de sauver les meubles (de la bourgeoisie) » ...

Les éléments les plus importants d'un bilan de la « grande coalition » peuvent se résumer comme suit :

— le vote d'une « loi d'urgence » sur l'Etat de guerre et l'atteinte à la sécurité nationale qui, jusque-là, n'avait pas été prévue dans la Constitution ouest-allemande. Comme les modifications de la Constitution nécessitent une majorité des deux tiers, les partis bourgeois avaient besoin des voix du SPD (donc de la « grande coalition ») pour voter cette loi ;

— la mise en place d'une « nouvelle politique vers l'Est » qui prenait en compte les nouvelles réalités de ces pays.

LA STABILITÉ POLITIQUE SOUS LES GOUVERNEMENTS DU SPD

Le SPD remporta les élections de 1969. Entre-temps, le petit Parti libéral (FDP) s'était déclaré prêt à former une coalition avec le SPD, ce fut alors la « petite coalition » SPD-FDP. Sans aucun doute, personne en 1969 ne pensait que la coalition de ces deux partis durerait treize ans et qu'elle serait le fondement d'une aussi longue période de stabilité politique. Alors qu'en Grande-Bretagne les conservateurs et les travaillistes se sont succédés au gouvernement ; alors qu'en France le gouvernement gaulliste a été relayé par un nouveau cartel bourgeois sous Valéry Giscard d'Estaing et que, finalement, celui-ci, ami intime de Helmut Schmidt, a été



Manifestation de jeunes contre le chômage à Bonn. (DR)

délogé par François Mitterrand ; alors qu'en Suède, les partis bourgeois ont mis fin à une période de quarante ans de gouvernement social-démocrate (4) ; alors que le règne de Franco s'est écroulé et que l'Espagne et le Portugal ont connu des crises révolutionnaires ; alors que les Etats-Unis ont été bouleversés par le mouvement anti-guerre et l'affaire du Watergate et que républicains et démocrates se sont succédés à la présidence, pendant toute cette période, entre 1969 et 1982, le gouvernement de Bonn a été dirigé par le SPD, dans le cadre d'une coalition avec le FDP, la composition nominale de cette direction gouvernementale connaissant également une remarquable continuité (5).

Au premier abord, il semble y avoir ici contradiction avec l'expérience générale suivant laquelle, à l'époque du capitalisme du troisième âge, des partis ouvriers bourgeois ne peuvent agir dans l'intérêt de la bourgeoisie comme parti au pouvoir que pendant un temps limité. Il faut en trouver la raison d'abord dans la puissance économique de l'impérialisme ouest-allemand, qui a eu une importance primordiale jusqu'à la fin des années 1970 et dont les effets se prolongent jusqu'à aujourd'hui (6). Par ailleurs, les salariés attendaient relativement peu de choses du SPD au pouvoir — pour les raisons historiques que nous avons retracées plus haut —, ce qui a permis à ce parti de mener une politique bourgeoise face à la crise à partir du milieu des années 1970, sans

avoir à se heurter tout d'abord à une opposition digne de ce nom.

Aujourd'hui, alors que l'ère Brandt-Schmidt touche à sa fin, le bilan des treize années où le SPD a dirigé le gouvernement glisse facilement vers une légende alimentée tout particulièrement par le SPD lui-même. D'après cette légende, la période 1969-1982 serait une période de réforme sociale, de prospérité et de démocratie approfondie à l'opposé de laquelle le gouvernement de la CDU-CSU prendrait maintenant le chemin de la « contre-réforme », de l'« Etat fort » et du démantèlement des acquis sociaux. Pourtant, le SPD ne peut se dégager aussi facilement de ses responsabilités. Un bilan objectif de ces années devrait resituer les éléments présentés ci-après.

Dans le domaine de la politique économique et sociale sous les gouvernements dirigés par le SPD, il y eut certes quelques petites réformes, comme l'abaissement de l'âge de la retraite, mais en général, le SPD céda à des compromis fumeux et effectua des reculs dès que les conservateurs manifestaient leur opposition. Ce fut le cas pour la loi contre la spéculation foncière, pour la suppression du paragraphe 218 contre l'avortement, pour la réforme de l'apprentissage et pour la priorité du rail sur la route en ce qui concerne l'expédition des marchandises. Pendant cette période, jusqu'au milieu des années 1970, les salariés connurent un

2. Pour quelques mois, il y eut 700 000 chômeurs et une courte stagnation du Produit national brut (PNB). Déjà, à la fin de 1967, le boom reprenait. Cela fut souvent attribué à Schiller, le ministre de l'Economie d'alors, social-démocrate, ce qui est faux. Comme la récession ne touchait pas les autres pays, une politique offensive d'exportation permit de résorber la crise.

3. La CDU ne se présente pas en Bavière, où agit son parti frère, la CSU, ce qui confère à cette dernière une importante autonomie et lui permet de prendre des positions très droitières sous l'influence de Franz Josef Strauss.

4. Après la rédaction de cet article, les socialistes suédois ont de nouveau retrouvé leur place au gouvernement et repris le pouvoir.

5. De 1969 à 1974, Willy Brandt a été chancelier et Walter Scheel, puis Genscher (tous deux FDP) ministres des Affaires étrangères

(Scheel devenant président de la République), alors que Schmidt occupait plusieurs postes ministériels et que Herbert Wehner assumait la direction du SPD pendant cette période. Helmut Schmidt remplaça Willy Brandt comme chancelier en 1974 et l'est resté jusqu'en 1982. Le deuxième homme du gouvernement a toujours été Hans Dietrich Genscher, pendant que Willy Brandt à la tête du parti et de la IIe Internationale, gardait un poids politique important.

6. Depuis la crise de 1974, la spécificité de l'impérialisme allemand, sa « force relative » ont été à maintes reprises analysées, alors que disparaissaient peu à peu les facteurs qui lui conféraient cette force. (Cf. Winfried Wolf, « La nouvelle récession internationale en 1980 », *Inprecor* numéro 67-68 du 17 janvier 1980, et Winfried Wolf, « La spirale des récessions ne peut s'élargir à l'infini », *Inprecor* numéro 94-95 du 16 février 1981.

bien-être croissant, aussi bien dans le niveau de vie que dans le domaine social. Mais cela n'était généralement pas un résultat de la politique du gouvernement dirigé par le SPD, mais celui des grandes mobilisations et des grèves qu'a connu le pays entre 1969 et 1974 (7). Cela est illustré par le mot d'ordre qui revenait fréquemment lors de ces mobilisations ouvrières : « *Nous n'aurons que ce que nous prendrons !* »

Ces deux dernières années, pour répondre à la nouvelle crise, le SPD a mis en place une politique de démantèlement des acquis sociaux. Pour preuve, il suffit de considérer le budget de 1983 décidé par le gouvernement SPD-FDP, qui pour la première fois prévoit une réduction du budget concernant les affaires sociales (- 10 %), alors que dans le même temps la partie du budget consacrée aux affaires militaires continue de s'accroître (+ 4 %). Pour la première fois dans l'histoire de la RFA, dans les années 1980, 1981 et 1982, il y a eu une baisse sensible des revenus réels des salariés.

En 1969, Willy Brandt était entré en fonction avec le slogan « *Oser plus de démocratie !* » En réalité, dès le début des années 1970, il y eut une politique de remise en cause des droits démocratiques, pour laquelle les actions terroristes de la Fraction armée rouge (RAF) de Andreas Baader et Ulrike Meinhof ont servi de prétexte. Cette remise en cause alla tellement loin que la fondation Russel estima nécessaire de mettre en place un Tribunal Russel sur cette question en 1975. C'est Willy Brandt lui-même qui promulgua les premiers décrets contre les « radicaux » dans la fonction publique, et contribua ainsi à « enrichir » le vocabulaire allemand d'un vilain mot : *Berufsverbote*, c'est-à-dire les interdictions professionnelles. Sous les



gouvernements Schmidt et Brandt, il y eut plusieurs lois répressives qui criminalisèrent l'expression même d'une pensée révolutionnaire (les nouveaux paragraphes contre la propagande favorable à la violence) et qui restreignirent les droits de la défense pour les procès politiques (isolement des prisonniers politiques).

Dans aucune des périodes précédentes, il n'y eut un développement aussi massif des divers services de renseignements et d'« unités antiterroristes », ni une application aussi peu scrupuleuse d'un espionnage politique systématique grâce à la mise en place de moyens techniques extrêmement élaborés. Ainsi, le cartel bourgeois aujourd'hui au gouvernement dispose d'un appareil de répression qui répond à tous les besoins de la bourgeoisie. Il ne faut pas douter qu'il saura s'en servir.

Dans le domaine de la politique étrangère, la « détente avec l'Est » est toujours citée en exemple. Le fait que les gouvernements de la RFA reconnaissent la réalité de l'existence des pays de l'Est et n'expliquent plus ouvertement qu'il faille les changer, y compris par la force, constitue évidemment un progrès. Il faut noter cependant que le SPD n'a jamais pris d'initiative pour remettre en cause sur ce point la Constitution ouest-allemande, alors qu'elle reste le fondement juridique essentiel du « revanchisme » (8). Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la « nouvelle détente » avec l'Est était une précondition à l'extension du commerce vers ces pays et que, avec la crise économique, l'industrie de la RFA était à la recherche de nouvelles zones d'expansion. Le commerce vers l'Est se développa en conséquence, et sa part dans les exportations globales de la RFA doubla.

Si l'on prend en considération d'autres aspects de sa politique étrangère, le bilan devient encore plus nuancé : l'Allemagne est restée l'allié le plus stable des Etats-Unis en Europe sous les gouvernements dirigés par le SPD. Et même lorsque la politique américaine de génocide au Vietnam était à son comble, il n'y eut de protestation ni de la part du SPD, ni de la part du gouvernement de la RFA. Bien plus, Helmut Schmidt ne cache pas, loin de là, le rôle qu'il a joué dans l'élaboration et la conclusion de la fameuse « double résolution de l'OTAN », qui mènera à l'implantation d'une nouvelle génération de fusées nucléaires américaines sur le territoire allemand à partir de 1983.

Au Portugal, à l'apogée de la crise révolutionnaire, le SPD a mené une politique de canalisation de la révolution par l'intermédiaire du Parti socialiste portugais (PSP) de Mario Soares, qu'il a contribué à construire. Et si demain le nouveau

Premier ministre espagnol devait s'avérer être Felipe Gonzales, le leader du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), et que celui-ci mène une politique bourgeoise face à la crise, on peut être certain que « la politique étrangère » du SPD y aura contribué pour une large part (9). Enfin, sous les gouvernements dirigés par le SPD, le travail commun et la coopération économique entre la RFA et des régimes bourgeois dictatoriaux se poursuivirent et se trouvèrent même en partie étendus. Ainsi, les exportations de la RFA vers l'Iran du chah sont passées de 928 millions de marks (DM) en 1967 à 5,2 milliards de marks en 1975. Celles vers le régime raciste d'Afrique du Sud passèrent, pour la même période, de 1,2 milliards de marks à 3,4 milliards de marks. A la même époque, cette évolution s'applique aussi aux dictatures du Brésil, d'Indonésie, de Corée du Sud et à bien d'autres encore.

L'ÉCONOMIE DE LA RFA ET LE CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT A BONN

La RFA a finalement été frappée de plein fouet par la crise de l'économie capitaliste, ce qui est la raison fondamentale du changement de gouvernement à Bonn. Depuis deux ans — depuis le milieu de l'année 1980 très exactement — l'économie stagnait. Le nombre des faillites a brutalement augmenté, passant de 4 000 en 1970 à 9 000 en 1975, pour atteindre ensuite les 15 000 en 1982. Parmi celles-ci, on trouve notamment la plus grosse faillite de l'histoire du capitalisme européen avec l'écroulement de la firme AEG-Telefunken.

Ces derniers mois, les banques allemandes ont donné l'impulsion décisive pour des transactions et des spéculations effrénées, avec le risque d'un krach financier international. C'est en particulier à la Dresdner Bank (la deuxième banque de RFA et l'une des plus importantes d'Europe) que se concentrèrent plusieurs affaires à gros risques (notamment une grosse part des dettes d'AEG-Telefunken et de la Pologne). Le budget de la RFA est désormais largement déficitaire. Le paiement des intérêts et des amortissements s'est développé jusqu'à devenir la deuxième dépense dans les comptes et, en 1984, il sera devenu la première dépense dans les comptes de l'Etat ...

Cette situation rend nécessaire une

7. En général, on peut chiffrer les variations des salaires réels en RFA de la façon suivante : entre 1969 et 1974, + 30 % ; en 1975, un léger recul ; entre 1976 et 1979, une stagnation ; entre 1980 et 1982, les premières baisses sensibles, - 6 % à - 7 %. D'autres facteurs permettent quand même d'améliorer ce tableau, notamment l'augmentation du nombre de jours de vacances.

8. La Constitution ouest-allemande se déclare valable pour toute l'Allemagne, et donc aussi pour la RDA ...

9. Comme parti, le SPD mène sa politique étrangère à travers la Fondation Friedrich-Ebert. Cette politique ne peut être qualifiée de systématiquement contre-révolutionnaire (notamment aujourd'hui vis-à-vis du Salvador), mais elle tend objectivement à la contre-révolution notamment dans des situations de crises révolutionnaires.



nouvelle politique bourgeoise, qui est abordée ouvertement par la CDU-CSU, mais aussi par l'ancien partenaire du SPD, le FDP, et qui peut se résumer comme suit :

— une remise en cause radicale des fondements du système social, comme par exemple une diminution massive des indemnités de chômage.

— dans le budget lui-même, les dépenses réservées jusqu'ici au domaine social seront transférées massivement vers l'aide à l'investissement pour certains secteurs de l'industrie. Dans ces programmes, l'accélération de la construction de sites nucléaires (10) sera particulièrement favorisée. Enfin, la centralisation de l'industrie d'armement ouest-allemande se poursuivra, avec pour but de rattraper les autres pays impérialistes (USA, France, Grande-Bretagne) dans ce domaine.

— la concurrence aggravée entre les USA et l'Europe demande une réponse simple de la part de la bourgeoisie ouest-allemande. Si elle tient tête aux exigences des USA sur quelques points — comme cela a été le cas sous le gouvernement de Helmut Schmidt, par exemple lors de l'affaire du gazoduc soviétique —, lorsque les intérêts palpables et immédiats du capital ouest-allemand sont en jeu, elle se placera entièrement derrière la politique des Américains. C'est ce qui se passera lors de l'implantation des nouveaux missiles nucléaires US en 1983.

A plus long terme, il est même possible qu'il y ait un tournant dans la politique de « détente avec l'Est », et donc une réduction des exportations et une politique agressive envers la RDA, la Pologne, l'Union soviétique, etc.

Un tel tournant ne posera pas trop de problèmes au capital ouest-allemand s'il ne se fait pas de manière trop brutale. Après tout, aujourd'hui, la crise de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique est si patente, et les marges de manœuvre pour des contrats d'exportation se sont réduites depuis si longtemps, qu'après la conclusion de l'affaire du gazoduc, il n'y a plus grand profit à espérer de ces pays.

Un chômage croissant fournit le « climat » idéal pour imposer une telle politique. Au milieu de l'année 1982, il y avait 1,8 million de chômeurs ; pendant l'hiver 1982-1983, ils seront plus de 2 millions, et on en prévoit 2,3 millions pour l'année 1983. La crise prolongée et une politique d'austérité rigide pourraient même conduire le nombre des chômeurs à dépasser les 3 millions à la fin de l'année 1983.

Dans les circonstances actuelles, on n'imagine pas le SPD mener une politique qui non seulement admettrait cet état de fait, mais le prenne en compte et le présente comme nécessaire. Inversement, un cartel bourgeois CDU-CSU-FDP peut d'autant mieux mener une telle politique s'il la présente comme le résultat de la politique économique menée auparavant et s'il prétend devoir assainir la situation catastrophique léguée par le gouvernement précédent ...

En fait, ce tournant dans la politique bourgeoise n'est que l'aggravation de la politique qui a été introduite ces dernières années par le SPD lui-même. Il reste que le SPD n'est pas le parti adéquat pour amorcer pleinement ce tournant. Dans les deux dernières années qu'il a passé à la direction du gouvernement, le SPD avait déjà beaucoup perdu de son pouvoir d'intégration vis-à-vis de la classe ouvrière, ce qui s'est manifesté entre autres par des défaites électorales cuisantes lors des élections régionales. Lors du Congrès du SPD en avril 1982, on pouvait déjà percevoir que les jours du gouvernement dirigé par le SPD étaient comptés (11).

En cette rentrée 1982, sous la pression de leur base, les syndicats avaient annoncé de grandes manifestations contre le démantèlement des acquis sociaux et le chômage. C'est la première fois depuis 1969 qu'ils avaient envisagé de mobiliser les travailleurs pour affronter le gouvernement dirigé par le SPD sur une question politique. Enfin, l'année 1983 aurait présenté le risque que le mouvement pacifiste ne vienne quand même à bout des positions de Helmut Schmidt et n'obtienne que le SPD recule, au moment décisif, sur l'implantation des missiles nucléaires américains sur le territoire allemand.

UN GOUVERNEMENT BOURGEOIS STABLE ?

La Bourse a réagi de manière euphorique après la chute du gouvernement de

L'ancien chancelier : Helmut Schmidt. (DR)



Helmut Schmidt : les cours ont immédiatement monté de 10 %. La presse bourgeoise est unanimement favorable au changement amorcé. La grande bourgeoisie dit ouvertement que le SPD, dans l'opposition, devrait adopter une ligne plus gauche qui lui permette d'intégrer en son sein le mouvement pacifiste et les tendances oppositionnelles au sein du mouvement syndical, et contribuer ainsi, une nouvelle fois, à la stabilisation de l'ordre bourgeois (12).

Mais cette perspective ne peut pas du tout être considérée comme acquise. D'abord parce qu'elle ne prend pas du tout en compte les rapports de forces au niveau international ; et la situation internationale dans son ensemble ne peut pas du tout être caractérisée comme prenant un tournant à droite (voir la France, la Suède, l'Espagne). D'autre part, elle accorde trop peu d'importance à un certain nombre de facteurs internes :

« Le premier est que les nouvelles élections pourraient donner un résultat incapable d'assurer la stabilité et la consolidation. (...) D'autre part, il est possible également que les "verts" — ce mouvement invertébré qui va des écologistes aux critiques de l'OTAN, etc. — obtiennent des sièges au Parlement alors que le FDP, lui, n'en aura pas. Cette situation laisse entrevoir la possibilité d'un gouvernement SPD minoritaire, toléré par les "verts". (...) Cela n'est pas très probable, (...) mais c'est loin d'être impossible, surtout si l'on considère un des facteurs internationaux qui pourrait les aider : la "double résolution" de l'OTAN. (...) Alors que l'échéance de l'implantation des fusées nucléaires approche, l'opposition au déploiement de ces missiles va croître et elle pourrait unir les "verts" et d'autres groupes. Enfin, une période de consolidation présupposerait que la récession actuelle dans le monde occidental ne se prolonge pas pour devenir une grande dépression. (13) »

Cette analyse provient du camp de l'ennemi de classe, d'un commentaire du *Financial Times*, mais elle résume assez bien l'enjeu de la situation. ■

Winfried WOLF
Francfort, 26 septembre 1982.

10. Le puissant mouvement anti-nucléaire ouest-allemand avait obtenu l'arrêt de la quasi-totalité de la construction des sites nucléaires. C'est ce qui permet à l'industrie nucléaire française de dépasser celle de la RFA et d'accéder au deuxième rang mondial.

11. Cf. l'article de Winfried Wolf sur le bilan du Congrès du SPD, publié dans *Inprecor* numéro 126, sous le titre : « Congrès du SPD, la défaite sans combat de la gauche social-démocrate. »

12. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, principal journal de la bourgeoisie allemande, écrit, le 23 septembre 1982 : « Tous les membres et les électeurs se rendent compte depuis longtemps que c'en est fini du grand parti populaire pour les années 1980. » Le journal économique le *Handelsblatt* prévoit, dans son édition du 20 septembre 1982, un nouveau rôle pour le SPD, celui d'intégrer le mouvement antiguerre et l'opposition syndicale.

13. Jonathan Carr, « Une nouvelle ère s'ouvre », *Financial Times*, 20 septembre 1982.

Luttes syndicales et congrès du Parti travailliste

Les contradictions actuelles du mouvement ouvrier britannique

LES congrès du Parti travailliste (*Labour Party - LP*) et de la Confédération des syndicats (*Trade Union Congress - TUC*), qui viennent de se tenir en ce début d'automne, ont permis de clarifier la situation politique en Grande-Bretagne. Ils ont fourni une image synthétique de la situation dans le mouvement ouvrier, politique et syndical, après la guerre des Malouines. Le trait le plus remarquable de ces deux congrès est

qu'ils ont reflété, avec une grande fidélité, les mêmes tendances fondamentales au sein du mouvement ouvrier. Ce phénomène est en lui-même une frappante confirmation du fait que les luttes dans les syndicats entraînent de plus en plus de répercussions immédiates et profondes au sein du Parti travailliste, et vice-versa.

Brian HERON

Bien que certains secteurs de la gauche britannique se sentent mal à l'aise face à ces développements, la tendance fondamentale de la politique de la classe ouvrière est à l'approfondissement continu de l'interdépendance entre les contradictions engendrées au sein des syndicats, les campagnes de masse, et les axes politiques fournis à ces luttes par les divisions au sein du LP.

Pour l'ensemble des classes sociales, le champ politique est dominé par la question du gouvernement. Pour la classe dominante, le problème principal est de parvenir à maintenir en ligne, pour la compétition qui se profile, à la fois un Parti conservateur (*Tory*) qui est en train de devenir profondément impopulaire, et l'alliance formée par les nouveaux partis que sont le Parti social-démocrate (*SDP*) et le Parti libéral (*Liberal Party*), pour empêcher le désastre d'une éventuelle arrivée au pouvoir, sous la pression des masses, d'un gouvernement travailliste instable.

L'ÉRUPTION DES LUTTES

D'un autre côté, les travailleurs du secteur public et de la Santé qui, aujourd'hui, mènent la grève et combattent les conservateurs, sont les mêmes qui en 1979, pendant l'« hiver de mécontentement », avaient participé au renversement du gouvernement travailliste de l'époque, dirigé par Callaghan. A l'heure actuelle, ce sont ces mêmes travailleurs qui voudraient un gouvernement travailliste d'un type différent. Ils cherchent par tous les moyens possibles à porter au pouvoir un gouvernement travailliste qui serait en rupture totale avec un gouvernement du type Wilson-Callaghan. La perspective, à relativement court terme, des élections les plus importantes depuis la guerre, entraîne comme conséquence que ces problèmes seront de plus en plus au centre des préoccupations des deux classes antagonistes, au cours des prochains mois.

Dans ce cadre, nous assistons à une formidable éruption de luttes ouvrières, qui viennent rompre la paix sociale que la

guerre des Malouines était, en partie, destinée à instaurer. Les journées d'action en solidarité avec la grève de la Santé (qui ont impliqué quatre millions de travailleurs dans divers mouvements d'arrêt de travail) vont se poursuivre (cf. dans ce même numéro, l'interview de Steve Potter concernant la journée d'action du 22 septembre).

Les techniciens des postes et télécommunications ont déjà décidé d'un mouvement de grève pour empêcher les *Tories* de brader au secteur privé leur industrie nationalisée qui s'avère rentable. Les employés des Services des eaux préparent une grève nationale. Les sidérurgistes s'apprentent à faire de même. Ce sont maintenant les mineurs qui ont décidé, à leur congrès, après un vote puits par puits, d'un mouvement de grève pour la défense de l'emploi et pour une augmentation des salaires de 30 %. Toutes ces actions ont été imposées à une bureaucratie syndicale réticente et apeurée, à laquelle Margaret Thatcher n'offre aucune concession, et qui se trouve donc sans rien qui pourrait l'aider à raffermir sa propre stabilité lorsqu'elle est aux prises avec sa base. Le désir de la bureaucratie de tirer un coup de semonce contre le gouvernement Thatcher a ouvert la voie à une vague impétueuse de colère contre les conservateurs. Malgré le chômage véritablement massif, les reculs sérieux et les luttes défensives de ces trois dernières années, le fondement de la force des syndicats est resté intact. Tous les problèmes nationaux qui émergent sont une occasion de faire ressortir la capacité et la volonté de

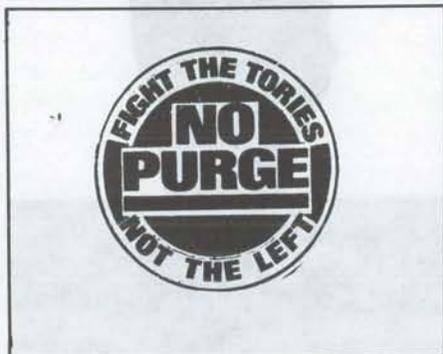
lutte de la masse des travailleurs syndiqués.

GAINS POLITIQUES DE LA GAUCHE ET TOURNANT A DROITE DE LA BUREAUCRATIE

C'est sur la base des conditions énoncées ci-dessus que de très importants progrès politiques ont pu être enregistrés aux congrès du TUC et du LP. Ils consistent principalement en l'adoption par le TUC d'une résolution contre la politique des revenus, et dans l'accent mis par plusieurs orateurs sur la nécessité de mener encore plus loin les actions de solidarité avec les travailleurs de la Santé. Ces actions vont totalement à l'encontre de la nouvelle loi syndicale édictée par le gouvernement conservateur, mais les deux congrès ont spécifié leur intention de briser le cadre de cette loi.

Au congrès du Parti travailliste, la bataille pour le désarmement unilatéral a connu une formidable victoire, en remportant une majorité des deux tiers des votes, ce qui traditionnellement garantit à la ligne politique ainsi adoptée de figurer dans la plate-forme (*Manifesto*) du parti. De plus, ont été adoptées des résolutions de solidarité avec la lutte du peuple palestinien, et un vaste programme de nationalisations a été réaffirmé.

Pour une part, la victoire en ce qui concerne le désarmement unilatéral, et surtout la résolution sur le soutien à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ont été le produit de l'émergence de nouvelles forces qui sont apparues, pour la première fois, dans le cadre de l'opposition à la guerre des Malouines, et qui ont commencé à construire un courant anti-impérialiste, surtout chez les jeunes militants du mouvement anti-missiles. La décision du congrès travailliste donne non seulement une impulsion nouvelle à ces forces dans le mouvement ouvrier, mais va également permettre d'attirer l'attention du vaste mouvement anti-missiles sur la nécessité de porter au pouvoir un gouvernement travailliste mettant réellement en pratique la ligne politique adoptée.



La montée de la lutte contre l'offensive Tory est un des aspects du cours actuel de la politique ouvrière en Grande-Bretagne. L'autre aspect est la violence du tournant droitier, sur le plan organisationnel et politique, de l'ensemble de la bureaucratie travailliste. La réponse de cette bureaucratie à la nouvelle étape de la lutte est une offensive pour « restabiliser » le *Labour Party*. Ce qu'elle veut faire comprendre à la classe dirigeante du pays, c'est que le LP est en train de se transformer en un instrument stable et fiable à travers lequel la bourgeoisie pourrait faire valoir ses intérêts.

En lançant, avec des accents vengeurs, cette offensive politique lors des congrès du TUC et du LP, la bureaucratie espère persuader la classe dominante de la considérer à nouveau comme un partenaire de négociations capable de jouer un rôle de balance dans la polarisation des luttes de classes.

LA CHASSE AUX SORCIERES

La pièce maîtresse de l'attaque est la chasse aux sorcières. Le congrès du *Labour Party* a institué l'enregistrement des groupes qui sont autorisés ou non à militer dans le parti. Un grand nombre de secrétaires généraux de syndicats ont jeté tous leurs mandats en faveur de l'enregistrement, malgré la décision contraire de certaines délégations syndicales dont les congrès s'étaient prononcés contre toute chasse aux sorcières. La cible immédiate de cette opération est le groupe appelé *Militant Tendency* (Tendance Militante) et ses délégués dans les sections locales du parti. Mais à plus long terme, cette chasse aux sorcières ne vise rien moins qu'à briser la force du mouvement qui est derrière Tony Benn et la politique radicale à laquelle ce courant de masse est associé, et qu'il défend effectivement. C'est ce courant qui « déstabilise » le LP, du point de vue de la bourgeoisie.

L'offensive de l'aile droite a pris également d'autres formes. Malgré le vote du TUC contre la politique des revenus, les deux congrès, celui du syndicat et celui du parti, ont adopté un document sur la politique économique qui, sous l'euphémisme de son titre, « Bilan de l'état économique du pays », inclut une politique des revenus. Ce document fut adopté à la quasi-unanimité par le congrès du LP. En deuxième lieu, le Conseil général de la confédération syndicale a été renforcé sur sa droite grâce à une manœuvre technique accroissant la représentation des plus petits syndicats. Les élections pour le Comité exécutif national (CEN) du Parti travailliste ont été encore pires. Les partisans de Benn dans le CEN ont vu leur nombre réduit — surtout dans le secteur réservé aux femmes — là où la bureaucratie était fermement décidée à bloquer l'impact politique que les options radicales du Congrès des femmes travaillistes, qui s'est tenu au printemps 1982, pouvait avoir sur l'ensemble du parti. Mais cela n'a en rien bénéficié au « centre » du parti, ni à Michael Foot ni aux autres dirigeants du parti. Au contraire,



Manifestation des travailleurs et travailleuses de la Santé en grève depuis plusieurs mois. (DR)

c'est le leader de l'aile droite, Denis Healey, qui a maintenant la majorité au CEN. Cela aura d'importantes conséquences.

L'AILE DROITE SE RENFORCE

Il y a maintenant une majorité dans la direction travailliste extra-parlementaire, comme parmi les membres du Parlement, qui est opposée au désarmement unilatéral et à d'autres options de la plus grande importance remportées par la gauche lors des congrès du parti au cours des dernières années. Les positions que la droite a ainsi acquises ont suffi pour permettre au représentant de l'aile la plus droitière du Parti travailliste, Roy Hattersley, qui passait à la télévision immédiatement après la décision historique en faveur du désarmement unilatéral, d'annoncer, avec assurance, que cette décision ne serait jamais appliquée par un gouvernement travailliste.

La contradiction profonde qui s'est développée dans le mouvement ouvrier à l'occasion des congrès du TUC et du LP, entre l'évolution des directions et la forte remontée des luttes contre le gouvernement, a eu des effets immédiats et dramatiques. Les efforts de la bureaucratie pour entraîner à droite, et en même temps reprendre en mains, la force croissante du mouvement de masse qui se rassemble contre les *Tories*, ont engendré le congrès travailliste le plus anarchique et le plus désorganisé qu'on ait vu depuis des années. Albert Spanswick, dirigeant droitier d'un secteur des travailleurs de la Santé, exigea le soutien inconditionnel du parti, pratiquement jusqu'à la grève générale. Durant toute la journée qui a suivi la prestation de Hattersley à la télévision, on a vu se succéder à la tribune délégués après délégués exigeant l'assurance que la politique adoptée sur le désarmement unilatéral serait appliquée.

Dans une intervention très bien accueillie, Ray Hill, sidérurgiste au chôma-

ge, a lancé une attaque au vitriol contre la trahison du dirigeant syndical de l'acier, Bill Sims. Une dénonciation aussi efficace de la démagogie de Sims, qui prétendait défendre les emplois des sidérurgistes, a conduit la présidence à le rappeler à la tribune pour qu'il se défende lui-même. Quand on a découvert que le dirigeant cheminot Weighell utilisait les voix de son syndicat en faveur d'un candidat de l'aile droite pour le CEN, contrairement à son mandat, ce fut une dénonciation générale venant de tous les coins du congrès, et après une manœuvre pour tenter de récupérer sa base, il a démissionné de son poste de secrétaire général du plus gros syndicat de cheminots britannique.

LA POLITIQUE DE BENN

Si on peut dire de quelqu'un qu'il résume toutes ces pressions contradictoires, c'est bien Tony Benn. Après la campagne de 1981 pour l'obtention de la direction du parti, qui l'avait amené à quelques fractions de point du pourcentage nécessaire à cette accession, Benn avait déclaré avec insistance qu'il n'ouvrirait la lutte contre la direction Foot que dans certaines circonstances négatives, c'est-à-dire l'ouverture de la chasse aux sorcières, ou une attaque directe, venant de la direction du parti, contre la politique décidée par le congrès. Ces deux conditions existent aujourd'hui, de façon flagrante. Cependant, malgré la frustration croissante de sa base, Benn a adopté la politique de la main tendue à la direction Foot.

Au cours d'un des plus importants meetings qui ont eu lieu en marge du congrès du Parti travailliste, après la défaite subie sur l'enregistrement des groupes et la victoire sur le désarmement unilatéral, Benn a déclaré : « *Nous voulons les mêmes militants dans le parti, la même politique et la même direction.* » Terrifié par la campagne de la droite faisant porter à la gauche du parti la responsabilité

du désastre que connaissent les travailleurs dans les sondages d'opinion (les derniers montrent que le LP est 10 points derrière les *Tories*), Benn veut briser son isolement et tisser de nouveaux liens avec la bureaucratie travailliste. En agissant de la sorte, il n'indique guère de ligne de conduite à ceux qui sont prêts à combattre dès maintenant la direction Foot. Cependant, ceux-ci ont clairement manifesté leur volonté, avec l'annonce de la création d'un nouveau groupe parlementaire de gauche, scission de l'ancien groupe « Tribune », dont Foot est toujours membre. Benn a soutenu la scission. Mais que va-t-il faire ? Plusieurs députés impliqués dans cette opération sont en faveur de la convocation d'une conférence nationale de l'aile gauche du syndicat, du parti et du groupe parlementaire. Mais une telle perspective est absolument hors de question pour Benn. « Pourquoi devrions-nous nous minoriser ? », demande-t-il.

La chasse aux sorcières qui se développe aujourd'hui dans le parti commence à faire converger tous ces courants. C'est une menace contre toute possibilité de mettre en place dans le LP une direction et une politique qui reflètent un tant soit peu les grandes luttes qui se déroulent contre le gouvernement. En ce sens, la chasse aux sorcières est un coup direct porté contre le mouvement de masse. L'aile droite du parti essaie de commencer l'offensive contre les dirigeants de la tendance *Militant*. Elle continuera par l'éviction des partisans de Tony Benn de tous les postes politiques clés dans la direction du LP. Une guerre à long terme va commencer dans de nombreuses sections locales du parti, car les droitiers vont demander le « titre d'enregistrement » aux partisans de la gauche. La chasse aux sorcières est déjà bien entamée dans quelques syndicats. Chez les cheminots par exemple, Weighell mène l'attaque contre les activités de la gauche dans son syndicat.

A cet égard, lors du congrès, Tony Benn et d'autres dirigeants de l'aile gauche, conséquents avec leur approche de la direction du parti et du syndicat à cette étape, ont donné comme consigne d'ignorer fondamentalement la chasse aux sorcières. A la place d'une riposte, ils proposent que la gauche centre ses efforts sur les progrès politiques enregistrés lors des deux congrès ouvriers. En réalité, si on ne combat pas la chasse aux sorcières, on ne pourra ni protéger les acquis politiques, ni mobiliser la gauche pour la bataille qu'elle aura, sans doute, à mener.

La seule ligne permettant à la gauche de progresser dans les syndicats et le parti, aujourd'hui, exige un défi frontal à Foot et à ses alliés. Naturellement, il ne s'agit pas de demander l'élection d'une nouvelle direction immédiatement. Il faut que la chasse aux sorcières dirigée par Foot soit combattue, et que les options politiques socialistes soient défendues. C'est cette attitude qui, jointe à une unité d'action plus étroite entre le parti et le syndicat pour mettre les *Tories* à la porte du gouvernement, pourra assurer la victoire ouvrière du Parti travailliste aux prochaines élections. Aujourd'hui, c'est

l'aile droite dans le parti et les syndicats qui montre, par sa politique d'obstruction massive, qu'elle craint davantage une victoire travailliste fondée sur la ligne politique actuelle, que de perdre les prochaines élections.

LES PERSPECTIVES POLITIQUES

Les perspectives qui s'ouvrent au mouvement ouvrier dans les mois prochains en Grande-Bretagne découlent à la fois de la montée du mouvement de masse contre les conservateurs et de l'offensive de l'aile droite lancée aux congrès du parti et du syndicat. Ces deux facteurs vont entrer en collision de façon brutale. Le mouvement de masse, dans la base des

Qu'est-ce que la tendance Militant ?

La direction de la tendance *Militant*, dont la figure la plus connue est Ted Grant, tire son origine de la Ligue socialiste révolutionnaire (*Revolutionary Socialist League - RSL*), section britannique du Secrétariat international (SI). Elle fut exclue de la IVe Internationale après le congrès de réunification de 1963. La tendance *Militant* a quelques partisans au niveau international, à Ceylan, en Suède, au Danemark, en Belgique.

Il y a environ 3 000 membres de cette tendance en Grande-Bretagne. Son champ d'action politique se situe au sein du Parti travailliste, dont elle dirige l'organisation de jeunesse, et elle a quelques bastions dans le parti lui-même, en particulier dans la cité industrielle de Liverpool. Huit de ses membres ont été choisis comme candidats à la députation sur les listes travaillistes. Elle a aussi une importante implantation dans l'Association des fonctionnaires civils (*Civil and Public Servants Association - CPSA*), le plus grand syndicat d'employés de l'Etat.

Aujourd'hui, sa politique a dégénéré du trotskysme au centrisme. Sa principale revendication est la nationalisation des 250 plus gros monopoles. Sa politique se caractérise de façon générale par le propagandisme. Pendant la guerre des Malouines, elle ne s'est pas opposée à la guerre ou à l'envoi de la flotte britannique, mais a appelé à une fédération socialiste entre la Grande-Bretagne, l'Argentine et les Malouines. En Irlande, où elle a quelques partisans, elle refuse de reconnaître l'importance de la question nationale, ou la nécessité de s'opposer à la partition du pays ; elle appelle à « l'unité entre la classe ouvrière protestante et catholique ». Ses partisans, qui ont soutenu ce point de vue lors des élections municipales qui avaient lieu au moment de la grève de la faim des prisonniers du Block-H, n'ont reçu qu'un nombre dérisoire de voix à Derry, ville catholique d'Irlande du Nord.

syndicats, parmi les jeunes et chez les militants de la campagne anti-missiles, est plus que prêt à la lutte. Il se lève contre le tournant droitier de la direction du Parti travailliste et, sur la question cruciale de la chasse aux sorcières, contre l'immobilisme des dirigeants de la gauche. Dans de telles conditions, l'approfondissement des divergences et des divisions dans la base du courant Benn est certaine. De telles divisions sont inévitables étant donné que la base de Benn a déjà fait le rapprochement entre les perspectives d'une victoire du LP et ses propres capacités à diriger des actions de masse dans les entreprises contre les *Tories*.

Au cours des trois dernières années, le soutien au Parti travailliste au sein de la classe ouvrière s'est trouvé réduit à cette partie du mouvement qui, bien qu'elle ait été abusée par les directions antérieures, identifie le LP comme la seule perspective de solution radicale à la crise actuelle. Un tiers de la classe ouvrière vote traditionnellement pour les conservateurs. Aux élections de 1979, les sondages donnaient un tiers des syndiqués comme soutenant les *Tories*. La seule alternative au parti *Tory* a cependant toujours été le Parti travailliste. Ces deux dernières années, devant les attaques qu'ils subissaient, des secteurs de la classe ouvrière se sont détachés du soutien au gouvernement ; ils sont devenus politiquement instables avec l'émergence de l'alliance SDP/Libéraux, perçue comme une alternative au vote pour les conservateurs ; ils ont été récupérés pour un court laps de temps par les *Tories* autour du chauvinisme créé par la guerre des Malouines et ils restent aujourd'hui indécis quant à leur choix politique. Le Parti travailliste a été réduit à ses bastions de base dans la classe ouvrière et, même dans les conditions actuelles, il reste derrière les conservateurs dans les sondages d'opinion. De ce point de vue, c'est un développement fondamentalement nouveau qui est en train de naître au sein du mouvement ouvrier.

La seule perspective pour obtenir la victoire des travaillistes et pour mener à bien les mouvements de réforme dans le parti et les syndicats consiste, pour la minorité rassemblée autour de Benn et de son équivalent syndical, Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs, à prendre la direction de l'ensemble du mouvement de la classe ouvrière. Et c'est précisément cette nécessité que démontre la montée actuelle du mouvement de masse et des luttes syndicales. Quelles que soient les manœuvres de la bureaucratie travailliste, des milliers de travailleurs ne croient plus que de puissantes luttes dans les entreprises soient un obstacle à une éventuelle victoire du LP. Au contraire, et bien que ce soit de façon informulée et confuse, l'idée gagne du terrain que seule la riposte la plus dure contre le gouvernement a une chance de faire changer les rapports de forces politiques, y compris au sein de la classe ouvrière elle-même. ■

Brian HERON

Londres, le 10 octobre 1982.

"Maggie, Maggie, Maggie out, out, out!"

Interview d'un dirigeant de l'IMG sur la grève du 22 septembre

LE 22 septembre dernier, la Confédération des syndicats britanniques (Trade Union Congress - TUC) a organisé une journée d'action nationale, en solidarité avec la grève des travailleurs du secteur de la Santé qui dure depuis plusieurs mois. Les grévistes réclament une hausse des salaires de 12 %, alors que le gouvernement de Margaret Thatcher ne leur propose que des augmentations ne dépassant pas les 6 à 7,5 %.

Bien que limitée par les directions syndicales à une seule heure de grève, cette action de solidarité au niveau national a été particulièrement importante. C'était, en effet, un défi ouvert au gouvernement de Margaret Thatcher, qui avait fait

« LA GAUCHE » : — Quel est le bilan de la journée de grève ?

Steve POTTER : — La grève a été un succès de masse. Le gouvernement essaie bien de dire que la grève n'a pas eu un grand écho, mais la vérité est que des millions de travailleurs y ont pris part. Plus de 2 millions de syndiqués sur 11 millions ont fait grève toute la journée, alors que le mot d'ordre du syndicat, le TUC, était de faire grève une heure au plus.

120 000 personnes ont manifesté à Londres, 100 000 dans les villes écossaises, 25 000 à Liverpool, 30 000 à Sheffield, etc. Les points faibles ont été les chemins de fer et la construction métallique.

Les travailleurs de la Santé, autour desquels tout a commencé, ont participé massivement. Dans toutes les manifestations, ils formaient le groupe le plus important. La précédente journée d'action du TUC remonte à mai 1980. Un million de travailleurs y avaient participé.

— Comment expliques-tu ce succès ?

— Les revendications des travailleurs de la Santé sont très populaires. Une enquête montre que 83 % de la population les soutient, ce qui signifie, en clair, que seule la bourgeoisie s'y oppose. D'autre part, les travailleurs veulent lutter contre le gouvernement Thatcher. Le slogan le plus entendu dans les manifestations était : « Maggie, Maggie, Maggie, out, out, out ! » (« Maggie » est un diminutif de Margaret Thatcher.)

— Comment a réagi la direction syndicale ?

— Toute la direction syndicale a soutenu la journée d'action, y compris l'aile droite. Cette aile n'est guère populaire : à la fin d'une des manifestations, Frank Chapple, dirigeant du syndicat des électriciens, très à droite, devait prendre la parole. Les cris des manifestants l'en ont empêché. Les travailleurs ne supportent pas la capitulation de l'aile droite face à Thatcher, surtout sur le terrain des libertés syndicales.

voter une loi antisyndicale tendant, entre autres, à rendre illégale toute grève de solidarité.

De ce fait, l'action du 22 septembre devenait un test pour mesurer le niveau réel de la combativité des travailleurs britanniques, qui se trouvent au chômage dans la proportion de un sur sept.

Nous reproduisons ci-dessous l'interview de Steve Potter, dirigeant de l'International Marxist Group (IMG), section britannique de la IVe Internationale, réalisée sur ce sujet par nos camarades de Belgique et publié dans leur organe, *la Gauche*, du 8 octobre dernier.

— Quelles sont maintenant les perspectives ?

— Le lendemain de la journée d'action, les travailleurs de la Santé se sont réunis et ont proposé la chose suivante : du 4 au 10 octobre, une succession de grèves par région, culminant dans une manifestation de masse devant le Parlement. Les travailleurs de la Santé, de leur côté, feraient grève sans interruption. Les syndicats des transports organiseraient en novembre une grève de solidarité.

— Quelles sont vos propositions ?

— L'IMG, de même que l'aile la plus combative des travailleurs de la Santé et le Syndicat des mineurs, disent que les travailleurs de la Santé doivent faire une grève illimitée, soutenue par des actions de solidarité continues, jusqu'à ce que le gouvernement cède ou tombe. Ce n'est pas la perspective du TUC, qui a fait un virage à droite au début septembre.

Le fait qu'une journée nationale d'action ait quand même été organisée, malgré ce tournant à droite, ne peut être expliqué que par la pression massive de la base, qui veut lutter contre le gouvernement.

— La journée d'action a donc une signification plus large que la solidarité avec les travailleurs de la Santé ?

— Certainement. La prochaine organisation ouvrière qui défendra ses revendications est le Syndicat des mineurs, dirigé par Arthur Scargill, de la gauche du TUC. Il a déjà déclaré qu'il organiserait un vote dans son syndicat sur la grève, pour imposer les revendications des mineurs. Le gouvernement concède 6 à 7,5 % d'augmentation aux travailleurs de la Santé, alors que ceux-ci en demandent 12 %. Il propose la même chose aux mineurs, mais ceux-ci demandent 30 % d'augmentation.

L'enjeu de la bataille est donc la politique de Thatcher, en particulier sa politique salariale. Il y a encore un autre aspect. En Grande-Bretagne, le secteur de la Santé est nationalisé. Le programme des conservateurs pour les élections d'octobre 1983 prévoit la privatisation des services

de santé. Il leur sera difficile de l'imposer s'ils perdent la bataille actuelle.

— Et le Labour ?

— D'un côté, il y a une grande combativité ; de l'autre, il y a le tournant à droite, non seulement du TUC, mais aussi du Labour (Parti travailliste). Au lieu d'utiliser la lutte très populaire des travailleurs de la Santé pour entamer le combat contre le gouvernement Thatcher, toute l'attention de la direction du Labour est consacrée à chasser la gauche du parti. (...) Au congrès du Labour, la droite a gagné sur la question de l'élection de la direction du parti. Mais la gauche a également marqué des points : c'est ainsi que l'exigence du désarmement nucléaire unilatéral a été adoptée.

La raison principale du tournant à droite du parti et du syndicat est qu'ils veulent montrer à la bourgeoisie qu'ils sont capables de maintenir l'ordre dans la classe ouvrière, en vue des élections prochaines. Ils peuvent faire ce tournant à droite parce que la classe ouvrière est affaiblie par le chômage massif. Cela mène à des défaites, comme celle des chemins de fer en août dernier.

Mais c'est aussi parce que la direction syndicale, qui a un très grand poids dans le Labour, ne reflète pas ce qui se passe en fait à la base des syndicats. Cela pose le problème de la démocratisation du syndicat. C'est pourquoi nous exigeons qu'il soit mis fin au système qui octroie à la majorité d'un syndicat tous les mandats de ce syndicat pour voter au sein du Labour. Il faut de plus constater que Tony Benn, le dirigeant de l'aile gauche du Labour, collabore au tournant à droite. Il plaide maintenant pour l'unité autour de Foot, le président du parti, afin de gagner les prochaines élections. Nous disons que ce qui est nécessaire, ce n'est pas le soutien à Foot, qui mène la chasse aux sorcières contre la gauche dans le Labour, mais bien une stratégie pour chasser le gouvernement conservateur, ce qui implique une lutte contre l'aile droite dans le Labour. ■

Propos recueillis par F. SLEGGERS
« La Gauche », 8 octobre 1982.

A la veille du succès électoral du PSOE

Entretien avec Jaime Pastor, dirigeant de la Liga comunista revolucionaria section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol

EN annonçant, en août dernier, la dissolution des Cortès (Parlement) et la convocation d'élections générales pour le 28 octobre, le Premier ministre espagnol Calvo Sotelo faisait l'amère constatation suivante : « Dans une démocratie, il n'y a pas de place pour le vide politique. » (Le Monde, 29-30 août 1982). L'éditorialiste du journal le Monde commentait cette décision en affirmant qu'elle sanctionnait « l'impossibilité où se trouvait l'équipe au pouvoir d'assurer l'apparence même d'une vie parlementaire normale ».

En effet, la crise du parti au pouvoir, l'Union du centre démocratique (UCD) avait atteint son point culminant, tandis que, depuis le coup d'Etat militaire avorté du 23 février 1981, les militaires semblaient de plus en plus jouer les éminences grises de la « démocratie » parlementaire espagnole. La décrépitude de l'UCD, qui s'est illustrée par la défection du quart de ses effectifs parlementaires au cours de la législature, s'aggrave pendant l'été, à la suite de la victoire électorale du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Felipe Gonzales aux élections régionales d'Andalousie, et du départ de l'UCD, le 28 juillet, du courant regroupé derrière l'ancien Premier ministre Adolfo Suarez, qui devait créer le Centre démocratique et social (CDS).

Certes, la crise politique ainsi mise à nu ne date pas d'hier. C'est l'incapacité des formations bourgeoises à conduire efficacement le processus de Réforme institutionnelle pour amener l'Espagne franquiste à un régime de type parlementaire qui en est la toile de fond. La tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 sanctionnait déjà une première fois cet échec, par l'intervention directe d'un secteur de la hiérarchie militaire contre le processus de la Réforme.

Cette crise a amené les forces bourgeoises à se diviser sur la politique à mener par rapport aux problèmes fondamentaux de l'heure, la question des nationalités, des secteurs durs de l'armée, des réformes sociales et politiques, etc. Une recomposition des formations bourgeoises autour de l'Action populaire (AP) de l'ancien ministre du général Franco, Fraga Iribarne, à la suite d'une victoire électorale du PSOE le 28 octobre prochain, constitue l'une des orientations actuelles de la bourgeoisie. Si la victoire électorale du PSOE est à peu près assurée, la formule gouvernementale exacte qui s'ensuivra et, partant, l'attitude de certaines composantes bourgeoises, dépendront encore du score électoral réalisé par les socialistes. Ces derniers, à l'approche de leur participation gouvernemen-

tales, se font de plus en plus respectueux de ces « pouvoirs de fait » (institutions, Armée, patronat, Eglise) qui gouvernent l'Etat espagnol.

Le PSOE fonde en effet sa politique économique et sociale sur une réduction des coûts de production des capitalistes, dans le but de les inciter à créer les 800 000 emplois nouveaux promis pour les quatre années à venir. Pour cela, le programme du PSOE considère comme indispensable « la collaboration au sens du dialogue et la nécessaire entente entre les différents groupes et forces économiques et sociales qui opèrent à l'intérieur et hors de l'entreprise ». Il s'agit d'instaurer une véritable « planification concertée », c'est-à-dire d'institutionnaliser le principe du Pacte social car, « pour sortir de la crise, il est nécessaire d'avancer vers une économie concertée ». Cette politique n'est certes pas susceptible de répondre aux aspirations et à l'attente des électeurs qui vont porter le PSOE au gouvernement.

Quant au Parti communiste espagnol (PCE) de Santiago Carrillo, dont le programme n'offre guère de différences significatives avec celui du PSOE, il est surtout préoccupé par sa volonté d'éviter un trop important effondrement électoral et une marginalisation de la vie parlementaire. Si le PSOE se présente comme le garant du changement, avec un programme qui ne propose aucune réforme radicale, le PCE se présente, lui, comme le garant de l'application des promesses électorales du PSOE.

C'est dans ce contexte politique, alors que la découverte, le 2 octobre dernier, d'un nouveau complot militaire, l'Opération Cervantes, visant à « neutraliser les centres de pouvoir civils et militaires » et à « déclarer l'état de guerre et isoler la capitale » (le Monde, 13 octobre 1981) à la veille des élections, rappelle le maintien du danger putschiste, que nos camarades de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR), section espagnole de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, ont milité pour la constitution de candidatures unitaires aux prochaines élections sur la base d'une plate-forme comportant un nombre limité de points revendicatifs fondamentaux.

C'est sur le bilan de cette activité, et sur toute une série d'autres questions relatives aussi bien à la situation pré-électorale dans l'Etat espagnol qu'à l'après-28 octobre, que nous avons interrogé le camarade Jaime Pastor, dirigeant de la LCR. Nous publions ci-après cet entretien, recueilli par téléphone le 12 octobre dernier.

« INPRECOR » : — Peux-tu nous préciser les raisons qui ont amené le Premier ministre Calvo Sotelo à prononcer la dissolution des Cortès (Parlement espagnol) en août dernier, et à provoquer des élections anticipées le 28 octobre prochain ?

Jaime PASTOR : — La dissolution des Cortès par le gouvernement de Leopoldo Calvo Sotelo, en août dernier, était devenue inévitable en raison de la crise irréversible dans laquelle était entré le parti gouvernemental, l'Union du centre démocratique (UCD), à partir de deux faits fondamentaux : la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 d'une part (1), et la victoire écrasante du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) aux élections de

l'Assemblée d'Andalousie en mai dernier. Il en est résulté une crise, non seulement du gouvernement, mais du régime en tant que tel, dans la mesure où l'UCD n'était plus en mesure de concilier les institutions héritées du franquisme et la viabilité de mécanismes de type parlementaire. C'est ce qui a provoqué la crise de l'UCD et son fractionnement, avec une double hémorragie, vers l'Alliance populaire (AP) de Fraga Iribarne d'un côté et, de l'autre, vers la droite modérée conduite par l'ancien Premier ministre Adolfo Suarez, avec la formation à son initiative, début août, du Centre démocratique et social (CDS). L'UCD ne pouvait attendre davantage dans un tel climat de décomposition politique.

Pour Calvo Sotelo, il s'agissait donc de convoquer des élections anticipées dans le but de reconstruire la droite. Mais ce que l'on a pu observer depuis lors, c'est que les tentatives de reconstituer l'unité de la droite bourgeoise ont échoué. La droite bourgeoise reste divisée autour de trois partis. D'abord, l'Alliance populaire dirigée par le « caudillo » Fraga Iribarne, l'UCD présidée depuis le 13 juillet dernier par Landelino Lavilla, qui n'a même pas d'autorité au sein de ce qui reste de ce parti et, enfin, le Centre démocratique et social d'Adolfo Suarez. Certes, l'AP a le

1. Cf. le dossier consacré au coup d'Etat du 23 février 1981 par Inprecor numéro 97 du 16 mars 1981.

soutien du grand patronat, de la banque, des secteurs les moins durs de l'Armée et de l'Eglise, mais ce n'est pas un parti qui a quelque chance d'obtenir un score électoral s'approchant de celui du PSOE. Et dans le camp bourgeois, ni l'UCD ni le CDS ne font le poids pour forger une droite démocratique bourgeoise. Et l'on constate de plus que le gouvernement a été obligé de convoquer les élections générales, malgré le fait que la réunification des forces politiques bourgeoises n'ait pas fait de grand pas en avant. C'est cela qui crée les conditions favorables pour une éventuelle victoire du PSOE lors de ces élections.

— Quels sont les résultats électoraux les plus couramment envisagés, et les formules gouvernementales qui risquent de se concrétiser après la victoire du PSOE ?

— L'hypothèse qui semble aujourd'hui la plus probable est celle d'un gouvernement du PSOE avec l'inclusion de personnalités indépendantes. D'ores et déjà, l'Action démocratique (AD) dirigée par Fernandez Ordonez, et qui est issue de la crise de l'UCD, est intégrée à la liste du PSOE. En revanche, il ne semble pas que Adolfo Suarez souhaite participer au gouvernement. Il envisagerait plutôt une sorte de contrat de législature avec le PSOE, tout en restant en dehors du gouvernement pour ne pas laisser un espace trop large pour la droite qui va se regrouper autour de l'AP et de l'UCD.

Mais tout cela dépend évidemment du résultat électoral définitif. Le PSOE, qui ne désespère pas maintenant d'obtenir la majorité absolue, fait une campagne effrénée en faveur du « vote utile », afin de marginaliser le PC. Pour le moment, les sondages donnent au moins 48 % des voix au PSOE (ses propres sondages sont allés jusqu'à 58 %). L'AP progresse, sans atteindre les 20 %. L'UCD et le CDS semblent plafonner au-dessous des 10 % : c'est spectaculaire pour un parti comme l'UCD, qui est encore aujourd'hui au pouvoir. Enfin, le PC est très préoccupé des prévisions qui lui accordent à peine 5 à 6 %. S'il passait au-dessous de la barre des 5 %, il perdrait sa représentation parlementaire.

— Comment cette victoire électorale du PSOE va-t-elle agir sur la crise politique dont tu as parlé plus haut ?

— La victoire du PSOE va, tout au contraire, augmenter encore l'instabilité du régime. Le compromis entre l'appareil d'Etat hérité du franquisme et les institutions parlementaires avec le PSOE comme parti majoritaire en leur sein, ne débouchera pas sur une situation stable. Mais la victoire électorale du PSOE va obliger la bourgeoisie à accélérer le processus de regroupement politique autour de l'Action populaire. Après les élections, l'AP pourrait donc pousser l'UCD à créer une coalition d'opposition contre les partis au gouvernement. L'aile de la bourgeoisie qui soutient cette perspective sera peut-être majoritaire au sein de la grande bour-

geoise pour appuyer ce projet d'une « grande droite ».

Mais d'un autre côté, au sein du camp bourgeois, il y aura la droite nationaliste, les partis bourgeois du Pays basque, de Catalogne et le parti d'Adolfo Suarez (le CDS), qui vont adopter une autre attitude face au PSOE, intermédiaire entre l'affrontement direct et la collaboration avec le gouvernement qui sortira des élections du 28 octobre. La division des formations bourgeoises va donc continuer après la victoire électorale du PSOE,

La LCR en campagne électorale

La *Liga comunista revolucionaria*, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, sera présente dans 48 des 52 circonscriptions électorales de l'Etat espagnol, c'est-à-dire dans la presque totalité, excepté Albacete, Cuenta et les territoires marocains de Ceuta et Melilla.

La LCR est partie prenante des coalitions électorales suivantes : *Front Comunista de Catalunya* (Front communiste de Catalogne) ; *Esquerda Revolucionaria* (Gauche révolutionnaire de Galice) ; *Izquierda Comunista* (Gauche communiste en Aragon) ; *Esquerda Unida del País Valencià* (Gauche unie du pays valencien) et *Frente de Izquierda Comunista* (Front de la gauche communiste) à Madrid.

Avec la participation de la LCR dans des regroupements électoraux de Rioja et des Asturies sous le sigle de *Bloque de la Izquierda Asturiana* (Bloc de la gauche asturienne), et à Cacérès sous la dénomination de *Bloque Popular de Extremadura* (Bloc populaire de l'Estrémadure), c'est dans 18 « provinces » que nos camarades participent à des candidatures unitaires.

Dans 30 autres circonscriptions, ils se présentent seuls. C'est le cas de la *Liga Komunista Iraultzailea* (LKI, section de la LCR en Euskadi) dans les quatre circonscriptions d'Euskadi, et de la LCR dans les circonscriptions d'Andalousie, des îles Canaries, de la région de Murcie, en Castille-Leon, etc. Dans ces 30 districts, la LCR a présenté des candidats à la fois aux élections au Congrès (Parlement) et au Sénat. Mais toutefois, dans certains cas, après la campagne électorale, ces camarades se désisteront en faveur des listes d'organisations nationalistes radicales, comme *Herri Batasuna* en Euskadi, par exemple.

Selon la loi électorale, nos camarades ont droit à une demi-heure d'émission à la Télévision nationale, à 45 minutes sur les ondes de la Radio nationale, et à des temps d'antenne correspondants sur les télévisions « régionales » et les radios locales. La LCR a exigé d'être représentée dans les organismes électoraux, comme la Junte électorale centrale et le Comité de la radio-télévision. ■

même s'il y a beaucoup plus de chances pour que la polarisation autour de la force bourgeoise la plus droitière, l'AP, soit la plus puissante.

— Le 2 octobre a été annoncée la découverte d'un complot militaire visant à empêcher le déroulement des élections. Etait-ce un coup de bluff ou une réaction réelle de certains secteurs de l'Armée ? Généralement, comment les militaires réagissent-ils à cette perspective de victoire électorale du PSOE ?

— Les secteurs franquistes de l'appareil d'Etat doutent beaucoup de la capacité de la droite bourgeoise à empêcher que, tôt ou tard, le PSOE n'entreprenne certaines réformes de l'appareil d'Etat et ne s'attaque ainsi à leurs privilèges. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, la tentative de coup d'Etat qui a été découverte le 2 octobre n'est pas un bluff. Ce n'est certes pas une initiative de la majorité de la hiérarchie militaire. Mais c'est une action du secteur le plus dur de l'armée, qui ne veut pas tenter l'expérience de collaboration du PSOE avec le régime, et ne veut même pas donner une chance aux partis bourgeois de forcer le PSOE à mettre en pratique une politique de droite. D'ailleurs, dès le premier jour, le PSOE a dénoncé cette tentative de coup d'Etat comme un bluff des forces bourgeoises à la veille des élections. Mais il n'a pas pu maintenir longtemps cette argumentation. Il est maintenant clair que les secteurs les plus durs de l'Armée voulaient réaliser un coup d'Etat. Ils vont continuer à utiliser cette menace après les élections.

Mais le plus dangereux, c'est encore qu'avec l'alibi de la présence de ces secteurs ultra-réactionnaires dans l'Armée, une majorité de la hiérarchie militaire envisage pour après les élections une sorte de coup d'Etat institutionnel, un coup d'Etat semi-constitutionnel comme on l'appelle ici, avec l'établissement d'une junte civilo-militaire, ou quelque chose comme cela. Après une première période de gouvernement du PSOE où celui-ci aura subi la pression de la bourgeoisie pour appliquer une politique de droite, si l'AP peut apparaître comme une alternative de rechange, notamment après les élections municipales qui pourraient avoir lieu en février 1983, ce secteur bourgeois pourrait, sans s'attaquer frontalement aux institutions parlementaires, et avec le soutien du roi Juan Carlos, provoquer la mise en place d'une nouvelle formule de gouvernement, que l'on appelle ici « gouvernement de gestion » des partis de droite et des militaires. S'appuyant sur le rôle bonapartiste du roi, ce coup d'Etat institutionnel viserait à dénaturer le résultat des élections du 28 octobre, tout en évitant un affrontement central avec les institutions parlementaires. Si la majorité de la hiérarchie militaire joue surtout cette carte, elle doit néanmoins tenir compte d'une grande difficulté pour la réalisation de ce projet : le manque de base sociale pour une tentative de ce genre, même si elle bénéficie du soutien du roi et de la Constitution ...

— Quel type de campagne électorale mènent les partis bourgeois ?

— La campagne de toutes les forces bourgeoises est marquée par le fait qu'elles pensent que les résultats électoraux seront favorables au PSOE. C'est donc plutôt une campagne pour l'après-élection, pour le 29 octobre. Bien sûr, Fraga Iribarne et les dirigeants bourgeois disent parfois qu'ils peuvent remporter les élections, mais personne n'y croit vraiment. Une droite divisée qui n'a pas confiance dans sa capacité à gagner les élections, voilà ce qui conditionne peu ou prou la campagne électorale des partis bourgeois.

L'Action populaire, par exemple, a pour mot d'ordre principal la formule : « C'est l'heure des solutions ! », qu'elle propose face à « l'insécurité des villes », au « terrorisme » ou au « danger de division de l'Espagne », etc. L'AP s'appuie sur quelques valeurs traditionnelles, comme la valeur de la famille, le refus absolu du droit à l'avortement et même à sa dépenalisation, la défense de l'enseignement privé, tout en les combinant avec des promesses populistes du genre réduction des impôts ou protection économique des femmes au foyer... Cependant, l'orientation économique de l'AP est la défense ouverte des options néo-libérales de Milton Friedman (2). Certes, Fraga Iribarne ne parle pas de Pinochet, mais il se revendique de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. C'est donc une campagne électorale très droitière, avec un aspect populiste, qui rencontre un certain écho dans quelques couches de la petite bourgeoisie traditionnelle. Il y a pourtant un aspect de l'orientation politique de l'AP qui est très utilisé contre elle, même par les partis bourgeois rivaux, c'est qu'elle apparaît comme un parti conciliateur à l'égard des secteurs putschistes de l'Armée. Ainsi, lors de la dernière tentative de coup d'Etat, Fraga Iribarne déclarait qu'il fallait comprendre les raisons des « golpistes », du fait du risque de division de l'Etat espagnol.

De son côté, l'UCD mène une campagne électorale très défensive, avec une énorme confusion programmatique, car elle ne parvient pas à trouver un espace électoral entre la droite de Fraga Iribarne et l'orientation libérale-démocratique du CDS d'Adolfo Suarez. La différence fondamentale avec la politique de l'AP, c'est que l'UCD combine des thèmes du type de la défense de la liberté de l'enseignement, du refus de la dépenalisation de l'avortement, avec l'affirmation de la défense des institutions démocratiques et parlementaires.

Quant au CDS d'Adolfo Suarez, il développe la perspective de réformes sociales progressistes sur le terrain économique, en soutien aux secteurs les plus modernes de l'industrie. Certes, ces réformes proposées ne vont pas très loin, mais cela suffit à distinguer le CDS des autres formations bourgeoises. Ainsi, lors de la récente tentative de putsch militaire, Adolfo Suarez a réagi plus vivement que les dirigeants du PSOE eux-mêmes, affirmant qu'il fallait écarter de l'Armée tous

les militaires compromis dans cette action, que l'Armée devait rester dans ses casernes.

— Par rapport au problème des nationalités, comment se définissent les différentes forces bourgeoises ?

— C'est là justement une autre différence entre les formations bourgeoises. Alors que l'AP et l'UCD apparaissent comme les deux partis de la bourgeoisie centraliste, le CDS apparaît comme un parti qui est prêt à faire davantage de compromis avec les partis nationalistes bourgeois, surtout en Catalogne, mais aussi au Pays basque. Par exemple, le CDS n'est pas d'accord avec la LOAPA (Loi organique d'harmonisation du processus des autonomies) (3). Il est favorable à une re-



négociation, avec les partis bourgeois, d'une nouvelle loi sur les nationalités. Sans doute, le CDS serait-il prêt à des concessions sur des questions comme le retrait des forces de police du Pays basque, sur l'extension des responsabilités des gouvernements autonomes dans le domaine de l'enseignement ou des moyens de communication, mais il ne se mouille pas beaucoup sur des propositions concrètes.

— Que va représenter, pour les ouvriers, le vote en faveur du PSOE et sa victoire électorale ?

— Pour les travailleurs et pour toute une série de couches de la population qui s'approprient à voter pour ses candidats, le PSOE représente un espoir de changement. Mais en même temps, alors que son mot d'ordre central dans cette campagne est tout simplement : « Pour le changement ! », son programme actuel semble de plus en plus réduit, au fur et à mesure que l'on approche du 28 octobre. La politique du PSOE est de parvenir à la victoire électorale, si possible avec une majorité absolue aux Cortès, tout en conservant une volonté de concertation avec les « pouvoirs de fait », c'est-à-dire les forces patronales, l'Eglise, les institutions et l'Armée, même si cela n'est pas exprimé ouvertement dans ce dernier cas.

Dans le cadre de la campagne électorale, le processus de changement se concrétise donc surtout sur la question du lien avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Avec la proposition d'un référendum sur cette question, même s'il n'en précise pas la date, le PSOE maintient sa volonté de geler l'intégration de l'Espagne dans les organes militaires de l'Alliance atlantique. Sur toutes les autres promesses, on voit le PSOE réduire de plus en plus la portée du changement dont il se réclame. Par exemple, en ce qui concerne le chômage, le PSOE a promis la création de 800 000 emplois nouveaux dans les quatre prochaines années de gouvernement. Mais cela signifie seulement une réduction du chômage de 16 % à 12 % de la population active, c'est-à-dire le maintien du chômage à un haut niveau encore pendant quatre ans. Si le PSOE promet une augmentation de la durée de l'assurance-chômage jusqu'à deux ans, il se refuse toujours à son élargissement à tous les chômeurs. La réduction de la semaine de travail à 40 heures est mise en balance avec une augmentation de la productivité. Le PSOE accepte aussi l'argument essentiel qui a présidé à la signature, dans cette dernière période, de divers pactes sociaux, à savoir la proposition d'augmentations de salaires en fonction de l'inflation prévue pour l'année à venir, et non pas sur la base de celle de l'année écoulée. Sur la question de la terre, qui est un problème crucial en Andalousie et en Estrémadure, le PSOE se contente d'envisager une garantie de revenus minimum pour les petits paysans et des lois très timides sur la répartition des terres, mais tout en respectant le pouvoir des gros propriétaires fonciers. La seule nationalisation envisagée par le PSOE est celle du réseau électrique à haute tension.

Dans le domaine des libertés démocratiques, le PSOE prévoit le maintien de lois qui ont été approuvées après le 23 février, comme la Loi de défense de la Constitution, qui peut en fait être utilisée contre des journaux ou des organisations ouvrières. Sous l'accusation d'apologie du terrorisme peuvent en effet être poursuivis tous ceux qui dénoncent la répression étatique et son rôle contre les revendications des nationalités de l'Etat espagnol.

Un des maillons faibles, justement, de la politique du PSOE, est cette question des nationalités. Non seulement ce parti ne s'oppose pas à la LOAPA, mais il

2. Milton Friedman, économiste américain, prix Nobel d'économie, est le chef de file de l'école dite monétariste, qui donne la priorité absolue à la lutte contre la hausse des prix. Face à la crise de l'économie capitaliste, cette option vise à rétablir le taux de profit de la bourgeoisie par une attaque brutale contre le pouvoir d'achat des travailleurs, grâce en particulier à une augmentation massive du chômage.

3. La Loi organique d'harmonisation du processus des autonomies (LOAPA) est une disposition adoptée sous le gouvernement de Calvo Sotelo. Sous prétexte d'harmonisation des différents statuts d'autonomie des nationalités de l'Etat espagnol, la LOAPA réduit encore le pouvoir des institutions locales. Le PSOE a soutenu l'adoption de cette loi, tout comme l'UCD. Cette disposition a accru les contradictions entre la bourgeoisie centraliste et les formations bourgeoises des nationalités.

se refuse à tenir compte des revendications les plus urgentes soutenues par les secteurs nationalistes radicaux, du Pays basque par exemple. Ainsi en est-il de la question de la centrale nucléaire de Lemoniz, située à 15 km de Bilbao, et qui est un véritable scandale du point de vue de la sécurité de la population locale. Le PSOE, qui se déclare pourtant favorable à l'arrêt du fonctionnement des centrales nucléaires qui n'offrent pas de garanties suffisantes de sécurité, est prêt à faire fonctionner celle de Lemoniz, car il s'agit là en fait, pour lui, d'une affaire en rapport avec les nationalistes radicaux basques et l'ETA-militaire, qui s'opposent à la construction de cette centrale. Mais on peut penser que le PSOE, une fois au gouvernement, sera contraint à certaines concessions sur ce terrain pour sauver la face, car c'est une question très populaire au Pays basque. Le PSOE se refuse aussi à céder sur la libération des prisonniers basques de l'ETA-militaire qui restent en détention, et sur le retrait des forces de police du Pays basque, car il sait que l'Armée est intransigeante sur ces questions. La dépénalisation de l'avortement n'est envisagée que dans les cas extrêmes de viol ou de malformation du fœtus, mais ce thème n'apparaît guère dans sa campagne électorale. Le PSOE a déjà reculé à propos d'un des projets tendant à abolir une loi qui maintient les privilèges de l'enseignement privé sur le plan des subventions et du rôle de l'Eglise. Le PSOE n'entendait pourtant pas supprimer ces subventions mais les contrôler, pour favoriser le développement du secteur de l'enseignement public. La droite a haussé le ton et le PSOE a reculé sur cette proposition. Mais c'est un thème sur lequel il sera soumis à d'importantes pressions populaires, une fois au gouvernement. Enfin, dans son programme électoral, le PSOE ne propose aucune mesure concrète d'épuration des forces armées, même s'il dénonce le « golpisme ».

Plus qu'un parti pouvant faire de grandes réformes radicales, le PSOE apparaît donc, pour les travailleurs et les couches qui s'apprentent à voter pour lui, comme un espoir de changement, mais surtout comme un instrument de défense des travailleurs face au danger de coup d'Etat et face à une droite qui tend à se concentrer derrière l'AP de Fraga Iribarne. Cela ne veut pas dire que les vagues promesses actuelles se situent au niveau de ce que les électeurs du PSOE en attendent. Car ces derniers désirent que la défense des libertés démocratiques, la lutte contre le chômage et contre l'entrée dans l'OTAN s'allient à une politique qui s'oppose réellement à la droite et au « golpisme ».

— Et le Parti communiste (PCE), comment se comporte-t-il dans la présente campagne électorale ?

— Plus que jamais, le PCE semble courir un risque de décomposition après ces élections. En effet, d'après la loi électorale et le règlement des Cortès, si le PC n'obtient pas 15 députés au Parlement, il

ne pourra pas constituer un groupe parlementaire propre. Ce risque de mise à l'écart de la représentation parlementaire explique la campagne assez militante de la base du PCE pour ces élections. Mais le problème du PCE, c'est qu'il veut obtenir des députés avec une politique qui ne se différencie pas suffisamment de celle du PSOE, à quelques points de différenciation près. Par exemple, le PCE est contre la LOAPA, pour la sortie rapide de l'OTAN, et il a fixé à 6 mois le délai pour la convocation d'un référendum sur cette question ; il est pour le démantèlement des bases américaines, et se montre un peu plus audacieux que le PSOE sur la question de l'avortement. Mais ces démarcations par rapport aux propositions du PSOE sont bien limitées. Et ce d'autant plus que la voie proposée par le PCE pour appliquer ces propositions cadre to-



talement avec la politique de concertation prônée par le PSOE. En effet, en même temps qu'il critique celui-ci comme étant une formation social-démocrate droitière, le PCE avance une politique de front démocratique avec l'UCD, avec le parti de Suarez et avec le PSOE. Il reproche essentiellement au PSOE de ne pas tenir suffisamment compte de lui dans sa politique d'alliances.

Les difficultés électorales du PCE vont aussi s'accroître avec la crise actuelle que connaît le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), dénomination du PCE en Catalogne. Certes, celui-ci ne subira peut-être pas une débâcle électorale identique à celle du PCE, mais il n'aura sûrement pas autant de parlementaires qu'auparavant.

— Quelle est l'attitude des deux centrales syndicales, l'Union générale des travailleurs (UGT), et les Commissions ouvrières (CCOO) par rapport au problème de la consigne de vote ?

— En ce qui concerne l'UGT, elle appelle à voter pour le PSOE, même si elle affirme qu'elle ne donnera pas un chèque en blanc au gouvernement socialiste et qu'elle maintiendra une politique syndicale indépendante. Il y a d'ailleurs quelques différences entre le programme électoral du PSOE et celui de l'UGT. Par exemple, il y a plusieurs fédérations syndicales de

l'UGT qui se sont prononcées pour la nationalisation de leur branche, comme l'a fait lors de son congrès la Fédération des banques.

Avec la tentative de Marcelino Camacho, dirigeant des Commissions ouvrières, de maintenir une certaine autonomie par rapport au PCE pour ne pas subir toutes les conséquences de sa crise, les Commissions ouvrières (CCOO), tout en restant très liées au PCE, n'appellent pourtant pas ouvertement à voter pour ses seuls candidats. Les CCOO ont appelé à voter pour les partis qui soutiennent leur programme. Ce programme reste pourtant assez timide, même s'il veut se démarquer de celui de l'UGT sur certains thèmes, comme par exemple la durée du temps de travail, en se prononçant pour les 35 heures le plus tôt possible.

— De votre côté, sur quels axes menez-vous votre campagne électorale ?

— Notre mot d'ordre central est double : « *Que no nos rebajen el cambio, ven con la izquierda que lucha !* » (« Pour qu'ils ne nous rognent pas le changement, viens avec la gauche qui lutte ! ») C'est autour de ce mot d'ordre que nous développons cinq thèmes de campagne.

D'abord, la lutte contre le « golpisme ». En disant que cette lutte exige des mesures d'épuration radicales de l'appareil d'Etat.

Contre la LOAPA, nous disons : « *A bas la LOAPA, autodétermination pour les nationalités de l'Etat espagnol !* »

Face au chômage, nous disons que s'il y a deux millions de chômeurs, l'objectif doit être de créer deux millions de postes de travail, par des mesures immédiates d'investissements et en instaurant l'assurance-chômage pour toutes et tous. Et, puisqu'il faut de l'argent, il faut le prendre là où il est, en nationalisant les banques.

Nous réclamons le retrait immédiat de l'OTAN et la convocation d'un référendum sur ce thème, le démantèlement des bases américaines en Espagne, le refus des armes nucléaires. En tant qu'organisation, nous n'avons pas fixé de délai pour le référendum sur l'OTAN. Mais dans le cadre de la coalition électorale de Madrid, par exemple, nous soutenons la position du PCE qui propose un référendum dans les six mois après l'installation du nouveau gouvernement.

Nous réclamons, ce qui est très important, la légalisation du droit à l'avortement, la gratuité de cet acte médical et son remboursement par la sécurité sociale.

Nous n'avons donc pas développé tout un programme général pour ces élections. Nous avons préféré mettre l'accent principalement sur ces cinq axes, pour essayer de parvenir à des alliances électorales avec des forces de la gauche radicale et révolutionnaire.

— Justement, quelles concrétisations ont eu vos démarches unitaires pour la présentation de listes de coalition sur les axes que tu as définis ?

— Le bilan de notre politique d'alliances électorales est très inégal. Nous sommes arrivés à formaliser des alliances électorales avec le Mouvement communiste d'Espagne (MCE) en quatre endroits : en Catalogne, à Madrid, en Aragon et en Galice. Dans ces quatre régions, nous présentons donc des candidatures communes sur la base d'une liste des deux partis. En plus, à Madrid, il y a aussi un secteur qui vient de l'ancien Parti des travailleurs (PT) maoïste, qui participe à la liste unitaire.

Dans d'autres régions, il y a des coalitions électorales qui ne sont pas des coalitions de partis mais dans lesquelles le MCE et la LCR sont présents. Ce sont des coalitions de fronts politiques dont certaines existaient déjà avant les élections, ou qui se sont créées maintenant avec des secteurs indépendants. Dans le Pays valencien, il y a par exemple une coalition qui s'appelle Gauche unie du Pays valencien, à laquelle participent des secteurs nationalistes radicaux, et qui se structure autour de collectifs de base. Cette coalition fait campagne sur des axes similaires aux nôtres, tout en mettant beaucoup plus l'accent sur la question nationale. Il y a ensuite les Asturies, où s'est constitué un front électoral auquel participent le MCE et la LCR, mais qui comprend aussi un courant de dirigeants ouvriers issus des Commissions ouvrières, plus connu sous le nom de courant de gauche des Commissions ouvrières, et qui en a été expulsé mais continue à lutter pour sa réintégration. Cette coalition s'appelle le Bloc de gauche des Asturies.



En dehors de ces exemples qui montrent qu'il est effectivement possible de développer une politique d'alliances électorales, la LCR se présente séparément dans les endroits où de tels accords n'ont pas pu intervenir, même avec le MCE. C'est le cas au Pays basque ou en Andalousie. Au Pays basque, les camarades de la Liga Komunista Iraultzailea (LKI), section de la LCR en Euskadi, présentent des candidats et mènent une campagne électorale, mais vont se désister avant le vote, au profit de l'organisation nationaliste radicale Herri Batasuna. Pour nos camarades basques, puisque l'on n'est pas parvenu à une candidature unitaire de la gauche radicale et révolutionnaire et qu'il y a la candidature de Herri Batasuna, organisation qui a

déjà montré lors d'élections antérieures ou lors des luttes qu'elle est la force principale des courants qui résistent au régime actuel et à l'oppression nationale au Pays basque, il s'agit de concentrer, du point de vue électoral, les voix sur cette candidature. Ce « vote utile » n'est pas un soutien inconditionnel, comme nous allons d'ailleurs le montrer dans notre campagne.

En effet, nous maintenons trois types de divergences avec Herri Batasuna. Tout d'abord, la sous-estimation qu'ils font de l'utilité d'avoir une présence dans les institutions parlementaires. Alors qu'elle profite des campagnes électorales pour populariser son programme, Herri Batasuna ne veut pas utiliser ses élus pour assister et participer aux débats parlementaires. Cette critique que nous adressons à Herri Batasuna ne tombe pas dans le vide, dans la mesure où cette question a déjà créé des tensions au sein de cette organisation lors de débats internes. Deuxième point de divergence, la relation que cette coalition maintient avec l'ETA. Et cela non pas parce que nous sommes par principe opposés à la lutte armée, mais parce que nous estimons que la politique de mobilisation de masse ne peut être subordonnée à l'activité armée minoritaire de l'ETA. Activité dont nous considérons qu'elle n'est pas, en règle générale, adaptée à la situation et aux rapports de forces actuels. Enfin, nous critiquons l'attitude sectaire de Herri Batasuna face aux autres courants du mouvement ouvrier, et le fait qu'elle ne veut développer aucun type d'unité avec les CCOO, l'UGT, le PSOE ou le PCE. Ces critiques très importantes ne peuvent toutefois pas dissimuler le fait que Herri Batasuna a été la principale force de résistance au régime de la réforme, et à la contre-réforme après le 23 février 1981 (4).

Pour résumer notre consigne de vote, nous pouvons dire que là où nous n'avons pas formalisé de candidatures communes, nous allons appeler à voter soit pour des formations nationalistes radicales comme Herri Batasuna en Euskadi, le Bloc national populaire en Galice, et l'Union des peuples des Canaries dans les îles Canaries, soit, dans le reste de l'Etat espagnol, pour les candidats ouvriers de la gauche réformatrice contre la droite. C'est une orientation qui tient compte de notre objectif de renforcer la gauche radicale et nos relations fraternelles avec les différentes forces de ce courant. Mais là où il n'y a pas de candidature significative de la gauche radicale, nous appelons à voter pour les partis de la gauche réformatrice contre la droite.

— Avez-vous eu des pourparlers et des discussions en vue de listes communes avec des secteurs issus du PCE ?

— Dans le cas de Madrid, il y a effectivement eu une chance très grande pour que tout un courant de gauche du PCE parvienne à un accord avec nous pour se présenter ensemble aux élections. Lors de la dissolution des Cortès, fin août, il y a eu tout un processus de débat avec ce

courant dissident de gauche à Madrid, dirigé par des responsables syndicaux, de fait la majorité de la direction syndicale des CCOO de la province. Nous étions presque parvenus à un accord autour de nos axes de campagne signalés plus haut. Mais, au moment de la signature de cet accord, une fraction pro-soviétique qui parasite ce courant s'est manifestée contre cet accord, et son influence l'a emporté. Ce qui est néanmoins positif, c'est que ce courant dissident a refusé de constituer une liste électorale avec les pro-soviétiques. Il y a en effet une candidature pro-soviétique qui s'appelle candidature d'unité communiste ; elle provient de groupes issus du PCE voilà plusieurs années. Si nous étions parvenus à un accord avec le courant dissident de gauche du PCE à Madrid, il est clair que cet accord aurait pu être élargi à d'autres provinces du pays. Toutefois, les ponts avec ce courant n'ont pas été rompus. Par exemple sur la Palestine, nous avons fait une campagne ensemble, et dans le domaine syndical, nous allons continuer à travailler ensemble ...

— L'unité d'action que vous développez avec le MCE ouvre-t-elle de nouvelles possibilités au niveau politique et organisationnel, dans la perspective de construction d'un parti révolutionnaire ?

— Nous pensons que ces accords électoraux avec le MCE constituent un pas en avant dans l'unité entre les deux partis. Mais pour voir le prochain pas en avant, nous attendons le résultat de cette campagne commune, et surtout leur attitude face à un gouvernement du PSOE. Nous pensons qu'il peut en effet y avoir des différences politiques entre les deux partis sur cette question, même si nous estimons qu'il y a aussi des points de rapprochement. Nous pensons que le risque que court le MCE, c'est de ne pas vouloir tenir compte des illusions, même limitées, que toute une partie des électeurs de gauche aura vis-à-vis de ce gouvernement. Cela pourrait provoquer des différences dans la tactique de nos deux partis. Mais il y a maintenant une volonté commune de travailler ensemble et de ne pas traiter les divergences politiques comme des divergences inconciliables. Mais on ne peut pas faire de pronostics dans la mesure où les résultats du 28 octobre vont ouvrir une période nouvelle pour toute la gauche révolutionnaire. ■

Propos recueillis par Vincent KERMELE
Paris, le 12 octobre 1982.

4 On appelle régime de la « réforme politique » le processus de transition en douceur vers une forme de démocratie parlementaire dirigée, après la chute du franquisme, par Adolfo Suarez alors Premier ministre, dans la limite des institutions monarchiques héritées du franquisme. La « contre-réforme » fut initiée par le coup d'Etat militaire du 23 février 1981. Elle a constitué une période pendant laquelle la pression, directe ou indirecte, des forces armées a conduit à bloquer, et même à inverser le processus d'ouverture, avec l'adoption de lois antiterroristes et de lois contre l'autonomie des nationalités.

La guerre du Liban: un tournant dans la situation au Moyen Orient

Résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, du 10 octobre 1982

I. L'agression sioniste et la solitude des Palestiniens

1) L'invasion israélienne du Liban, le siège et le bombardement de Beyrouth, les horribles massacres des camps palestiniens de Sabra et de Chatila s'inscrivent dans le cadre d'une entreprise visant à briser la résistance palestinienne en tant que force politico-militaire autonome, à consolider l'Etat sioniste comme gendarme de la région, à stabiliser les régimes arabes pro-impérialistes ébranlés par l'onde de choc de la révolution iranienne.

L'agression sioniste fait partie de la contre-offensive impérialiste menée à l'échelle internationale. Elle a été déclenchée avec la complicité et le soutien des Etats-Unis. Elle a tiré parti de la passivité de la bureaucratie soviétique enlisée dans ses propres difficultés économiques et politiques, et de l'impuissance des organismes « non alignés ». Pendant les deux mois du siège de Beyrouth, la Ligue arabe n'a pas pris la moindre initiative, le sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a dû être ajourné faute de quorum, et la conférence de Bagdad des pays non alignés a dû être reportée en raison de la guerre irano-irakienne.

L'opération commencée par l'entrée des blindés israéliens s'est poursuivie avec l'arrivée au pouvoir des phalangistes au Liban, avec la présentation du « plan de paix » de Ronald Reagan, avec les résultats du sommet arabe de Fès : l'impérialisme, le sionisme et les régimes arabes conjuguent leurs efforts pour façonner une nouvelle « paix américaine » dans la région.

2) Une fois encore, l'Etat sioniste a été le fer de lance de la contre-révolution au Moyen-Orient. Depuis des mois, le gouvernement de Menahem Begin souhaitait et préparait ouvertement cette guerre. L'opération « Litani » de 1978 au Liban apparaît aujourd'hui comme une répétition générale de l'agression de juin 1982.

La signature avec l'Egypte des accords de Camp David laissait au régime de Begin les mains libres pour développer sa politique d'annexion des territoires occupés, se tourner contre les bastions de la résistance palestinienne, et imposer par les armes un second Camp David avec le Liban, la Jordanie et la Syrie.

Les buts de l'offensive militaire étaient clairement énoncés par les dirigeants sionistes :

— briser la colonne vertébrale de la résistance palestinienne, faciliter l'annexion des territoires occupés et empêcher la jonction entre la montée des mobilisations en Cisjordanie et à Gaza et la résistance ;

— installer au Liban un Etat fort et allié d'Israël, imposer le retrait des troupes syriennes, refouler les réfugiés palestiniens hors du Liban ;

— infliger un camouflet à l'armée syrienne et affaiblir ainsi le dernier allié soviétique dans la région.

Menahem Begin et Ariel Sharon entendaient, en même temps, administrer ainsi la preuve du rôle irremplaçable d'Israël comme allié privilégié de l'impérialisme américain dans la région : un allié capable, sous prétexte de « légitime défense », d'agir militairement alors que l'impérialisme américain, mobilisé sur plusieurs fronts, notamment en Amérique centrale, a du mal à multiplier les interventions directes. C'est dans ce contexte que se situent les déclarations fracassantes d'Ariel Sharon selon lesquelles la zone d'intérêt militaire d'Israël s'étendrait à l'avenir du Soudan au Pakistan et à la Turquie ...

Les dirigeants sionistes entendaient aussi relancer en Israël même une Unité nationale de plus en plus érodée et menacée par les effets de la crise économique, une inflation galopante, et le fardeau des dépenses militaires.

3) La résistance palestinienne et le mouvement progressiste libanais ont opposé au déferlement de blindés et au déluge de bombes une résistance admirable. Les soixante-dix-neuf jours du siège de Beyrouth représentent pour la machine de guerre sioniste un défi qu'aucun régime arabe en place n'a jamais été capable de lui lancer.

En empêchant une victoire éclair de l'armée sioniste, la défense acharnée de Beyrouth a permis de modifier les rapports de forces, d'isoler diplomatiquement Israël, d'alimenter les contradictions entre les dirigeants sionistes, d'affirmer la légitimité des revendications nationales palestiniennes.

Begin et Sharon hésitaient devant le coût militaire et politique qu'aurait signifié un assaut de Beyrouth. Les répercus-

sions, en Israël et dans le monde entier, des massacres de Sabra et de Chatila donnent une idée des effets qu'aurait eu l'écrasement par la force du « ghetto » de Beyrouth.

La résistance palestinienne n'a pas été physiquement écrasée, mais vaincue, trahie et abandonnée par les régimes arabes et la bureaucratie soviétique. La direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) porte également sa part de responsabilité dans la défaite. Nul ne peut contester à cette direction, abandonnée et assiégée, le droit de négocier. Mais en engageant, dès le début du siège, des négociations secrètes avec un « médiateur » représentant l'impérialisme, sur les conditions d'une reddition « honorable », visant en fait à obtenir sa reconnaissance diplomatique par les Etats-Unis en échange du retrait de ses combattants, elle contribuait à désorienter et à démobiliser la résistance.

Ce choix s'inscrit dans une longue trajectoire politique.

4) La Ligue arabe a attendu pour se réunir, les 26 et 27 juin à Tunis, trois semaines après l'invasion du Liban. Cette réunion a rejeté en bloc les quatorze requêtes adressées par Yasser Arafat au nom de l'OLP : aide à la lutte armée, condamnation radicale des Etats-Unis, rappel des ambassadeurs, gel des contrats avec les Etats-Unis et retrait des fonds placés dans les banques américaines, etc.

Les régimes arabes se sont montrés plus préoccupés par l'offensive iranienne contre l'Irak que par l'invasion du Liban. L'Arabie Saoudite et les Emirats ont ouvert à l'Irak un crédit de 23 milliards de dollars. Le Koweït s'est offert comme base arrière à son armée. La Jordanie, le Yémen du Nord et le Soudan ont envoyé des volontaires, et l'Egypte a livré des armes soviétiques prélevées sur son stock. Il est vrai qu'Israël s'est empressé de rendre à l'Iran une bonne partie des armes et des munitions saisies dans les camps palestiniens.

De son côté, la Syrie s'est hâtée de conclure un cessez-le-feu unilatéral avec Israël dans la plaine de la Bekaa, laissant l'armée sioniste concentrer ses efforts sur Beyrouth. Elle a ensuite âprement marchandé l'accueil d'un contingent palestinien évacué de Beyrouth en échange d'un accroissement de l'aide financière saoudienne.

Tout s'est passé, a pu dire un haut fonctionnaire américain, « comme si

l'OLP avait été condamnée à mort par l'ensemble du monde arabe ».

Il est vrai que cette nouvelle trahison sans fard des bourgeoisies arabes envers le peuple palestinien s'inscrit dans une tradition déjà longue, qui va des accords Fayçal-Weizman (3 janvier 1919), ouvrant la Palestine à l'établissement du foyer national juif, aux accords de Camp David, en passant par les accords Abdallah-Ben Gourion de partition de la Palestine, par les massacres des Palestiniens commis par le roi Hussein en 1970-1971 en Jordanie, par les nouveaux massacres de 1976 au Liban, exécutés par les phalanges chrétiennes avec la bénédiction de la Syrie.

5) De son côté, la bureaucratie soviétique n'est pas allée au-delà de protestations formelles, sous prétexte qu'elle n'avait pas « à se montrer plus arabe que les Arabes » !

Le soutien diplomatique qu'elle peut apporter à l'OLP reste subordonné aux intérêts généraux de ses alliances avec les bourgeoisies de la région. Elle a une longue tradition en la matière, du soutien à la partition de la Palestine en 1947, à la déclaration Gromyko-Vance de 1977, en passant par la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la conférence de Genève.

L'un des principaux dirigeants de l'OLP, Abou Ayad, s'écriait pendant le siège de Beyrouth : « Nous avons résisté à l'armée israélienne plus que toutes les armées arabes... L'attitude soviétique est encore plus inexplicable. Nous avons interrogé Moscou publiquement et en secret. Nous n'avons reçu que des encouragements symboliques. Comment l'Union soviétique peut-elle se permettre pareille passivité quand les Etats-Unis sont partie prenante de la bataille de façon aussi flagrante ? Je ne le comprends pas. » Pourtant, si l'attitude soviétique est impardonnable, elle n'est pas surprenante : la bureaucratie soviétique est toute disposée à sacrifier des alliés régionaux en échange de contreparties impérialistes concernant la course aux armements et les négociations économiques et ses propres problèmes en Afghanistan et en Pologne.

L'attitude de la bureaucratie soviétique face à l'invasion israélienne au Liban montre une fois encore que toute stratégie fondée sur son soutien, et non sur la solidarité militante du mouvement ouvrier et anti-impérialiste international, restera à la merci d'une trahison en pleine bataille. La leçon tragique du Liban vaut pour les mouvements révolutionnaires du monde entier, et en particulier d'Amérique latine et d'Amérique centrale.

6) L'impérialisme américain s'est, en revanche, engagé à fond aux côtés de son allié sioniste. Sharon a déclaré publiquement que Reagan était informé à l'avance des intentions du gouvernement israélien. Les Etats-Unis ont soutenu et couvert de bout en bout l'expédition militaire israélienne, usant par deux fois de leur droit de veto au Conseil de sécurité



Beyrouth après un bombardement israélien. (DR)

des Nations Unies, et maintenant sans défaillance leur aide diplomatique et militaire.

Les pays impérialistes européens, qui avaient décidé sans sourciller le boycott de l'Argentine pendant la guerre des Malouines, n'ont pas pris la moindre mesure ni levé le petit doigt contre l'agression israélienne.

La politique du gouvernement français n'a pu paraître favorable à la direction de l'OLP qu'à la faveur d'une illusion. En fait, François Mitterrand s'est seulement opposé aux excès de zèle de la politique Begin-Sharon, susceptibles de mettre en difficulté les régimes arabes pro-impérialistes et de créer une situation incontrôlable dans la région.

Il a commencé par se prononcer pour le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban, mettant sur le même pied l'armée d'invasion sioniste et la résistance palestinienne chassée de son pays et condamnée à l'exil. Il a fini par appuyer le Plan Habib, diktat impérialiste à 100 %, qui organise le départ des combattants palestiniens et le désarmement de la résistance, met en place les conditions de l'élection de Bechir Gemayel, et entérine la prolongation *sine die* de l'occupation israélienne. Par la participation à la Force multinationale d'interposition (FMI), le gouvernement français a en outre cautionné de sa présence « l'élection », dans une caserne protégée par les baïonnettes israéliennes, du fasciste Bechir Gemayel à la présidence du Liban.

Avec le départ des combattants palestiniens et le démantèlement des défenses de Beyrouth-Ouest, le Plan Habib a sanctionné la modification du rapport des forces imposée par l'armée israélienne. Il a ouvert la voie à un régime fort au Liban et à la terreur contre les camps de réfu-

giés et les forces progressistes libanaises désormais sans défense.

7) La présence de la Force multinationale d'interposition, dans le cadre du Plan Habib, a servi à démanteler les lignes de défense de Beyrouth-Ouest, à cautionner l'élection de Bechir Gemayel, à ouvrir l'accès des camps de réfugiés aux tueurs phalangistes. Quelle que soit l'identité des bourreaux de Sabra et de Chatila, ils n'ont pu agir qu'avec l'accord et la complicité de l'état-major israélien. Les gouvernements impérialistes savaient parfaitement ce massacre possible et probable après l'évacuation des combattants de l'OLP.

La deuxième mission de la FMI ne sert pas davantage les intérêts des peuples palestinien et libanais. Sa présence aide à la reconstruction de l'Etat libanais autour des phalanges d'Amine Gemayel et prépare de nouvelles menaces pour ces populations.

8) L'agression sioniste et impérialiste contre la résistance palestinienne a abouti à une grave défaite pour la révolution arabe, la révolution coloniale et l'ensemble du mouvement anti-impérialiste à l'échelle mondiale.

La place forte de la résistance palestinienne au Liban a été démantelée. Ses combattants ont été dispersés dans une dizaine de pays arabes, dont les gouvernements sont soucieux d'exercer sur eux un contrôle d'autant plus strict qu'ils redoutent le prestige de ces résistants auprès des masses opprimées de leurs propres pays.

Près de la moitié du Liban est toujours occupée par l'armée israélienne, qui a également à portée de canon la capitale syrienne. Des centaines de milliers de réfugiés sont laissés sans défense face à l'hégémonie phalangiste au Liban et à la volonté israélienne de leur imposer un nouvel exode.

Il est vrai qu'il ne s'agit pas d'une défaite sans combat : le fait même d'avoir résisté limite la démobilisation et crée des conditions meilleures pour tirer les leçons de la défaite et en surmonter les effets, comme l'indiquent les mobilisations dans les territoires occupés.

Il est vrai aussi que l'impérialisme n'a pas atteint l'entièreté de ses buts. L'OLP est vaincue, mais pas anéantie. La restauration d'un Etat fort au Liban n'ira pas sans difficultés. Des fissures sont apparues dans le ciment du sionisme en Israël.

Elles se sont exprimées par la montée du mouvement contre la guerre et la radicalisation d'un courant en son sein, par les protestations qui se sont élevées dans les rangs mêmes de l'armée (Tshahal). De plus, le coût économique de la guerre commence déjà à peser sur l'ensemble de la société israélienne.

Ces données ne suffisent pas à transformer la défaite militaire des Palestiniens en victoire politique ou diplomatique. La preuve en est que la direction de l'OLP a accepté à Fès des principes de solution analogues à ceux du Plan Fahd qui n'avaient pu être approuvés il y a un an.

Yasser Arafat en personne en a été réduit à réclamer la protection des armées impérialistes pour les camps de réfugiés au Liban !

La guerre de 1982 et la bataille de Beyrouth marquent une évolution radicale des rapports de forces en faveur de l'impérialisme dans la région.

9) Une étape majeure se trouve ainsi franchie, dont toutes les leçons doivent être tirées pour l'avenir. Rien ne sera plus comme avant, ni pour la résistance palestinienne, ni pour l'Etat sioniste.

La résistance palestinienne va être conduite à redéfinir ses relations avec les régimes arabes dans le contexte d'un nouveau rapport de force. La capitulation de ces régimes devant l'invasion du Liban ouvre un nouveau chapitre de la crise du nationalisme arabe et de ses directions. L'essor de l'intégrisme musulman représente un effet du déclin du nationalisme arabe, en l'absence d'une direction anti-

impérialiste révolutionnaire conséquente. L'autorité conquise dans la lutte par les combattants palestiniens peut, au prix de clarifications et de différenciations internes, leur permettre de jouer un rôle moteur dans la formation d'une telle direction. L'autre voie est celle de l'alignement croissant sur la diplomatie des bourgeoisies arabes et le renoncement au rôle de la résistance comme force politique autonome.

Quant à l'Etat sioniste, il a mis en branle sa machine de guerre pour écraser un peuple de réfugiés, chassé de sa terre, sans patrie et sans Etat, un peuple exilé qui renvoie à la face d'Israël l'image d'une oppression qui fut jadis celle du peuple juif lui-même. La manifestation, sans masques ni alibis, de ce terrorisme d'Etat a commencé à ébranler le consensus interne établi autour du projet sioniste depuis la fondation de l'Etat d'Israël en 1948.

ne. » Mais cette prise de conscience peut aussi bien déboucher sur deux voies radicalement divergentes. Celle des accords avec l'Etat sioniste tel qu'il est, dans le cadre des accords de Camp David, ou celle d'une politique internationaliste révolutionnaire, seule capable à terme de gagner la confiance du prolétariat juif.

12) La double erreur de la direction de l'OLP, dans ses rapports avec les Etats et les masses arabes et dans son approche du sionisme, l'a conduite inexorablement à une succession de défaites, qui s'enchaînent et se conditionnent les unes les autres.

La guerre des Six Jours s'était soldée en 1967 par une débâcle des Etats arabes et par un renforcement de l'Etat sioniste, matérialisés par l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, du Sinaï et du plateau du Golan. Cette défaite entraînait un renouveau et une réorientation de l'Organisation de libération de la Palestine créée par le sommet arabe du Caire en 1964. Sa vieille direction subordonnée aux Etats arabes, aussi prodigue en déclarations irresponsables que pratiquement inactive, était remplacée par une nouvelle direction sous l'hégémonie du Fatah.

Cette direction affirma sa volonté de s'émanciper de la tutelle des Etats arabes et mit sur pied des organisations militaires assez efficaces pour entreprendre la lutte armée à partir des bases de Jordanie et du Liban. Les succès ainsi remportés entre 1968 et 1970 ne tinrent pas seulement aux opérations militaires, mais aussi aux mobilisations de masse qui mirent en échec les entreprises réactionnaires contre la résistance : en Jordanie en 1968 et au Liban en 1969. La résistance palestinienne s'affirma aussi comme une avant-garde dans l'ensemble du mouvement nationaliste et révolutionnaire arabe.

Ni l'impérialisme ni les bourgeoisies arabes ne pouvaient assister à ces développements sans réagir. Leur contre-attaque combinait les manœuvres diplomatiques et la répression la plus brutale. L'année 1970 fut ainsi marquée par le lancement du Plan Rodgers, premier pas sur le chemin de Camp David, et par le massacre des combattants palestiniens en Jordanie (Septembre noir).

La guerre civile de 1975-1976 au Liban marqua une nouvelle étape, dans laquelle l'OLP joua un rôle de premier plan. Grâce à son concours et à la mobilisation des masses, le mouvement progressiste libanais parvint à contrôler plus des deux tiers du pays. Le sionisme et l'impérialisme, mais aussi les régimes arabes — conservateurs ou prétendument progressistes — prirent peur de la dynamique de mobilisation conjointe des masses palestiniennes et arabes. La Syrie intervint pour arrêter et contrôler les forces progressistes. Sous sa pression, la direction de l'OLP, à la recherche depuis 1973 d'une reconnaissance diplomatique, accepta les compromis qui permirent la contre-offensive phalangiste illustrée par le massacre de Tall-el-Zataar de l'été 1976.

II. La résistance palestinienne à un nouveau carrefour

10) L'OLP et sa direction se trouvent désormais à un nouveau carrefour de leur histoire.

Les régimes arabes vont multiplier les pressions et le chantage à l'aide matérielle pour faire passer définitivement la résistance palestinienne du terrain de la lutte armée à celui du compromis diplomatique, pour l'acculer à reconnaître et accepter l'Etat d'Israël et à se contenter en échange d'une autonomie administrative formelle, sous la tutelle jordano-israélienne et le patronage de l'impérialisme américain. Cette évolution n'ira pas sans conflits au sein même de la résistance palestinienne.

L'autre voie consiste à tirer toutes les conséquences de l'internationalisation de la question palestinienne pour la lier organiquement aux luttes anti-impérialistes et révolutionnaires dans les pays arabes.

11) L'impasse dans laquelle s'est trouvée la direction de l'OLP assiégée à Beyrouth est non seulement le résultat d'un « lâchage » de la part de l'URSS et des pays arabes, mais aussi l'aboutissement de sa propre ligne politique. Les caractéristiques particulières de la lutte de libération nationale palestinienne posent deux questions stratégiques clés que cette direction n'a pas su résoudre.

D'une part, dans sa lutte contre l'Etat sioniste, la résistance palestinienne doit trouver son soutien principal dans la mobilisation anti-impérialiste des masses arabes exploitées et opprimées. Seule la libération de leur énergie peut modifier le rapport de forces face au sionisme et à son parrain impérialiste. Or, cette mobilisation entre inévitablement en contradiction avec les intérêts propres des régimes bourgeois arabes, pour la plupart alliés de l'impérialisme américain. Sous prétexte d'une ligne de « non-ingérence » dans la politique intérieure des Etats arabes, l'OLP a toujours voulu éviter la liaison organique entre la résistance palestinienne

et la lutte des exploités de ces pays. C'est une erreur mortelle : elle n'a pu éviter « l'ingérence » la plus brutale de ces Etats dans l'histoire de la résistance palestinienne.

De 1968 à 1982, la Jordanie, le Liban, l'Egypte, la Syrie, n'ont cessé d'intervenir — y compris par les armes — contre la résistance. Les régimes arabes ne peuvent tolérer sur leur territoire la présence d'une force politique et militaire échappant à leur autorité et susceptible d'encourager la mobilisation autonome des opprimés de leur propre pays. Le conflit entre le mouvement anti-impérialiste arabe et les bourgeoisies et oligarchies locales alliées de l'impérialisme est inévitable.

D'autre part, la résistance palestinienne ne se heurte pas, avec l'Etat d'Israël, à une simple occupation coloniale. La force de l'Etat sioniste ne tient pas seulement aux qualités techniques de ses armes. Elle tient aussi au fait que le chauvinisme sioniste parvient à dévoyer le sentiment d'autodéfense de la population juive, hier encore opprimée dans ses pays d'origine, et qui s'est constituée en Etat national sur la base de l'expulsion du peuple palestinien et la négation de ses droits. La perspective de guerre, l'état de mobilisation permanente, le spectre de l'antisémitisme constituent pour les dirigeants sionistes un ciment nécessaire du consensus national au détriment du développement de la lutte des classes dans la société israélienne. L'efficacité de la lutte contre le sionisme passe au contraire par l'approfondissement de cette lutte et par la rencontre internationaliste entre le mouvement de libération nationale arabe et les masses laborieuses juives.

Arafat a reconnu publiquement que l'une des principales faiblesses de l'OLP avait été son incapacité à résoudre cette question : « Nous n'avons pas su expliquer notre cause aux Israéliens, nous n'avons pas compris la mentalité israélienne. »

La guerre civile et l'occupation syrienne contribuèrent à précipiter la désagrégation de l'Etat libanais et de son appareil militaire. Les milices chrétiennes en profitèrent pour renforcer leur emprise sur des régions entières. Mais les Palestiniens purent aussi exploiter la situation en maintenant et en consolidant leurs positions dans le Sud-Liban et à Beyrouth-Ouest.

tien, le gouvernement Begin se lança en mars 1978 dans une nouvelle opération militaire au Liban. Cette opération permit de détruire des bases palestiniennes et de refouler plus au nord la résistance, en consolidant les positions du commandant Haddad dans la région frontalière. Pourtant, l'essentiel des positions palestiniennes était préservé.

La défaite de juin 1967 avait sanc-

l'OLP traduisent les puissantes contradictions politiques et sociales qui la traversent.

La lutte du peuple palestinien commence comme une lutte de libération nationale, démocratique et révolutionnaire, face à l'Etat sioniste, agent de l'impérialisme dans la région. Mais, pour défendre jusqu'au bout ses droits nationaux, la résistance palestinienne a besoin d'une direction et d'une orientation de classe (pour se lier aux masses arabes opprimées par leurs propres bourgeoisies) et internationaliste (pour tirer parti des contradictions de classe de la société israélienne).

Or, l'OLP est le produit d'une expérience de lutte qui est celle des camps de réfugiés et d'une population dispersée dans l'ensemble des pays arabes : la bourgeoisie palestinienne intégrée dans ces pays y joue un rôle décisif. Elle n'a ni base unifiée et stable, ni base sociale permettant une large expérience des méthodes de lutte prolétariennes traditionnelles.

Même après le tournant de 1967, l'OLP est restée le mouvement national de toutes les classes de la société palestinienne. Elle devait rassembler en son sein aussi bien la masse des réfugiés socialement marginalisés, les masses déshéritées des territoires occupés et d'Israël, des ouvriers et des artisans établis dans les différents pays arabes, que des couches petites-bourgeoises aisées et de véritables bourgeois, actifs aussi bien en Jordanie qu'en Arabie Saoudite ou dans les pays du Golfe. Elle consistait en un front d'organisations et de personnalités allant de la droite islamique à une extrême gauche se réclamant du marxisme ou du marxisme-léninisme.

Pour assurer la coexistence de toutes ces forces sans entrer en conflit avec les régimes arabes, elle devait s'en tenir à un programme démocratique et antisioniste ne remettant pas en cause les rapports de production capitalistes. Il en résultait une contradiction entre les besoins et les aspirations des masses qui constituait la base principale de ses forces, et les objectifs stratégiques de sa direction. Cette contradiction s'est traduite par la formation et la consolidation d'un appareil militaire de plus en plus important et développant sa propre logique. L'aide matérielle et financière des Etats arabes a renforcé la cristallisation de cet appareil.

Reconnu diplomatiquement par plus de cent pays, observateur à l'ONU, le mouvement dirigé par l'OLP s'est ainsi doté d'une sorte d'appareil d'Etat sans Etat ni territoire propre. La disproportion entre la puissance matérielle de son appareil et la réalité de son assise sociale propre le rendait d'autant plus vulnérable aux pressions de ses bailleurs de fonds qu'il s'agisse des gouvernements arabes ou des riches Palestiniens.

Là résident les racines matérielles de l'évolution de la direction de l'OLP. La combinaison entre sa composition sociale, ses conceptions programmatiques et l'acceptation du cadre imposé par les régimes arabes inféodés à l'impérialisme ou influencés par la bureaucratie soviétique, l'ont poussée dans une impasse.



Arrestation d'un jeune manifestant palestinien dans les territoires occupés. (DR)

Les événements de 1975-1976 incitèrent les impérialistes et les bourgeoisies arabes à chercher un compromis négocié donnant à la question palestinienne une réponse néocoloniale. Eprouvée plus que tout autre Etat arabe par le coût de quatre guerres désastreuses et menacée d'explosions sociales, l'Egypte prit l'initiative du rapprochement avec Israël, sous le parrainage des Etats-Unis. Anouar el-Sadate signa les accords de Camp David pour obtenir une aide américaine et apparaître aux yeux des masses comme celui qui les libérerait de la hantise d'une guerre périodique.

Pour l'Etat sioniste, Camp David neutralisait la principale force militaire adverse, introduisait la division dans le monde arabe, sans imposer aucune reconnaissance de l'OLP en échange. L'idée d'un Etat palestinien était écartée, et l'autonomie des territoires occupés conçue comme un processus de cinq années dont l'issue ferait l'objet de nouvelles négociations. Alors que les Etats-Unis jouaient le rôle décisif dans l'opération, l'URSS, déjà affaiblie par le retournement d'alliance de Sadate, était encore plus marginalisée et ne pouvait plus compter que sur la Syrie d'Afex el-Assad comme allié douteux dans la région.

Le triple « non » de Begin au retrait des territoires occupés, à la restitution de la partie orientale de Jérusalem et à l'Etat palestinien, la relance de la colonisation juive dans les territoires occupés, finirent de lever toute ambiguïté sur la signification de Camp David et permirent de mesurer l'échec subi par l'OLP et le mouvement national arabe dans son ensemble.

Entre le voyage de Sadate à Tel-Aviv et la signature de l'accord israélo-égypt-

tionné la faillite des directions nationalistes radicales d'origine petite-bourgeoise, tout comme la défaite de 1948 avait sanctionné la faillite des directions conservatrices traditionnelles. La nouvelle direction de l'OLP, animée par le Fatah, rompit avec la vieille orientation privilégiant le terrain diplomatique, et proclama la guerre populaire contre l'Etat sioniste dans le cadre de la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme.

En pratique, elle est restée dans l'orbite des Etats arabes en privilégiant, selon les circonstances, l'alliance avec tel Etat ou groupe d'Etats. Elle continue à fonctionner fondamentalement grâce aux aides conditionnelles et aux subventions des gouvernements arabes, y compris les plus réactionnaires. Elle n'a vraiment cherché ni à organiser démocratiquement la résistance ni à la lier au mouvement de masse dans les pays où vivent des centaines de milliers de réfugiés palestiniens. Elle a subordonné sa solidarité avec les mouvements nationaux des différents pays d'accueil à l'impératif de « non-ingérence ». A partir de 1972, elle a esquissé un tournant, formalisé en 1974, vers une solution de compromis dans le cadre d'un accord entre les Etats arabes et l'impérialisme.

Alors que son programme de 1969 traçait la perspective d'un « Etat démocratique et laïque sur l'ensemble de la Palestine », elle acceptait désormais un Etat indépendant limité à la Cisjordanie et à Gaza, en le présentant comme un premier pas. En conséquence, elle déplaçait de plus en plus l'axe de son activité vers le champ diplomatique.

13) Ces oscillations de la direction de

Pour gagner et affirmer son indépendance politique face aux régimes arabes, l'OLP doit renforcer sa propre base sociale en opérant une double jonction, avec les masses exploitées des pays arabes d'une part, avec le prolétariat d'Israël et des territoires occupés de l'autre. La montée des mobilisations ces dernières années en Cisjordanie et à Gaza, l'élection des maires palestiniens, la difficulté du gouvernement Begin à trouver des collaborateurs fantoches dans ces territoires, constituent un défi à la toute-puissance de l'Etat d'Israël et montrent le potentiel de combativité de cette population palestinienne, progressivement intégrée au processus productif depuis 1967. Ces mobilisations combinent l'éveil d'une conscience nationale palestinienne et l'émergence d'un courant de classe dans le mouvement palestinien.

14) Au Liban, avec le démantèlement de leurs bastions, l'élection d'Amine Gemayel à la présidence de la République, et l'affirmation du rôle répressif d'une armée charpentée par l'impérialisme américain, les forces progressistes paient maintenant le prix de la politique de conciliation menée depuis la guerre civile de 1975-1976.

Le confessionnalisme a alors masqué partiellement le contenu social et anti-impérialiste de la guerre civile, permettant aux dirigeants bourgeois musulmans de se situer dans le camp dit « progressiste » pour préserver leur propre clientèle et œuvrer au compromis. Le front palestino-progressiste s'est contenté d'agir comme un front défensif. Devant la désagrégation de l'Etat libanais, il était appelé à remplir des fonctions sociales, administratives et militaires croissantes. Mais, au lieu de s'affirmer comme un pouvoir alternatif, il s'est contenté de colmater les brèches du pouvoir légal tout en cautionnant la légitimité des institutions en ruines de l'Etat bourgeois.

Le Parti communiste libanais (PCL), dont la responsabilité est d'autant plus lourde qu'il dispose d'une influence de masse certaine, s'est fait le défenseur conséquent de cette politique. Fidèle aux

conceptions stalinienne de la révolution par étapes et de l'alliance avec la bourgeoisie dite nationale, il a fixé comme cadre de la lutte la défense du capitalisme libéral. Misant constamment sur le rôle que pourrait jouer l'URSS, directement ou par l'intermédiaire de son allié syrien, il est allé jusqu'à rendre hommage au cadavre du fasciste Bechir Gemayel au nom de l'Unité nationale.

En 1976, cette politique de collaboration de classes avait permis aux milices chrétiennes de reprendre l'initiative. Cette fois encore, au lieu de faire de la résistance de Beyrouth un tremplin pour balayer le pouvoir collaborateur du président Elias Sarkis en collusion ouverte avec l'occupant sioniste, au lieu d'avancer la perspective d'un gouvernement de résistance nationale appuyé sur l'unification et la centralisation des forces militaires de résistance à l'occupation, au lieu de développer un réseau de conseils de résistance populaire, le Mouvement national libanais (MNL) s'est accroché au respect et à la perpétuation des institutions légales.

Cette légalité constitutionnelle a fini par accoucher, lors d'une farce électorale menée dans une cour de caserne, d'un président fasciste à la tête d'une République sous occupation. Les forces bourgeois du camp dit progressiste ont ratifié l'élection de Bechir Gemayel et directement contribué, toujours au nom de l'Unité nationale, à celle d'Amine Gemayel, représentant de l'aile prétendument modérée du Parti des phalanges et postulant au rôle de Bonaparte.

Tous les gouvernements impérialistes ont apporté leur témoignage de moralité à ce nouveau régime musclé, qui se veut un partenaire zélé des Etats-Unis.

Pour instaurer un Etat fort au Liban et assurer le retour à l'ordre réclamé par une bourgeoisie affairiste, Amine Gemayel a devant lui une lourde tâche de réaffirmation d'un pouvoir bourgeois incontesté. C'est pourquoi, face à la menace d'extension à tout le pays du régime militaire en vigueur à Beyrouth, la défense des droits démocratiques, en premier lieu du droit d'organisation du mouvement ouvrier, vient au premier plan.

III. Contradictions et fissures du sionisme

15) Conformément au projet sioniste, l'Etat d'Israël constitue depuis sa création un poste avancé de l'impérialisme, fondé sur l'expropriation et l'expulsion du peuple palestinien.

Après les bombardements de Beyrouth et les massacres de Sabra et de Chatila, les gouvernements impérialistes se sont efforcés de minimiser la cruauté et la responsabilité de l'Etat israélien en le présentant comme un modèle de démocratie. Il s'agit en fait d'un Etat confessionnel, défini par sa propre déclaration d'Indépendance comme « l'Etat des Juifs en terre d'Israël ». Il s'agit d'un Etat fondé sur la discrimination anti-arabe et déformé par le poids de son énorme appareil militaro-industriel, largement subventionné

par l'impérialisme. Israël est le septième fournisseur d'armes du monde, partenaire privilégié des dictatures d'Amérique latine et de l'Afrique du Sud en la matière. Avec une dette de 20 milliards de dollars, Israël est l'un des pays du monde les plus endettés par tête d'habitant.

Si l'Etat d'Israël est organiquement lié à l'impérialisme, dans sa structure et dans sa fonction, il ne se réduit pas pour autant au simple détachement colonial d'une métropole. L'originalité de l'entreprise coloniale sioniste tient à ce qu'elle visait initialement non à exploiter le travail arabe indigène, mais à le remplacer par le travail juif pour fonder une société juive à part entière, avec ses institutions, mais aussi sa division en classes sociales

antagonistes. C'est l'accord de collaboration passé entre les classes sociales de la société israélienne dans le cadre du projet sioniste qui fait sa force face à la résistance palestinienne, et qui permet à l'Etat sioniste d'assurer aux Juifs une démocratie bourgeoise fondée sur la négation des droits des Palestiniens.

Toute tentative ou projet d'exclure en bloc la population juive israélienne de la région ou de nier son existence nationale, ne peut que contribuer à la souder et à la mobiliser derrière les directions sionistes les plus agressives et les plus chauvines. En revanche, les conflits de classe au sein de cette communauté permettront à la résistance palestinienne et à la révolution arabe d'agir sur ses contradictions, à condition de voir dans le prolétariat juif un allié potentiel.

16) A partir de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, un nouveau chapitre de l'histoire du sionisme s'est ouvert. Originellement, le sionisme impliquait la fondation d'une société exclusivement juive par l'exclusion de la population arabe. Il devait imposer pour cela le « travail juif » et la « libération de la terre ». Cette entreprise servait de base à une alliance entre la bourgeoisie juive et un puissant mouvement travailliste colonial dont la centrale syndicale Histadrout est le symbole.

L'occupation des territoires de Cisjordanie et de Gaza pose au sionisme un nouveau dilemme entre l'annexion des nouveaux territoires au nom d'impératifs de sécurité jamais assurés, et l'absorption, en contradiction ouverte avec le projet sioniste, de plus d'un million d'Arabes palestiniens dans la société israélienne.

Le capital israélien penche pour l'utilisation d'une main-d'œuvre arabe bon marché (des salaires inférieurs de moitié en moyenne à ceux des travailleurs juifs) et sans protection sociale, de pair avec la privatisation accrue de l'économie.

Avec les accords de Camp David, Begin apporte sa réponse au problème posé en 1967, dans le sens d'une annexion des territoires occupés, sous la forme d'une prétendue « autonomie administrative », permettant de poursuivre l'exploitation des travailleurs arabes tout en les excluant de la citoyenneté israélienne.

Mais aucun stratagème formel ne peut empêcher que la prolétarianisation des Arabes d'Israël et des territoires occupés, combinée à l'éveil de leur conscience nationale palestinienne, accumule pour l'Etat sioniste une contradiction explosive.

17) La mythologie sioniste entretient une confusion permanente entre l'existence d'une communauté nationale juive en Palestine et l'existence de l'Etat sioniste. Elle procède également à un amalgame permanent entre antisémitisme et antisionisme.

En prétendant que l'existence d'une communauté nationale israélienne en Palestine ne peut se passer d'un Etat fondé sur la discrimination raciale, l'alliance organique avec l'impérialisme, et l'expansion

sionisme permanent, ce sont les dirigeants sionistes eux-mêmes qui nourrissent l'idée que la destruction de l'Etat sioniste implique la liquidation de la communauté juive en tant que telle. Ce sont eux qui risquent de faire renaître ainsi l'antisémitisme comme « antisémitisme des imbéciles » après avoir été le « socialisme des imbéciles ».

Il revient aux travailleurs juifs de démasquer cette mystification en Israël, en s'opposant aux infamies commises par les dirigeants sionistes, non seulement au nom de l'Etat d'Israël mais au nom du peuple juif tout entier. La lutte acharnée contre les crimes sionistes n'est en rien contradictoire avec la lutte acharnée contre toute forme d'antisémitisme, qui viserait non plus l'Etat d'Israël mais l'ensemble des Juifs dans leur identité nationale.

Au cours des dernières années, des clivages se sont opérés dans la société israélienne et des fissures son apparues dans l'édifice du sionisme. Ces phénomènes se sont accentués pendant la guerre d'agression au Liban. Dès les premiers jours, la politique de Begin-Sharon a été contestée à une échelle très significative.

De larges couches de la population ont été troublées par le fait que l'armée n'ait pu mener une guerre éclair, qu'elle ait rencontré une résistance opiniâtre de la part des Palestiniens pourtant isolés, que les pertes aient été proportionnellement plus lourdes que lors des conflits précédents. L'invasion de Beyrouth-Ouest et la complicité directe dans les massacres de Sabra et de Chatila ont provoqué une vague d'indignation qui secoue la société israélienne et ébranle sa bonne conscience.

Les mouvements de protestation, qu'il s'agisse des manifestations pour la paix ou des initiatives de soldats, ont exprimé des degrés de conscience inégaux. Le mouvement contre la guerre dans l'ensemble de ses composantes est cependant entré en contradiction avec la logique du sionisme : apparu à la fin des années 1970 comme une force de pression dans le cadre de négociations diplomatiques, il s'est aujourd'hui mobilisé contre une guerre en cours.

La grande majorité de ce courant, comme l'a montré l'immense manifestation du 25 septembre après les massacres de Sabra et de Chatila, s'est reconnue dans les mots d'ordre de « Retrait des troupes de Beyrouth ! », de « Reconnaissance mutuelle ! » entre Juifs et Palestiniens, et de démission du gouvernement Begin-Sharon. Mais un pôle radical s'est constitué autour du Comité contre la guerre au Liban, exigeant le « retrait immédiat des troupes de tout le Liban » (et non seulement de Beyrouth), et la reconnaissance sans préalables de l'OLP.

Le Parti travailliste, qui a soutenu ouvertement l'opération « Paix en Galilée », n'est pas à l'origine du mouvement anti-guerre. Il a tout fait, au contraire, pour s'opposer aux mobilisations pendant les combats. Mais, après les massacres de Sabra et de Chatila, il s'est efforcé de canaliser le mouvement et d'en tirer parti. En « sauvant l'honneur d'Israël », il s'agis-



Départ des Palestiniens de Beyrouth. (DR)

sait pour lui de préparer une direction de rechange non impliquée directement dans les massacres, et susceptible de prendre le relai de Begin dans les négociations avec l'impérialisme. Cette attitude répond aux préoccupations des secteurs sionistes les plus conscients des rapports de forces réels dans la région et des intérêts globaux de l'impérialisme, qui ont manifesté dès le début de la guerre leurs inquiétudes quant aux aventures de Begin-Sharon et à leurs lendemains.

Au-delà de ces manœuvres, l'ampleur du mouvement anti-guerre constitue un événement majeur en Israël, même si ce mouvement reste pour l'essentiel dans le cadre de la défense de la sécurité d'Israël, et surtout s'il est caractérisé par l'absence de participation de la classe ouvrière orga-

nisée en tant que telle. Son avenir est étroitement lié aux victoires et aux défaites de la résistance palestinienne. Après la défaite de Beyrouth, ses perspectives immédiates dépendent fondamentalement de la poursuite des mobilisations dans les territoires occupés et de la capacité de ses composantes les plus conscientes à converger avec ces luttes.

En Israël, l'abolition de toute législation répressive et discriminatoire contre les Palestiniens, la déconfessionnalisation de l'Etat, la reconnaissance du droit au retour de tous les Palestiniens chassés depuis 1948, la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Palestiniens constituent autant de revendications démocratiques en contradiction avec le projet sioniste et les fondements de l'Etat d'Israël.

IV. Les plans impérialistes et la solidarité internationale

18) Après que l'armée d'Israël ait modifié les rapports de forces par les armes, s'ouvre le chapitre diplomatique de l'offensive impérialiste. Les Etats-Unis entendent tirer le meilleur parti de la victoire militaire en évitant que Begin n'accule le dos au mur les régimes arabes prêts à négocier.

Le président égyptien Hosni Moubarak n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler à Reagan ce que sont les intérêts bien compris des Etats-Unis : « En tant que superpuissance, ils ont des intérêts et des responsabilités globales. » Ils ne peuvent oublier qu'ils sont les principaux dépositaires des fonds des pays producteurs de pétrole : en bref, « les Etats-Unis sont les premiers à souffrir de l'extension de l'instabilité et de l'insécurité dans la région ». (*International Herald Tribune*, 25 août 1982.)

Le plan proposé le 1er septembre par le président Reagan énonce en toute clarté la hiérarchie des préoccupations impérialistes : d'abord la stabilisation de la région ; ensuite la sécurité d'Israël ; en troisième lieu seulement les droits des Palestiniens. Ces « droits » ne se traduisent d'ailleurs pas en droit à l'autodétermination et à un Etat indépendant, mais seulement par la perspective d'« un gouverne-

ment autonome des Palestiniens, en association avec la Jordanie ». Cette perspective, avec une période transitoire de cinq ans, débouche aussi bien sur la possibilité d'un protectorat palestinien sous contrôle de l'Etat jordanien et de son armée, que sur un condominium jordano-israélien sur des territoires dotés d'une « autonomie » formelle.

19) En adoptant à l'unanimité un projet qui reconnaît le droit des Palestiniens à l'autodétermination et revendique la « création d'un Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale », le sommet de Fès a voulu sauver la face des régimes arabes, élaboussés par leur passivité devant le siège de Beyrouth.

En apparence, il s'agit d'un projet inacceptable par Israël, et Begin l'a aussitôt rejeté. Mais les gouvernements impérialistes ne se sont pas trompés sur sa signification réelle. La grande presse bourgeoise s'est fait l'écho de leur satisfaction : « Il est encore trop tôt pour qualifier le sommet de Fès de tournant historique au Moyen-Orient, mais il représente au moins une considérable victoire du bon sens sur la rhétorique vide. La déclaration de Fès semble, pour la première

fois depuis 1948, reconnaître que le peuple palestinien n'obtiendra jamais l'autodétermination par la victoire militaire. » (*Financial Times*, 11 septembre 1982). *Newsweek* (20 septembre 1982) souligne que lors de ce sommet, « les modérés ont fini par l'emporter sur les radicaux ». Et l'*International Herald Tribune* (13 septembre 1982) titre : « Fès : victoire pour les modérés arabes. »

Tous soulignent la continuité de ce projet par rapport au Plan Fahd rejeté il y a un an. Tous mettent en relief que le point 7, selon lequel le Conseil de sécurité de l'ONU « garantit la paix entre tous les Etats de la région, y compris l'Etat palestinien indépendant », implique une reconnaissance de fait de l'Etat d'Israël. Tous considèrent que le plan de Fès, dont l'Arabie Saoudite a été l'artisan, constitue le point de départ et non le dernier mot d'une négociation qui ne fait que commencer.

En affirmant, à plusieurs reprises pendant le siège de Beyrouth, reconnaître toutes les déclarations de l'ONU, y compris celles sur la partition de la Palestine, Yasser Arafat avait lui-même annoncé son acceptation du cadre de négociation. Pour lever toute ambiguïté à ce sujet, Nayef Hawathmeh (Front démocratique pour la libération de la Palestine - FDPLP) s'est publiquement engagé à soutenir la proposition franco-égyptienne à l'ONU, qui va également dans le même sens.

20) En revanche, Begin a vigoureusement dénoncé le plan de Fès aussi bien que le plan Reagan. Il ne cesse de répéter qu'il n'est pas question pour Israël de se retirer des territoires occupés. Il y encourage au contraire l'implantation de nouveaux colons. Sharon et le ministre des Affaires étrangères Shamir rabâchent de leur côté que les Palestiniens « ont déjà exercé leur droit à l'autodétermination et disposent d'un Etat en Jordanie ». Tous considèrent un Etat palestinien souverain dans les territoires occupés comme une menace contre les intérêts vitaux d'Israël. Ils n'entendent pas aller au-delà du processus d'« autonomie » sur cinq ans prévu à Camp David, et excluent l'OLP de toute négociation.

Les travaillistes, qui se présentent aujourd'hui comme une direction de rechange présentable pour l'Etat sioniste, sont impliqués depuis la création d'Israël dans ses expéditions coloniales. Ils ont encore soutenu l'opération « Paix en Galilée » en se contentant de critiquer le siège de Beyrouth. Ils ont voté les crédits de guerre à la Knesset (Parlement) et Shimon Pérès a accepté en pleine guerre une mission spéciale consistant à aller présenter le point de vue du gouvernement Begin aux gouvernements impérialistes. Pour freiner son indignation devant le massacre de Sabra et de Chatila, Sharon n'a pas manqué de lui rappeler à la tribune de la Knesset que les travaillistes avaient, quant à eux, prêté la main au massacre de Tall-el-Zaatar en 1976 ...

Les travaillistes soutiennent globalement le plan Reagan : à 70 %, à déclaré Shimon Pérès, en soulignant que le plan ne

propose pas l'autodétermination des Palestiniens mais seulement un « rôle dirigeant » dans le choix de leur avenir. Craignant l'effet désagrégateur d'une annexion des territoires occupés sur la société israélienne, ils se prononcent résolument pour ce qu'ils appellent « l'option jordanienne ». Il s'agit, en clair, d'un protectorat jordanien sur la Cisjordanie. Shimon Pérès précise, non sans cynisme, si l'on se souvient des massacres de 1970 : « La Jordanie n'a pas intérêt à avoir un Etat dans l'Etat, une armée dans l'armée. » (*Le Monde*, 2 avril 1982.)

21) La perspective d'instauration d'un Etat palestinien souverain dans les territoires occupés a été soulevée depuis 1972-1974. La création d'un tel Etat, limité aux territoires occupés mais réellement souverain, présupposerait une défaite importante de l'Etat sioniste et de son allié impérialiste, mettant à l'ordre du jour des affrontements décisifs.

Aujourd'hui, dans le cadre des négociations ouvertes par la défaite de Beyrouth, un tel Etat ne saurait constituer un tremplin pour la lutte anti-impérialiste des masses arabes : ni l'impérialisme américain, ni François Mitterrand et Hosni Moubarak, ni l'Arabie Saoudite et la Jordanie n'envisagent un seul instant la possibilité d'un Etat palestinien souverain dans les territoires occupés. Aucun dirigeant sioniste, travaillistes inclus, n'est prêt à l'admettre. Tous veulent faire accepter par la résistance palestinienne, soumise à une pression accrue des Etats arabes, une autonomie formelle sous tutelle directe de la Jordanie et d'Israël, avec la garantie des bourgeoisies arabes et de l'impérialisme américain.

22) La solitude dans laquelle se sont trouvés la résistance palestinienne et le Mouvement national libanais face à l'agression sioniste souligne le rôle irremplaçable de la solidarité internationale de la part du mouvement ouvrier et anti-impérialiste.

Alors que les régimes arabes et la bureaucratie soviétique campaient sur leur passivité complice, manifestations de soutien, délégations, réunions publiques se sont multipliées dans les pays impérialistes, dans certains pays arabes — malgré la répression —, et même en Amérique latine. Pourtant, ces mobilisations sont restées dans l'ensemble bien en deçà du défi lancé par l'agression sioniste et impérialiste, les bombardements et les massacres de Beyrouth, y compris dans les pays arabes.

Les partis sociaux-démocrates se sont engagés ouvertement dans la discussion et la mise en place des plans impérialistes. Les partis communistes, dans la plupart des cas, se sont contentés de dénoncer les

méfais de l'impérialisme fauteur de guerre, sans aller jusqu'à une réelle solidarité active avec le mouvement palestinien.

Les organisations révolutionnaires et les sections de la IVe Internationale ont joué un rôle dynamique dans ces mobilisations de solidarité.

Cette solidarité demeure aujourd'hui pleinement une tâche de l'heure. L'impérialisme poursuit au Moyen-Orient l'application de ses projets. Ainsi, le 6 octobre, le contingent français de la Force multinationale d'interposition a-t-il été directement engagé dans les opérations de rattachement et de désarmement aux côtés de l'armée libanaise dans Beyrouth. De leur côté, les régimes arabes font tout pour renforcer leur emprise sur la résistance palestinienne. L'ampleur de la solidarité internationale constitue donc un élément important du rapport de forces pour sauvegarder la liberté d'action de cette résistance.

Les axes de cette solidarité restent l'exigence du retrait immédiat et total des troupes sionistes du Liban et le soutien inconditionnel à la lutte de la résistance palestinienne.

L'impérialisme et le sionisme multiplient les manœuvres pour nier ou réduire la représentativité de l'OLP, ou pour lui imposer la reconnaissance de l'Etat d'Israël sous prétexte de « reconnaissance mutuelle ». L'exigence, en Israël et dans les pays impérialistes, où ce n'est pas encore le cas, de la reconnaissance sans conditions préalables de l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien fait partie, dans les circonstances présentes, du soutien inconditionnel à la lutte de la résistance palestinienne face à l'impérialisme.

La IVe Internationale et ses sections prendront une part active à cette campagne de solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre le sionisme et l'impérialisme. Elle soutiendra et popularisera l'activité de ses sections en Israël et au Liban.

— Retrait immédiat et inconditionnel des troupes sionistes et impérialistes de tout le Liban !

— Retrait total et inconditionnel des troupes israéliennes des territoires occupés en 1967 !

— Reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, c'est-à-dire de son droit à former un Etat souverain sur son propre territoire !

— Solidarité avec le combat de la résistance palestinienne contre l'Etat sioniste ! Liberté d'action pour la résistance palestinienne dans tous les Etats arabes ! Reconnaissance de l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien !

— Solidarité avec les luttes de la population palestinienne des territoires occupés et avec le mouvement anti-guerre en Israël !

— Solidarité avec les masses palestiniennes du Liban et avec le mouvement anti-impérialiste libanais !

ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

Secrétariat unifié (SU) de la
IVe INTERNATIONALE
10 octobre 1982.

ZAIRE

Le Tribunal des peuples condamne Mobutu

Quelques semaines seulement avant le voyage de François Mitterrand à Kinshasa pour le neuvième sommet franco-africain, s'est tenue à Rotterdam aux Pays-Bas, les 18 et 19 septembre derniers, une session du « Tribunal permanent des peuples », organisme qui a succédé au « Tribunal Russel », consacrée à la dénonciation du régime Mobutu Sese Seko. Dans sa conclusion, le « Tribunal des peuples » a, par la voix du prix Nobel américain George Wald qui en présidait les travaux, déclaré : « *Nous tenons le président Mobutu pour responsable de la répression systématique du peuple zaïrois.* »

Cette initiative prise par des organisations non gouvernementales belges d'aide au développement, sur la base d'une « plainte » de l'opposition zaïroise de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), du Conseil pour la libération du Congo-Kinshasa et du Parti de la révolution populaire (PRP) (1), a permis de faire apparaître un peu plus au grand jour la nature répressive du régime zaïrois, toujours soutenu par l'impérialisme.

A eux seuls, par exemple, trois grands projets d'exploitation impérialistes des richesses zaïroises, comme le barrage et la ligne à haute tension d'Inga dans la province du Shaba et le complexe sidérurgique de Maluku, absorbent 35 % des investissements impérialistes au Zaïre depuis 1974 et représentent 56 % de la dette publique actuelle du pays. En 1982, l'aide française à la dictature de Mobutu est arrivée en deuxième position derrière celle de l'ancienne puissance coloniale belge et devant celles de la Banque Mondiale, des USA, de la Communauté économique européenne (CEE) et de l'Allemagne de l'Ouest. Tout comme la Belgique, la France continue à participer à l'encaissement d'unités militaires zaïroises.

Cela n'empêche pas le Zaïre, dont la dette extérieure totale atteint 4,142 milliards de dollars, d'être véritablement au bord de la banqueroute. Pour la deuxième fois cette année, Mobutu a été incapable de rembourser ses créanciers. Un des représentants des banques a déclaré à ce propos : « *Aujourd'hui, la situation est franchement très grave et le pire ne peut plus être exclu.* »

C'est d'ailleurs sur la base de cette constatation que certains secteurs impérialistes envisagent depuis un certain

temps de préparer une relève à Mobutu. Mais ce dernier a su faire avorter tous ces projets en faisant le vide autour de lui.

La « vie politique » zaïroise est étroitement enfermée dans le carcan du parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR). Récemment, treize parlementaires, qui avaient profité d'une certaine « libéralisation » au niveau du Parlement pour annoncer leur projet de création d'un autre parti politique, ont été condamnés à quinze années de prison...

Ainsi, à la faiblesse de la base sociale du régime Mobutu répond celle de son opposition. La plupart des représentants de cette dernière, invités à prendre la parole devant le « Tribunal permanent des peuples » à Rotterdam n'avaient de cesse — comme l'a fait Nguza Karl I Bond, ancien Premier ministre de Mobutu — de faire oublier leur propre participation aux différents gouvernements de la dictature pour rendre Mobutu seul responsable de la situation des droits de l'homme dans ce pays. Seuls donc les témoignages d'une Zaïroise sur la condition des femmes dans ce pays, et d'un ancien tortionnaire de l'armée de Mobutu formé à l'école belge, sont venus apporter des exemples concrets de la situation des masses populaires.

Au moment même où se tenait cette séance du « Tribunal des peuples », a été rendu public en Belgique un document rédigé par un ancien fonctionnaire du Fonds monétaire international (FMI), Erwin Blumenthal, sur la dilapidation des « aides » et subventions internationales par le clan Mobutu. La publication de ce rapport fait l'effet d'une petite bombe politique en Belgique. Ce document, « confidentiel » à l'origine, contient en effet, en annexe, une interview de l'ancien Premier ministre de Mobutu, Nguza Karl I Bond, mettant en cause les relations de certains politiciens belges avec la dictature zaïroise. Ainsi, l'ancien Premier ministre belge Edmond Leburton aurait touché 20 millions de francs belges (FB) de Mobutu en 1975 ; l'ancien ministre des Affaires étrangères Simonet aurait souvent « plaidé pour une compréhension vis-à-vis du Zaïre » dans les instances internationales ; l'ancien Premier ministre Van den Boeynants (VDB) aurait utilisé ses fonctions pour passer un marché de viande avec des parents de Mobutu ; le directeur général de la politique au département belge des Affaires étrangères, M. Cahen, aurait été bien « récompensé » de ses services par l'ouverture d'un compte bancaire en Suisse, et le ministre libéral des Communications, Hernan de Croo, aurait permis aux diamantaires d'Anvers d'obtenir un contrat avec le Zaïre. A part ce dernier, toutes les personnalités impliquées sont socialistes. Mais, au-delà de

l'opération de politique intérieure belge à la veille d'élections municipales, ces accusations, qui ont été rendues publiques par la volonté du gouvernement zaïrois, peuvent apparaître de la part de Mobutu « *comme une mise en garde au moment où la Belgique hésite de plus en plus à se faire l'avocat du Zaïre dans les cénacles internationaux* (2) ». Elles démontrent en tout cas l'importance des imbrications entre le clan Mobutu qui régent le régime zaïrois et l'impérialisme.

1. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) est une formation influente dans la petite bourgeoisie (parlementaires, fonctionnaires, intellectuels) qui aspire au statut d'« opposition légale » au parti unique. Le Conseil pour la libération du Congo (CLC), dirigé par l'ancien ministre de l'Enseignement de Mobutu, Mungul Diaka, n'a plus guère de réalité depuis que le Front de libération nationale du Congo (FNLC), le Parti de la révolution populaire (PRP) et les Etudiants congolais progressistes (ECP) ont quitté ce front en janvier 1982. Le PRP est une organisation d'origine lumumbiste, qui a été proche de la Chine jusqu'au rapprochement sino-zaïrois de 1971, et qui mène la lutte armée dans une « zone libérée » de l'extrême sud du pays.

2. *Le Soir*, Bruxelles, 27 septembre 1982.

ETATS-UNIS

La défaite de l'ERA

C'est un coup sévère qui a été porté, au mois de juin 1982 aux Etats-Unis, à la bataille pour l'égalité des droits des femmes, avec la défaite de l'*Equal Rights Amendment* (ERA). Cette proposition d'amendement à la Constitution fédérale américaine était ainsi formulée : « *L'égalité des droits devant la loi ne sera ni refusée ni réduite, par l'Etat fédéral ni par aucun autre Etat des Etats-Unis en raison du sexe.* »

L'ERA avait été proposé pour la première fois au Congrès (Parlement) des USA en 1923 par Alice Paul, membre du Parti national des femmes. Il fut adopté, cinquante ans plus tard seulement, le 22 mars 1972, par le Congrès et le Sénat des Etats-Unis. Mais avant de pouvoir être inscrit dans la Constitution fédérale, il devait être ratifié par 38 Etats, soit les trois-quarts des Etats constituant les Etats-Unis, dans les six ans suivant cette adoption.

Dès le début de la campagne de ratification, 30 Etats ont souscrit à l'amendement. Mais dès 1974, la droite lève l'étendard de la réaction et fonde l'organisation « *Stop ERA* ». Sa fondatrice, une républicaine de l'aile droite, expli-

que : « *Seuls les homosexuels et les lesbiennes profiteront de cet amendement. Les femmes y perdront, les familles et la société aussi.* » Partisane résolue de la liberté, elle explique également : « *Et que fait-on du droit des femmes qui ne veulent pas être à égalité avec les hommes ?* »

En 1978, l'ERA n'a donc obtenu que 35 ratifications, et ses partisans demandent un délai, qui est accordé jusqu'au 30 juin 1982. Mais malgré des promesses démagogiques, en particulier des parlementaires démocrates, aucun appui ne vient soutenir l'ERA pour obtenir les trois ratifications manquantes. Aujourd'hui, l'amertume est grande, à l'égard des démocrates comme des républicains, chez les femmes qui ont mené la campagne. Ainsi, Denise Fuge, présidente de l'Organisation nationale des femmes (NOW) à New-York, qui a été un des principaux artisans de la campagne, explique : « *Les républicains tremblent de perdre l'électorat féminin mais, cette fois, les démocrates ne nous auront pas comme ça. Vous avez vu la photo de leur congrès de Philadelphie : Kennedy, Mondale et Brown, avec leur badge "ERA yes" ? C'est de la démagogie. Qu'ont-ils fait en Floride, dans l'Oklahoma, pour soutenir l'ERA ? Rien ! Et Carter, en 1976 : des promesses, du vent. Désormais nous ne marcherons pour aucun candidat a priori.* » (Libération, 2 juillet 1982.)

Cependant, cette lutte de plus de dix années n'aura pas été sans porter des fruits, puisque 14 Etats ont déjà introduit cet amendement dans leur propre Constitution. Les femmes ont obtenu la suppression de diverses discriminations dans les règlements fédéraux, concernant l'égalité des salaires, le système d'éducation, la formation professionnelle, le sport. Reste à les faire observer dans la réalité.

Pour la bourgeoisie américaine, l'enjeu de l'ERA était important. Sa ratification aurait fourni aux femmes un instrument de taille pour combattre leur statut de seconde zone à tous les niveaux. Elle aurait fait naître des espoirs et des exigences au moment où les patrons et leur gouvernement ont déclaré la guerre au niveau de vie et aux droits démocratiques, et veulent entraîner les travailleurs et les travailleuses dans leur politique d'agression impérialiste. Les attaques contre les femmes sont particulièrement virulentes, comme en témoignent les projets de loi déposés par les partisans de « la défense de la vie », qui tendent à criminaliser tous les avortements.

Signalons, pour l'anecdote, que la secte des Mormons, nombreuse aux Etats-Unis, a fait une campagne hystérique contre l'adoption de l'ERA, entre autres sur le thème : « *Dieu a créé l'homme, et non la femme, à son image.* »

« *La défaite de l'ERA est une fantasque victoire pour la femme, la famille, l'Amérique* », déclarait Phyllis Schafly, présidente de « *Stop ERA* ». Mais elle triomphe trop tôt. Si une bataille est perdue, la guerre continue. Outre la possibilité de redéposer devant le Parlement américain la proposition d'amende-

ment, les travailleuses et travailleurs, toute la classe ouvrière américaine, vont unir leurs forces et redoubler d'efforts pour continuer le combat contre l'oppression séculaire des femmes. ■

RFA

La jeunesse contre l'austérité

« *Des emplois, pas de bombes ! Tous dans la rue pour les manifestations appelées par la DGB le 23 octobre !* », tel est le titre du dernier numéro du journal des jeunes militants marxistes révolutionnaires allemands, *Roter Maulwurf* (la Taupe rouge). Début septembre 1982, la centrale syndicale ouest-allemande DGB a décidé de mobiliser ses adhérents pour des manifestations contre la politique d'austérité du gouvernement social-démocrate de Helmut Schmidt. Ces manifestations sont prévues pour le 23 octobre à Nuremberg, Dortmund et Francfort, et le 6 novembre à Hanovre. Avec la chute du gouvernement de coalition social-démocrate et libéral (SPD-FDP) et la constitution d'un gouvernement des seuls partis bourgeois chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux (CDU-CSU) et libéraux (FDP) derrière le chancelier Helmut Kohl, ces mobilisations vont être une échéance centrale de l'organisation de la résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse contre ce nouveau gouvernement bourgeois.

Les jeunes des groupes *Maulwurf* préparent cette mobilisation au sein de la jeunesse syndicale, les collèges et spécialement dans le mouvement pacifiste. Dans leur journal, ils expliquent que toutes les dépenses gouvernementales pour les missiles ou les armes conventionnelles doivent être arrêtées et que des programmes de formation professionnelle pour la jeunesse et la création d'emplois nouveaux dans les secteurs essentiels de la production doivent être développés.

Quatre numéros du journal *Roter Maulwurf* sont déjà parus. Son numéro zéro était paru lors de la grande manifestation contre les armes nucléaires de Bonn le 10 octobre 1981, qui avait rassemblé 300 000 personnes. Depuis lors, les « groupes taupes » se sont implantés dans huit villes de la République fédérale allemande (RFA), organisant quelque 70 jeunes militants. Ceux-ci ont participé aux mobilisations du mouvement pacifiste, au mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale et Solidarité en Pologne, ainsi qu'aux actions d'occupation de logements des squatters.

Lors d'un camp d'été tenu dans la région d'Emsland, au nord de l'Allemagne, les jeunes militants allemands ont discuté de la planification de leurs activités de rentrée avec des militants des organisations sœurs des pays voisins, Rebel des Pays-Bas, la Jeune garde socialiste (JGS)

de Belgique et les « groupes taupes » de Suisse.

A l'occasion du quinzième anniversaire de la mort de Che Guevara le 8 octobre, les « groupes taupes » allemands ont organisé des initiatives dans neuf villes. Leur objectif était de faire apparaître la continuité du processus de libération en Amérique centrale et d'organiser la solidarité avec la montée révolutionnaire au Nicaragua, à Grenade, au Salvador et au Guatemala. Ils ont pour cela diffusé un tract intitulé « *Créer un, deux, trois ... plusieurs Nicaragua !* », pour expliquer aux jeunes les leçons de combat du Che, de la révolution cubaine et des révolutions en cours en Amérique centrale.

Les « groupes taupes » se préparent pour les mobilisations du mouvement pacifiste de cet hiver. En novembre, il y aura une semaine d'action de tous les groupes pacifistes locaux. Et le 12 décembre est prévue une mobilisation dans toutes les localités où il est prévu d'installer des missiles nucléaires en 1983. Dans le cadre de ces mobilisations, que la venue d'un nouveau gouvernement des seuls partis bourgeois va rendre encore plus « chaudes », les « groupes taupes » s'emploieront à gagner de nouveaux jeunes à la perspective de la construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire en RFA. ■

NOUVELLE CALEDONIE

Séjour d'une délégation de militants de la IVe Internationale

Une délégation de militants de la IVe Internationale s'est rendue cet été en Nouvelle-Calédonie, territoire d'outre-mer français (TOM), pour y tenir des stages d'information et rencontrer les organisations indépendantistes kanakes. Dans son numéro du 15 septembre 1982, *l'Avenir calédonien*, organe de l'Union calédonienne (UC), principale formation du Front indépendantiste (FI), rend compte de ce séjour. Quelques jours plus tard, le quotidien réactionnaire local, *les Nouvelles calédoniennes*, reproduisait l'article de *l'Avenir calédonien*, sans commentaires mais avec un titre évocateur : « *Des communistes sont venus former des cadres pour l'Indépendance.* »

Nous reproduisons ci-dessous le compte-rendu paru dans *l'Avenir calédonien* du séjour des militants de la IVe Internationale en pays kanak.

Trois camarades de la IVe Internationale Communiste, deux de la LCR (France) et un du SWP (Australie), ont passé trois semaines en Nouvelle-Calédonie.

Leur visite, organisée à l'initiative de militants du Front indépendantiste, avait comme objectif d'animer deux stages d'information de trois jours sur la situation internationale :

— l'impérialisme dans le monde aujourd'hui ;

— le colonialisme et les différentes expériences de décolonisation (notamment en Afrique) ;

— l'analyse marxiste de la nature des Etats des pays de l'Est, ainsi que la révolution cubaine ;

— les social-démocraties en Europe et dans le projet néocolonial du gouvernement français en Nouvelle-Calédonie.

Ce sont quelque cinquante militants du FI qui ont suivi ces stages entre Nouméa et Poindimié. Les débats ont porté, entre autres, sur le marxisme aujourd'hui, les anciennes colonies françaises, la politique du gouvernement français en Nouvelle-Calédonie.

Avant le départ, ces camarades ont rencontré tous les partis du FI, ainsi que le Parti de libération kanak (Palika). Ils ont aussi suivi le 1er Congrès de l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE).

Les échanges de vue ont été appréciés et fructueux.

Ils nous ont assurés de leur détermination à soutenir la lutte du peuple kanak pour son indépendance.

Ils ont réaffirmé leur solidarité internationale contre l'impérialisme et le colonialisme, quelle que soit sa forme.

Des contacts réguliers ont été mis en place. ■

KURDISTAN

En soutien à la lutte du peuple kurde

La réunion du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, qui s'est tenue le 10 octobre dernier, a adopté une résolution de soutien à la lutte du peuple kurde, que nous publions ci-après.

Le peuple kurde subit encore une fois les coups d'une répression féroce.

En Turquie, le régime militaire fait emprisonner et torturer des centaines de militants, se livre à des opérations sanglantes contre les villages et isole les zones kurdes du reste du monde.

En Irak, les Kurdes continuent d'être privés de leurs droits démocratiques les plus élémentaires.

En Iran, une offensive a été lancée de façon massive, au cours des derniers mois, contre les combattants kurdes. Les victimes, dans leur grande majorité, sont des civils, et se comptent par milliers.

La IVe Internationale soutient la lutte du peuple kurde pour son autodétermination, condamne toute forme de répression exercée contre les Kurdes par les différents Etats de la région, et s'associe à la campagne pour la défense des droits démocratiques les plus élémentaires du peuple kurde. ■

PEROU

Une étrange minute de silence

Au cours de la deuxième quinzaine du mois de septembre, le cabinet du président Belaunde Terry a dû se rendre devant le Parlement pour rendre des comptes sur sa politique économique désastreuse : l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), parti bourgeois du centre droit, et la Gauche unie (Izquierda Unida - IU), avaient demandé son interpellation au Parlement, ces deux formations pensant possible de provoquer ainsi une déstabilisation du cabinet. Mais, très rapidement, cette hypothèse s'est révélée erronée. Le Parti d'action populaire (AP), au pouvoir, s'est solidarisé avec son gouvernement et l'a défendu par tous les moyens, mettant de fait la Gauche unie sur la défensive.

L'un des points les plus importants de ce débat parlementaire, qui a duré plus de trente-six heures, a été la discussion sur les droits de l'homme au Pérou. Sous le prétexte de lutter contre le groupe « Sendero Luminoso » (Sentier lumineux), organisation guérillériste d'origine maoïste, le gouvernement péruvien a instauré dans plusieurs régions du pays l'état d'urgence, qui limite tous les droits constitutionnels. Ainsi, il est interdit de tenir des réunions, d'organiser des manifestations, etc. Toute personne peut être détenue sans enquête. L'état d'urgence a été décrété le 20 août, et jusqu'au mois de septembre, plus de 250 personnes ont été emprisonnées, parmi lesquelles on trouve Manuel Curotto, secrétaire général du Syndicat des employés de banque ; Lazo Tovar, président de la Fédération des étudiants péruviens ; et José Perez Olivares, dirigeant paysan. De plus, deux dirigeantes du mouvement lycéen ont été violées par un officier de l'armée péruvienne, et on sait que 300 personnes sont détenues à la prison de l'île d'El Fronton.

C'est tout cela qui a été dénoncé, ce qui est correct, par les députés de la Gauche unie et par nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la IVe Internationale. Le problème est survenu lorsque Diaz Canseco, député de la IU, a dressé la liste des gens assassinés et emprisonnés par le régime. Manuel Ulloa, le Premier ministre, a alors déclaré démagogiquement qu'à la liste donnée par Diaz Canseco il fallait ajouter 50 policiers tués. Il demanda immédiatement une minute de silence pour ces policiers. Tous les députés de l'APRA, de l'IU, y compris Fernandez Chacon du Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation moréniste péruvienne, se levèrent et observèrent une minute de silence à la mémoire des massacreurs du peuple péruvien. Un seul député est resté sur son siège et ne s'est pas levé. C'était notre camarade Hugo Blanco qui, durant toute la minute de silence, est resté assis, les bras croisés.

La farce terminée, Manuel Ulloa taxa la gauche d'opportunisme et d'inconséquence et, en ce qui concerne Hugo Blanco et le PRT, il déclara qu'ils étaient la couverture légale de l'organisation guérillériste « Sendero Luminoso ».

Il est clair que ni le PRT péruvien, ni le camarade Hugo Blanco n'ont rien à voir avec l'organisation « Sendero Luminoso ». Ils défendent seulement ces militants contre la répression de l'Etat, mais ils les critiquent et se différencient d'eux, car ils pensent que la politique concrète de ce groupe et sa stratégie ne sont pas en rapport avec les conditions de la lutte des classes dans le pays.

Le gouvernement veut faire l'amalgame entre le PRT et « Sendero Luminoso » pour préparer l'opinion publique à la répression contre nos camarades et compter pour ce faire sur un certain consensus.

Ce n'est pas cela qui va arrêter les activités de nos camarades péruviens, et le PRT continuera à dénoncer le caractère répressif du gouvernement en place. ■

CEYLAN

Vie sauve pour Kuttimani et Jegan

Deux jeunes nationalistes tamils, Kuttimani et Jegan, ont été condamnés à mort à Ceylan, par un tribunal qui s'est basé sur des aveux arrachés sous la torture, et en vertu d'une loi d'exception, la Loi de prévention du terrorisme (Prevention of Terrorism Act).

Cette attaque contre les Tamils, qui représentent 11% de la population de l'île et sont installés dans les régions de plantations de thé dans le nord du pays, constitue aussi une atteinte aux libertés démocratiques en général, combinée à celles menées par le gouvernement du Parti national unifié (UNP) contre les travailleurs, les paysans et le peuple opprimé.

Le Revolutionary Marxist Party (RMP), section ceylanaise de la IVe Internationale, a lancé une campagne de masse pour sauver la vie de Kuttimani et Jegan, ainsi que pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques. Pour relayer cette campagne, des télégrammes et des motions de solidarité doivent être adressés au ministre de la Défense, J. R. Jayewardene, Colombo, Sri Lanka.

La déclaration que nous publions ci-dessous a été adoptée par le Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, le 12 octobre dernier.

La sentence de mort prise par un tribunal ceylanais à l'encontre de deux jeunes nationalistes tamils, Kuttimani et Jegan — qui ont été traînés en justice sur la base de la très draconienne Loi de prévention du terrorisme (Prevention of Terrorism Act), est la dernière en date d'une longue série d'attaques contre la nation tamile par les gouvernements ceylanais

successifs. L'oppression, depuis des dizaines d'années, des personnes de langue tamil a conduit à l'apparition d'un mouvement réclamant l'établissement, pour les Tamils, d'un Etat séparé appelé Eelam, dans leurs régions traditionnelles. Le harcèlement continu et l'occupation virtuelle des régions tamiles par les forces de sécurité de l'Etat, comme les fréquents pogroms racistes contre la population de langue tamil, ont entraîné la croissance d'un mouvement de résistance qui revendique pour les Tamils le droit à l'autodéfense pour se protéger contre la violence étatique.

La menace de mort qui plane sur Kuttimani et Jegan constitue un exemple visant à intimider et à terroriser ceux et celles qui soutiennent ce droit à l'autodéfense et le droit à l'autodétermination de la nationalité tamil au Sri Lanka.

Ce procès est un cas typique de coup monté. Les deux accusés se sont vus interdire le droit à un jury, droit officiellement reconnu à toute personne vivant au Sri Lanka, et cela même en cas de crime grave. De plus, leur condamnation est entièrement fondée sur les « aveux » qu'on leur a arrachés sous la torture, lors de leur détention dans un camp militaire.

Lors de leur procès, des témoins ont déposé sur la manière dont ils ont été soumis à la torture par la police et l'armée. On les a battus à plusieurs reprises, pendus par les pieds, des tiges de métal leur ont été introduites dans l'anus, on les a forcés à respirer des matières toxiques, etc. Malgré cela et malgré le fait que la Cour d'appel avait, dans un jugement précédent, accepté la révélation selon laquelle la violence avait été employée contre les suspects détenus en vertu de la Loi de prévention du terrorisme, cette fois-ci la Cour a considéré qu'il « n'apparaissait pas » que les deux accusés aient été brutalisés ou torturés. Nul n'ignore que la torture et les méthodes d'interrogatoire au « troisième degré » sont utilisées par la police ceylanaise.

Même le juge a dû admettre que ces deux jeunes avaient été détenus dans un « endroit isolé et au secret, privés de tout contact avec leurs amis, leur famille ou leurs avocats », et « au milieu de soldats dont certains étaient armés », ignorant « jusqu'à quand durerait leur garde à vue ». Il alla même jusqu'à demander si ces faits en eux-mêmes ne rendaient pas les dépositions des plaignants irrecevables pour leur défense. Mais il a conclu en disant que les dispositions de la Loi

pour la prévention du terrorisme ne lui permettaient pas de rendre un tel jugement.

Les Tamils du Sri Lanka ont été assujettis à une longue série de mesures répressives. Cela a commencé en 1948, lorsque 1,2 million de travailleurs des plantations ont été « désafranchis » et privés du droit de vote, et que le cingalais, la langue de la majorité, a été imposée comme langue officielle. Dans les dernières années, la fréquence et l'intensité des pogroms anti-tamils ont augmenté. Par deux fois dans les cinq dernières années — en août 1977 et de juin à août 1981 — le peuple

éroder les droits démocratiques, afin de favoriser les intérêts de l'impérialisme et du capitalisme dans la région.

Le Revolutionary Marxist Group (Parti marxiste révolutionnaire - RMP), section ceylanaise de la IVe Internationale s'est, de façon systématique, toujours opposé à la politique raciste des gouvernements capitalistes qui se sont succédés au Sri Lanka, et a clairement pris position pour le droit à l'autodétermination de la nation tamil, y compris le droit à l'indépendance. De plus, le RMP reconnaît le droit à la nation tamil opprimée de prendre toutes les mesures qu'elle jugera uti-



Manifestation de soutien à Kuttimani et Jegan en Grande-Bretagne. (DR)

tamil a été brutalement attaqué, tandis que leurs propriétés étaient pillées par des gangs de racistes, organisés et encouragés dans leurs actions par les dirigeants du Parti national unifié (UNP) au pouvoir au Sri Lanka.

La IVe Internationale attire particulièrement l'attention sur le fait que ces attaques racistes en particulier, et le chauvinisme ceylanais en général, se sont développés de façon significative depuis que le parti traditionnel de la classe ouvrière au Sri Lanka, le Lanka Sama Samaja Party, a perdu son indépendance de classe et a, dès lors, adopté une perspective de collaboration de classes, abandonnant par là même son mot d'ordre de droit de citoyenneté pour les travailleurs tamils des plantations, et la parité des statuts pour les deux langues, cingalaise et tamil.

La politique de discrimination raciale et de répression poursuivie par le gouvernement UNP aujourd'hui est à inscrire dans le cadre des attaques plus larges contre les travailleurs ceylanais, les paysans et les masses opprimées en général. Le gouvernement cherche en même temps à opposer les travailleurs et les paysans ceylanais et tamils les uns aux autres, et à

les pour assurer sa défense contre la violence raciste.

Le Secrétariat unifié de la IVe Internationale s'élève contre les condamnations à mort qui pèsent sur Kuttimani et Jegan, et réclame du gouvernement ceylanais l'annulation immédiate de la sentence de mort contre les deux jeunes tamils, la libération des prisonniers politiques et l'abrogation de la Loi de prévention du terrorisme.

Les partis et les politiciens bourgeois tamils, comme le Tamil United Liberation Front (Front de libération unifié tamil) ont fait la démonstration de leur incapacité face à la répression accrue à laquelle est soumise la population de langue tamil, et ont également sacrifié les intérêts des masses tamils au profit de leurs intérêts parlementaires. Cela fait peser une lourde responsabilité sur les épaules des travailleurs et des paysans du Sri Lanka dans la lutte contre la discrimination et la répression dirigée contre la population de langue tamil. ■

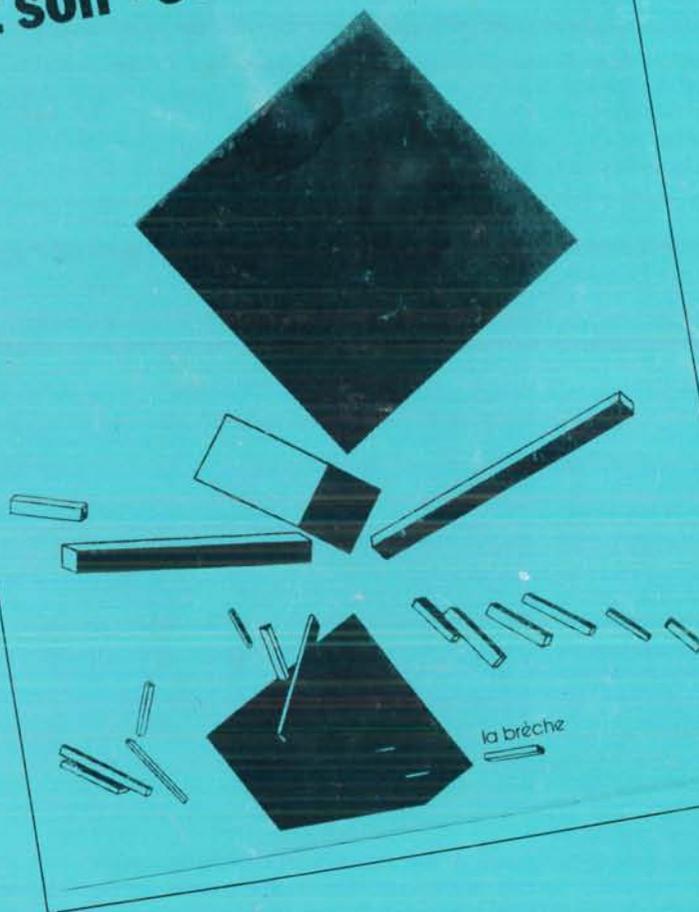
Bureau du Secrétariat unifié (SU)
de la IVe INTERNATIONALE
12 octobre 1982.

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

ABONNEZ-VOUS

alexandre zimine

le Stalinisme et son «socialisme réel»



Le Stalinisme et son "socialisme réel"

LE LIVRE

« Le Stalinisme et son "socialisme réel" » s'attaque aux thèses officielles du « socialisme réel ». L'auteur dissèque les falsifications staliniennes en confrontant les « théorisations » et autres « lois fondamentales » élaborées par Staline et ses successeurs, à la théorie marxiste, d'une part, à la réalité soviétique, d'autre part.

L'AUTEUR

« Communiste soviétique du dernier quart de siècle », comme il se définit lui-même, Alexandre Zimine est un survivant des camps staliniens, un de ceux qui auraient dû disparaître pour que l'on puisse dire qu'ils n'avaient jamais existé. L'objectif de Zimine à travers cette analyse est politique : il nous revient, dit-il, de résoudre « le problème que nous a imposé l'histoire, celui du retour de l'URSS sur les rails de la marche au socialisme, première phase du communisme ». Zimine vit encore aujourd'hui en Union soviétique.

En vente à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris (55 francs).